



# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

## ÉLECTIONS, PIÈGE À... QUOI, AU FAIT ?

Pages 11 à 16



### Nizar Trabelsi, L'histoire d'une extradition illégal par la Belgique

Luk Vervaeet • Pages 3 et 19

### Problèmes cardiaques et vaccins à ARNm

Daniel Zink • Page 10

### Belgique, terre mafieuse

Entrevue avec Claude Archer • Pages 8-9

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermaal-Boitsfort, Bruxelles



# Censurer en coulisse pendant qu'on fait le spectacle de la liberté d'expression

## SOMMAIRE

**Censurer en coulisse pendant qu'on fait le spectacle de la liberté d'expression**

Alexandre Penasse / Pages 2 et 17

**Nizar Trabelsi (partie 2)**

**L'histoire d'une extradition illégale par la Belgique**

Luk Vervaeke / Pages 3 et 19

**La confusion du réel et du virtuel**

Philippe Godard / Page 4

**Alexandre Grothendieck, génie des mathématiques et combattant libertaire de la décroissance**

S. Kimo / Pages 5-6

**Belgique, épice de la 5<sup>ème</sup> révolution industrielle ?**

Marzie Flodienka / Page 7

**Belgique, terre mafieuse**

Entrevue avec Claude Archer / Pages 8-9

**Problèmes cardiaques et vaccins à ARNm : remèdes, éclairages, dénis**

Daniel Zink / Page 10

## DOSSIER

Pages 11-16

**Élections, piège à... quoi, au fait ?**

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse / Page 11

**Élections et démocratie.**

**De quel couple parle-t-on ?**

Entrevue avec Michel Bureau et Pierre Verjans / Pages 12-13

**« Démocratie représentative »**

Kenny Cadinu / Pages 14-15

**Le problème**

Jean-Luc Pasquinet / Page 15

**Tête de...**

Kaarle Parikka / Page 16

**Le courr(ou)ier d'Anne Hotiaux**

Page 18

**Fils de Pub**

Alain Adriaens / Page 18

**Les chroniques d'un agro-écologiste**

Simon Chavée / Page 19

**Faut pas rêver !**

Jean-Guy Divers / Page 20

**Vivre et habiter en pratiquant l'autonomie**

Christian La Grange / Page 21

**Vu, lu, entendu**

Pages 22-23

**Brèves**

Page 24

Le 21 mars, j'étais invité au centre culturel de Perwez pour un apéro-débat qui devait avoir lieu suite à la projection d'un documentaire sur Julian Assange, « *Hacking justice* ». Quelques jours avant celui-ci, et alors que le responsable de projet du centre avait publié l'affiche de l'événement, ce dernier m'appelle : « *Les membres du Conseil d'administration ont découvert que vous étiez invité et ont refusé votre présence* ». Raison invoquée : je serais « *transphobe* » et « *extrémiste* ». C'est en particulier un des partenaires, la Ligue des droits humains, via son représentant Olivier Boutry, qui a fait pression pour empêcher ma présence.

Croyez-vous toutefois que ces courageux humanistes aient donné officiellement une quelconque raison à ce refus ? Bien évidemment que non. L'annulation s'est faite en bonne et due forme, dans le secret des conseils d'administration, empruntant les habitudes et viles pratiques des partis politiques. Qu'ont-ils pourtant à cacher ? Ne font-ils pas que le bien en interdisant à ce dangereux militant d'extrême droite qu'est le rédacteur en chef de *Kairos*, bientôt prêt à rejoindre les rangs des skinheads en *combat shoes*, de venir parler ? Pourquoi ne supportent-ils pas publiquement leur décision ? La réponse est assez simple : ils n'ont aucunement les moyens d'étayer leur refus et les qualificatifs qu'ils mâcolent. Ceux-ci ne sont que le reflet d'un mimétisme niais et d'un conformisme *inclusif* qui leur assurent qu'ils ne seront pas exclus des instances officielles dont ils dépendent pour leur survie économique et mentale.

Dans ce combat pour un confort personnel bien relatif, ils ne réalisent pas qu'ils sacrifient les valeurs qu'ils disent pourtant défendre : ils ostracisent le sujet et bafouent la liberté d'expression<sup>1</sup>. Aucune perception du flagrant délit de contradiction quand ils indiquent sur l'affiche de la soirée une citation d'Assange : « *Qui suis-je ? Je me suis battu pour la liberté et j'ai été privé de toute liberté. Je me suis battu pour la liberté d'expression et on m'a refusé toute expression. Je me suis battu pour la vérité et je suis devenu l'objet de mille mensonges* ». Un comble dès lors, quand on lit l'intitulé de la soirée : « *Le premier qui dit la vérité, il doit être exécuté* ». La Ligue des droits humains s'est donc dotée de représentants qui exécutent pendant qu'ils disent défendre ?

J'ai donc écrit à Olivier Boutry, de la LDH (voir ci-dessous). Pensez-vous qu'il ait eu la décence de me répondre ? On ostracise, vilipende, assassine... mais silencieusement.

Tout cela est-il si étonnant, au fond ? À une époque où :

- L'on commémore la Shoah, veille de huit décennies, alors qu'on massacre sous nos yeux les Palestiniens, qu'on affame et torture, et que dénoncer cela nous range comme « *antisémites* » – au point qu'on sait que la focalisation excessive sur le passé ne sert au fond qu'à effacer le présent.

- Évoquer l'usine à enfants qu'était par exemple l'Ukraine peu avant le début de la guerre, fournissant en enfants les couples occidentaux stériles ou homosexuels, dénoncer la marchandisation des femmes et de leur corps utilisés à seule fin de fournir une progéniture qu'elles ont bien voulu voir grandir en leur sein pour une contrepartie financière, et que ces propos nous réduisent à n'être que des « *homophobes* ».

- Dénoncer le *business* du changement de sexe comme n'étant pas la réponse à une demande soudainement en expansion, mais plus souvent la création d'un problème chez des enfants en mal d'identification, perdus dans un monde sans repère, où on les illusionne d'une solution toute faite, leur faisant croire qu'il est possible de changer de sexe, alors qu'une prise en charge thérapeutique apporte le plus souvent la solution<sup>2</sup>, et que cela nous voue aux gémonies, frappés du stigmate de « *transphobes* ».

Le sens commun disparaît, alors que l'intérêt privé est appelé bien commun et le vol « *confusion administrative*<sup>3</sup> ». Dès lors que tout est mensonge, il est inévitable que les politiques s'affairent à l'organisation médiatique d'une vérité fictive. Ils déguisent leurs mensonges, leurs perpétuelles corruptions qui en font un mode opératoire politique plus qu'un accident de parcours, confirmant qu'ils ne travaillent que pour leurs biens, qui n'ont de communs que le partage du butin entre eux, devant donc inévitablement parer leurs forfaitures des habits de la bienveillance.

Mais il y a pire que tout cela, c'est que nous sommes entrés dans une sorte de réalité virtuelle où même la vérité révélée n'a plus aucune incidence sur le récit collectif, ce dernier étant phagocyté par des groupes médiatiques qui ont le monopole de parler pour tous les autres.. Le roi est nu, nombreux le savent, mais les gramophones médiatiques, la RTBF, RTL-TVi, *La Libre Belgique*... répètent qu'il est superbement habillé. Parfois, s'ils ne peuvent faire autrement, ils disent qu'il a un petit accroc dans son costume, mais rien de grave... On se sent donc parfois comme lesté par une force dont la puissance est tel l'écho d'une voix résonnant dans le désert. Une sorte de vide.

Il faut alors du courage à notre époque pour oser la *parhèsia* ou ce fait de « *Tout dire* », ce qui peut signifier sans doute dire n'importe quoi, sans faire de tri, sans retenue ni entraves, mais aussi, et peut-être surtout, oser dire ce que notre lâcheté ou notre honte nous retiennent immédiatement

1. Voir notre vidéo : <https://www.kairospresse.be/reaction-assange-utilise-pour-feindre-la-liberte-dexpression>

2. Voir *Le Phénomène Trans*, Dany-Robert Dufour, Cherche Midi, 2023 et <https://www.kairospresse.be/le-phenomene-trans-le-regard-dun-philosophe/>

3. Voir l'interview de Claude Archer dans ce numéro, pages 8-9, ainsi que les trois premières chroniques de « *Belgique, terre mafieuse* », sur [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be).

→ Suite page 17

**Kairos** – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en France. Imprimerie Rotochampagne, 2 rue des Frères Garnier F-52000 Chaumont

**Tirage** : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires

**Route** : Rotochampagne, Cambier

**Editeur responsable**

ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue des Bégonias, 32  
1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
M. (00 32) 472/560 724

**Rédacteur en chef** : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)

**Secrétaire de rédaction** : Bernard Legros

**Graphisme** : Studio Noir & Clair

**Relecteurs** :

Janine, Nadia, Alain, Stéphane, Annie, Colette, Amélie, Brigitte.

**Pour commander des numéros** : commande@kairospresse.be

**Chroniqueurs / Rédacteurs**

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion Feledziak.

**Ont contribué à ce numéro**

Marie-Ange Herman, Philippe Godard, Jean-Guy Divers, Paul Willems, Simon Chavée, Anne Hotiaux, Christian La Grange, Luk Vervaeke, Claude Archer, Pierre Verjans, Michel Bureau, Jean-Luc Pasquinet, Marzie Flodienka, S. Kimo..

**Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !**

**Illustrations** :

Philippe Debongnie, Mickomix, Fabienne Loodts, Timothée Simon, Roland Dewind, Noir & Clair, Cassou, Aurélie Garnier, Antoine Demant, Léandre, Christian La Grange.

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

**-Moins!**

**LA DÉCROISSANCE**  
Le journal de la joie de vivre

# Nizar Trabelsi (partie 2)

## L'histoire d'une extradition illégale par la Belgique

Le 13 septembre 2011, Nizar Trabelsi a purgé l'intégralité de sa peine en Belgique. Il ne sera pour autant pas libéré. Au moment même où il peut quitter la prison, on lui annonce qu'il doit prêter quelques mois de prison supplémentaires pour des menaces proférées pendant sa détention et pour une amende non payée. C'est déjà exceptionnel. Ensuite, la justice belge modifie le motif de la prolongation de sa peine de prison. Cette fois, il doit rester en prison en attendant le jugement de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Tant que celle-ci ne s'est pas prononcée sur la demande d'extradition par les États-Unis, Trabelsi restera en prison, déclare Annemie Turtelboom, ministre de la Justice, à la commission de la Justice du parlement belge : « En mars 2012 a commencé sa nouvelle détention en vue de son extradition. Ceci est conforme au traité et à la loi sur l'extradition. Son emprisonnement n'est donc pas une prolongation arbitraire de sa détention précédente. »

Le 24 août 2012, le tribunal de Hasselt, saisi par la défense, ordonne cependant la libération immédiate de Trabelsi. Parce qu'« il n'y a pas d'indications que la requête sera traitée dans un délai raisonnable par la Cour européenne et que, en conséquence, sa détention prolongée est en contradiction avec l'article 5, paragraphe 3 du Traité européen des Droits de l'homme. Il a droit aux mêmes conditions de mise en libération conditionnelle qu'un Belge ». Le procureur fédéral interjette immédiatement appel de ce jugement et la mise en liberté est rejetée par un tribunal d'Anvers.

Dans les faits, dès octobre 2012, Nizar Trabelsi commence sa douzième année de détention en Belgique, soit déjà 2 ans de plus que sa peine effective. Les motivations de la ministre ne sont qu'une mascarade : la Belgique n'a aucunement l'intention d'attendre ni de respecter le jugement de la CEDH. Les plans pour extraditer Trabelsi sont là, quoi qu'en dise la justice européenne. Les négociations entre les États-Unis et la Belgique sur son extradition avaient déjà débuté 3 mois après sa condamnation en Belgique et 4 ans avant qu'une première demande officielle d'extradition n'arrive en Belgique. C'est un document du FBI américain, daté du 14 octobre 2004, qui nous l'apprend<sup>1</sup>.

Le matin du 3 octobre 2013, alors qu'est en cours l'examen de l'affaire par la CEDH, des membres des services spéciaux de la police fédérale viennent chercher Trabelsi à la prison de Bruges. Trabelsi est convaincu qu'ils vont l'amener à celle d'Ittre pour la cérémonie de son mariage comme cela lui avait été promis. Ou dans le pire des cas, il pense qu'il s'agit peut-être de la 37<sup>ème</sup> fois en 12 ans qu'ils vont le transférer à une autre prison. Ceinturé, menotté, les pieds entravés, les yeux bandés, écouteurs avec une musique assourdissante dans les oreilles, il en a l'habitude. Cette fois, seule la direction du voyage est différente. C'est en réalité le début de 11 années de détention supplémentaires.

### LIONEL D., CHASSEUR DE TERRORISTES

Il est intéressant de lire le récit de Lionel D., dans son livre *Chasseur de terroristes*, aussi bien de l'arrestation de Trabelsi, le 13 septembre 2001 à Bruxelles, que de son extradition vers les États-Unis, 12 ans plus tard, le 3 octobre 2013. Sur *Amazon*, ce livre figure parmi les 10 livres les plus vendus dans la catégorie « Terrorisme ». Lionel D. a été inspecteur principal de l'Escadron spécial d'intervention (ESI) de la police fédérale belge. Un escadron qui se fait appeler Iris, non pas en référence à Bruxelles, mais d'après le nom de la fille d'un de ses membres.

Dans un premier temps, Lionel D. décrit l'arrestation de Trabelsi après que les enquêteurs eurent reçu une information venant de France : « Une des têtes pensantes de la branche européenne d'Al-Qaïda habiterait à Bruxelles... Il fallait absolument l'arrêter. Là, maintenant. Immédiatement ! ». Ce serait donc une information française – Lionel D. n'en dit pas plus – qui aurait déclenché la panique au sein des institutions et de la police spéciale belge. Et qui a mené à l'arrestation.

Mais passons à l'extradition, décrite par Lionel D. comme si vous y étiez, et faites connaissance avec les forces d'exception de la police. Dans ces services, on ne se pose pas de questions sur la légalité ou l'illégalité des ordres. On obéit et on exécute. S'y ajoutent, comme dans le cas de Trabelsi, le cynisme et la déshumanisation des personnes qui se retrouvent entre leurs mains. Lionel D. : « Le matin du 3 octobre, sous un soleil pâle, les Iris reçoivent l'ordre d'extraire Trabelsi de sa cellule pour le transférer vers l'aéroport militaire de Melsbroek où un avion l'amènera vers les États-Unis. L'extradition doit se dérouler en cachette. À part le commandement des unités spéciales, seuls sont au courant quelques ministres et fonctionnaires du ministère de la Justice. Trabelsi lui-même n'est au courant de rien. Il a demandé à être transféré. Il veut revenir à la prison d'Ittre où il se propose d'épouser une Bruxelloise. Quand l'équipe d'intervention vient le chercher dans sa cellule ce matin-là, il flaire directement un danger. Trabelsi voit bien que nous ne sommes pas les agents qui assurent habituellement les transferts entre les prisons. Pendant que nous lui plaçons un masque occultant sur les yeux et les écouteurs sur les oreilles, il commence à poser des questions : "Qui êtes-vous ? Qu'est-ce que vous me voulez ?". Il est extrêmement méfiant quand nous l'embarquons dans la voiture blindée. Il sent immédiatement qu'il est assis sur un siège inhabituel. "Ah, c'est une autre voiture ?". Au moment où nous montons sur l'autoroute en prenant une autre direction que celle à laquelle il s'attend, il commence à s'agiter : "Ce n'est pas la route d'Ittre. Où m'emenez-vous ?" Le trajet se fait sous haute tension. Aucun de nous ne dit un mot, seul Trabelsi continue de poser des questions. Nous arrivons à l'aéroport militaire de Melsbroek. Dès l'ouverture de la portière, Trabelsi entend les moteurs de l'avion qui l'attend, prêt à décoller. Il sent l'odeur de kérosène sur le tarmac et comprend ce qu'il l'attend. Nous lui enlevons son masque. Devant lui se tiennent trois agents de la CIA qui lui lisent ses droits selon les formules d'usage. À chaque mot, on voit Trabelsi perdre son cœur. Le temps de l'arrogance est passé. On va donc bien l'extrader vers les États-Unis. Quand les agents sont prêts, il dit : "J'ai besoin de pisser". Le moment suivant sera probablement l'un des plus humiliants de sa vie. Un agent défait sa braguette : "Vas-y laisse couler". Le voilà, les mains menottées dans le dos, le zob à l'air, à pisser sur le tarmac sous les yeux de ses ennemis jurés américains. L'anecdote déclenche l'hilarité au sein du peloton : rares sont les collègues dont l'arrogance ne poussait pas Trabelsi à bout. Une fois le transfert du détenu effectué, nous restons un moment dans la voiture à regarder décoller l'avion. L'appareil s'élève dans le ciel bleu d'acier quand la radio diffuse une chanson de Frank Sinatra particulièrement approprié, "It's up to you/ New York, New York" ».

Je me demande si Lionel et ses collègues (« Nous ne sommes pas des amis, nous sommes des frères », écrit-il sur ses collègues) trouvent cette affaire toujours aussi rigolote et la chanson de Frank Sinatra toujours aussi amusante, mainte-



Illustration : Mickomix

nant que Trabelsi a été jugé et innocenté par le tribunal dans le pays de « ses ennemis jurés américains ». Et que la Belgique a été condamnée à répétition par la justice belge pour son extradition illégale. La dernière condamnation est toute récente : le 14 février 2024, le tribunal de première instance de Bruxelles a condamné l'État belge à délivrer à Trabelsi les documents permettant son retour en Belgique et à adresser une nouvelle demande officielle de rapatriement aux autorités américaines. Ceci sous astreinte pouvant atteindre 200.000€.<sup>2</sup>

### CLASSIFIÉ « HIGH RISK, HIGH PROFILE », SOUS IMPULSION BELGE

À son arrivée aux États-Unis, feignant de respecter leurs promesses d'un bon traitement de Trabelsi, les Américains ne l'incarcèrent pas dans une prison Supermax ou fédérale. À l'étonnement de tous, ils l'enfermèrent dans une prison locale, la Rappahannock Régional Jail à Stafford, à 2 heures de route de Washington. Là-bas, il est d'abord soumis à un « total lockdown » pendant un mois, c'est-à-dire l'interdiction de toute correspondance, téléphone ou visite, ainsi que la confiscation de ses lunettes et de ses quelques photos personnelles. Ses avocats vont en appel contre ces mesures. Avant même que la Cour ait l'occasion de se prononcer, le procureur général confirme le confinement solitaire. Il place Trabelsi sous le régime des SAM, les mesures administratives spéciales, qui réduit presque à néant ses contacts avec le monde extérieur, par des conditions draconiennes. Ainsi, Trabelsi n'est pas seulement soumis à la brutalité de l'isolement total à l'intérieur d'une prison : depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2013, il fait aussi partie de la cinquantaine de prisonniers sur tout le territoire des États-Unis qui sont soumis aux SAM.

Pour justifier ces mesures, les autorités américaines prétendent se baser sur un document des autorités pénitentiaires belges disant que Trabelsi présente un « risque de prosélytisme et un risque d'évasion ». Il aurait eu un plan d'évasion en Belgique en début et fin 2007 (notez que jamais personne, ni Trabelsi ni quiconque, n'a été inculpé pour de prétendus plans d'évasion). En août 2013, 2 mois avant son extradition,

1. FBI, Affaire 1:06-cr-00089-RWR Document 104-1, DOCUMENT SENSIBLE AU REGARD DE L'EXÉCUTION DES LOIS

2. « Nizar Trabelsi : la justice belge condamne l'État à agir », in *Le Soir*, 5 mars 2024

# La confusion du réel et du virtuel

**Il existe un lien entre la folie du pouvoir, la psychologie des foules, l'ultra-richesse, certaines pathologies « individuelles » des dirigeants actuels, et la militarisation du monde. Cette conjonction négative entre ces divers éléments explique, au moins en partie, les comportements anti-démocratiques et répressifs des dirigeants et leur diffusion dans l'ensemble de la société, à tous les échelons hiérarchiques.**

Illustration : Fabienne Loodts



La folie du pouvoir, cette volonté individuelle, de caste ou de classe, explique à elle seule l'amour de la puissance et le désir de certains individus, castes ou classes, de dominer et soumettre les autres. Après tout, ce n'est là que l'histoire de l'humanité telle que nous pouvons la retracer, et les périodes d'émancipation ou de libération correspondent aux rares moments où, précisément, certains d'entre nous, femmes, hommes et aussi enfants, se sont levés contre cette folie et ont réussi, un temps, à s'en débarrasser. Ils ont prouvé par là qu'il était donc possible d'en sortir. C'est ce que Simone Weil résume en ces termes : « Sans doute, en toute occasion, ceux qui ordonnent sont moins nombreux que ceux qui obéissent. Mais précisément parce qu'ils sont peu nombreux, ils forment un ensemble. Les autres, précisément parce qu'ils sont trop nombreux, sont un plus un plus un, et ainsi de suite. Ainsi la puissance d'une infime minorité repose malgré tout sur la force du nombre. [...] Il y a cependant des moments où il n'en est pas ainsi. À certains moments de l'histoire, un grand souffle passe sur les masses ; leurs respirations, leurs paroles, leurs mouvements se confondent. Alors rien ne leur résiste. Les puissants connaissent à leur tour, enfin, ce que c'est que de se sentir seul et désarmé ; et ils tremblent<sup>1</sup> ».

## ARTICULER LA PSYCHOLOGIE DES FOULES À LA DÉRIVE TOTALITAIRE

La psychologie des foules explique parfaitement ce phénomène. Nous sommes sans doute les plus nombreux, mais nous sommes un plus un plus un, chacun devant son écran, de télévision ou d'ordinateur, de tablette ou de smartphone. Lorsque nous sommes des millions à « liker » un tweet ou un entretien corrosif sur Youtube, certains ont l'illusion de « faire masse », alors que la masse dont il s'agit, non seulement n'est que cette agglomération de faiblesses individuelles qui n'aboutissent à rien, mais pire : l'illusion, en effet, alimente d'abord une sorte d'espérance, qui aussitôt s'avère vaine. L'illusion est l'antichambre du découragement. Et le découragement à répétition n'engendre que l'impuissance et la peur.

Bien entendu, la psychologie des foules n'explique pas la totalité de la situation actuelle. Il faut tout autant tenir compte, notamment, du caractère « mégamachinique » du système productif, de l'accumulation du capital ou encore de l'idéologie du progrès et de la technolâtrie de nombre de dirigeants. Mais ces aspects sont finalement, et de loin, les mieux connus et les plus étudiés, les plus discutés aussi. Tandis que la psychologie des foules reste une sorte de tabou, peut-être parce qu'elle pose directement la question de l'aliénation et, par contre-coup, celle du mode de notre émancipation.

Or, tout cela se complique, et sans doute dans des dimensions inédites dans l'histoire de l'humanité : pour envisager l'avenir, et donc le type de lutte pour l'émancipation que nous pouvons mener, il nous faudrait désormais articuler cette folie du pouvoir (que l'anarchie est l'un des très rares mouvements politiques à combattre *absolument*) avec le type de puissance qu'atteignent certains individus, ou quelques méga-entreprises, dans ce monde. Nous voulons parler de la puissance financière dans un premier temps, de la puissance répressive dans un second temps.

## ARGENT VIRTUEL MAIS PUISSANCE RÉELLE

Puissance financière étrange, car elle repose sur le caractère virtuel de la monnaie, lui-même issu de sa création incessante par les banques, d'État ou privées, par le biais du crédit et de la dette, notamment. Les banquiers de toutes obédiences ont en effet acquis, au fil des quatre derniers siècles, le pouvoir de créer de l'argent à partir de rien, gagé sur le temps et la capacité des emprunteurs à le rembourser (ce qui a été un moteur inouï de la croissance du système productiviste, jusqu'à en arriver au système capitaliste-extractiviste destructeur actuel). Désormais, les crédits se chevauchent les uns les autres, dans une spirale à la fois dévastatrice — de la nature et de nos libertés — et créatrice de toujours plus de monnaie virtuelle, mais que, hélas, nous considérons comme réelle. Nous lui « accordons du crédit », nous la considérons comme concrète, puisqu'une ligne inscrite sur un écran de

notre banque et nous créditant de 100.000 euros, par exemple, équivaut réellement à la capacité d'acheter 100.000 euros de marchandises *palpables*. Les chiffres illustrent ce gonflement historiquement extraordinaire de la masse monétaire en circulation<sup>2</sup>. Selon le [FMI](#), le marché des titres de dette américain a atteint 25.000 milliards de dollars en 2023, soit cinq fois plus qu'en 2008. La dette de la France est passée de 50% du revenu national en 1990 à plus de 150% en 2020. La masse monétaire mondiale est passée de 51% du PIB mondial en 1960 à 143,5% en 2021, selon la Banque mondiale<sup>3</sup>. Et ainsi de suite.

Or, cette croissance énorme produit une conséquence aujourd'hui terrible. Le passage, en à peine six décennies, d'une somme de monnaie en circulation inférieure à la valeur de la masse de richesses créées en une année à une proportion aujourd'hui largement supérieure (toujours à la valeur des richesses créées) aboutit à ce qu'une masse de monnaie se trouve disponible pour autre chose que de la production pure. Nous produisons mais la monnaie produit encore plus, si nous voulions résumer en simplifiant. Cet « excès » de monnaie sert, en partie, à faire semblant de rembourser les dettes puisque celles-ci s'accumulent sans être jamais remboursées. Surtout, cela sert à la répression. Car la répression n'est pas productive. Elle consomme et détruit, mais ne produit rien — si les destructions produisent de la création, ce n'est que par contre-coup, et si la théorie de la destruction créatrice de Friedrich Schumpeter a aujourd'hui autant de succès, ce n'est sans doute pas un hasard... Or, cette théorie ne signifie nullement qu'en détruisant, on crée davantage qu'en produisant (mais nous n'en discuterons pas ici). Cette année, les budgets des forces armées n'ont jamais été aussi considérables, dans à peu près tous les pays, y compris ceux que nous appelons encore des démocraties, comme les États-Unis ou la France — en 2024, le budget de l'armée (pudiquement appelée « la Défense ») est, en France, de 57 milliards €, alors que l'État ne consacre que 2,7 milliards à la santé et 736 millions aux « industries culturelles »<sup>4</sup>.

L'aliénation va donc bon train. Elle aboutit actuellement à ce que les oppositions ne s'opposent qu'à ce qui ne remet pas en cause leur train de vie. Ce n'est même plus une question d'idéologie ou de conviction politique, mais de la perspective de vivre « moins bien » que sous le capitalisme extractiviste et destructeur. La décroissance est encore loin, mais elle est donc un véritable objectif politique, économique, culturel et éthique. Global ou holistique, pourrions-nous ajouter. La simplicité volontaire est à l'ordre du jour dans les pays « nantis » comme les nôtres. C'est à ce prix que nous pourrions sortir des logiques d'accumulation d'argent virtuel, investi réellement dans la répression et l'aliénation, tant en Belgique ou en France qu'aux États-Unis ou en Chine.

Philippe Godard

1. Méditation sur l'obéissance et la liberté.

2. Précisons que l'historien Fernand Braudel a, sans doute parmi les premiers, mis cette croissance importante de la masse monétaire en évidence, et son lien avec l'émergence d'un système productif de plus en plus consommateur de main-d'œuvre et de matières premières. Désormais, le système consomme toujours plus de matières premières et tente, dans un sursaut à la fois répressif et sans doute indispensable à sa survie, de se passer le plus possible d'une main-d'œuvre qui lui coûte trop cher et qui, surtout, est encore capable de réfléchir, donc de s'opposer à la survie à laquelle le système la contraint.

3. Voir le site <donnees.banquemondiale.org/indicateur/FM.LBL.BMNY.GD.ZS>.

4. Ces chiffres seront peut-être encore pire, le gouvernement Macron-Attal ayant décidé de coupes budgétaires encore jamais vues durant la Ve République. Source : *Le budget de l'État voté pour 2024*, publié par le ministère dit « de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique » (sans commentaire).

# Alexandre Grothendieck, génie des mathématiques et combattant libertaire de la décroissance

« *La société industrielle et la cellule cancéreuse partagent une même philosophie, celle de la croissance illimitée* »  
**Alexandre Grothendieck**



Illustration : Timothée Simon

## ALEXANDRE, FILS DE HANKA ET SACHA, MILITANTS ANARCHISTES AU DESTIN TRAGIQUE

Outre son esprit redoutablement clair et logique, la révolution politique et existentielle de Grothendieck plonge ses racines dans ses origines familiales, lesquelles s'inscrivent dans les événements les plus tragiques du XX<sup>e</sup> siècle. Né à Berlin en 1928, Alexandre est le fils de Hanka Grothendieck et de Sacha Schapiro. Tous deux sont de fervents militants anarchistes. Hanka est allemande, Sacha est issu d'une famille hassidique de Novozybkov, aux marges de l'Ukraine et de la Russie. Ayant participé à la révolution russe de 1905, il est arrêté avec les membres de son groupe anarchiste. Accusés d'avoir fomenté un attentat contre le tsar, tous sont condamnés à mort et fusillés, à l'exception de Sacha : après avoir été traîné chaque jour, trois semaines durant, face au peloton d'exécution, sa peine est commuée en prison à perpétuité en raison de son jeune âge. Blessé lors de l'une de ses nombreuses tentatives d'évasion, il doit être amputé du bras gauche. Libéré à la faveur de la révolution de 1917, il est fêté comme un héros. Lors de la guerre civile, Schapiro combat les blancs aux côtés de son ami Nestor Makhno, le célèbre révolutionnaire anarchiste ukrainien, originaire de la même région. Une fois les contre-révolutionnaires défaits, l'armée rouge se retourne contre la *Makhnovchtchina*, l'armée révolutionnaire anarchiste. La révolution est trahie et, tout comme Makhno, Sacha doit s'exiler<sup>3</sup>. Vivant entre Paris et Berlin, il continue à militer au sein des milieux libertaires européens, où il rencontre Hanka. Avec l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, le couple doit s'exiler en France. Toutefois, afin de se consacrer pleinement à leurs activités révolutionnaires, Hanka et Sacha décident de laisser derrière eux Maidi, la fille de Hanka, et leur fils Alexandre. Ils confient ce dernier à la famille d'un pasteur luthérien antinazi. En 1936, la révolution sociale puis la guerre civile éclatent en Espagne. Ils y rejoignent aussitôt Buenaventura Durruti, avec lequel ils se sont liés d'amitié à Paris, et leurs compagnons anarchistes. En février 1939, la défaite du camp républicain face aux troupes franquistes est consommée, et c'est la *Retirada* : en même temps que 450.000 républicains, Hanka et Sacha traversent les Pyrénées et se réfugient en France, où ils récupèrent leur fils Alexandre, pour bien peu de temps, hélas. Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, Hanka est internée en tant que ressortissante allemande avec son fils au camp de Rieucros, en Lozère. Quant à Sacha, fiché comme agitateur anarchiste, il est interné avec d'autres combattants espagnols au camp du Vernet dans l'Arriège, puis au camp de Noé, au sud de Toulouse. De là, il sera transféré à Drancy, puis déporté le 14 août 1942 à Auschwitz, où il a probablement été gazé dès son arrivée.

Nos lecteurs se souviendront peut-être de l'article que *Kairos* a consacré l'an dernier à la pensée de Theodore Kaczynski, lequel estimait que la course folle au « progrès » technologique depuis les débuts de la Révolution industrielle entraînait le monde à sa perte<sup>1</sup>. Ce jeune et brillant mathématicien avait abandonné une carrière prometteuse pour lancer une campagne d'attentats au moyen de colis piégés. Aujourd'hui, nous évoquerons le parcours d'Alexandre Grothendieck, lequel présente de nombreux parallélismes avec celui de Kaczynski. Beaucoup moins connu du grand public qu'*Unabomber*, le nom de Grothendieck est en revanche infiniment mieux connu et respecté dans le milieu restreint des mathématiciens. Il est en effet considéré par ses pairs comme un pur génie, sans doute le plus grand mathématicien du XX<sup>e</sup> siècle. Alors que la grande majorité des chercheurs concentrent leurs efforts sur un seul domaine qu'ils approfondissent durant toute leur carrière, Grothendieck ouvre, défriche, refonde ou révolutionne de multiples champs de recherches qui sont chacun d'une complexité infinie : géométrie algébrique, analyse fonctionnelle, espaces nucléaires, cohomologie, théorie des schémas, théorie des topos, etc.

## GUERRE DU VIETNAM ET MAI 68 : RÉVOLTE D'UNE GÉNÉRATION ET RÉVOLUTION D'ALEXANDRE

Tant pour Grothendieck que pour Kaczynski, leur prise de conscience des désastres provoqués par une science mise au service du capitalisme s'affirme dans le contexte particulier des campus universitaires de la fin des années 1960. L'opposition à la guerre du Vietnam entraîne alors toute une génération à rechercher des alternatives au modèle de société imposé par la machine de guerre militaro-industrielle de l'impérialisme américain. Il est frappant de constater que, sans se connaître, mais évoluant à cette même époque dans des

milieux similaires, ces deux mathématiciens vont établir le même diagnostic pour s'engager de manière radicale contre la recherche techno-scientifique et en faveur de la décroissance. Il n'est pas interdit de penser que c'est précisément la formation et la tournure d'esprit rationnelle de ces deux scientifiques qui les conduisent à tirer toutes les conséquences logiques de l'horizon catastrophique d'un système qui prétend mener une croissance infinie, alors même que les ressources de la planète s'épuisent.

Lorsque survient Mai 68, Grothendieck vient d'avoir 40 ans. Véritable légende des mathématiques, il est au sommet de sa gloire universitaire. Dans le cadre du célèbre groupe de mathématiciens Bourbaki, il a contribué à refonder la géométrie algébrique et ouvert d'immenses pans nouveaux à la recherche mathématique pure. Dans les années 1930, l'*Institute for Advanced Study* de Princeton avait été fondé afin d'offrir un cadre de travail libre de toute contrainte à des chercheurs de renommée mondiale, tels Albert Einstein et Robert Oppenheimer. Sur ce modèle, le mécène Léon Motchane, grand admirateur de Grothendieck, finance en 1958 la création d'un Institut des hautes études scientifiques (IHES) sur le campus universitaire de Saclay, au sud de Paris, pour l'accueillir en même temps que quelques autres scientifiques triés sur le volet. Menant ses recherches depuis sa tour d'ivoire de l'IHES, planant à un niveau stratosphérique au sein de son univers d'abstractions mathématiques, avec sa boule à zéro<sup>2</sup> et ses sandales de cuir qu'il porte été comme hiver, travaillant surtout de nuit, Grothendieck a la réputation d'un professeur Tournesol un peu excentrique, *a priori* peu intéressé par les contingences économiques et sociales qui agitent le commun des mortels. Pourtant, plusieurs voyages aux États-Unis et au Canada où bouillonne l'esprit libertaire, écologiste et pacifiste des *sixties* ont commencé à le sensibiliser aux maux de la société techno-industrielle. Surtout, ce sont ses échanges passionnés avec les étudiants révolutionnaires du printemps de 1968 qui vont provoquer chez ce mandarin de la recherche un changement radical.

## DE L'ENFANT CACHÉ DU COLLÈGE CÉVENOL À LA RENOMMÉE MONDIALE

Quant à Alexandre, lorsque les troupes allemandes franchissent la ligne de démarcation, il est séparé de sa mère pour trouver refuge, en même temps que d'autres enfants juifs, à Le Chambon-sur-Lignon. Située dans le Massif central,

cette ville de tradition huguenote depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, où la mémoire de sa propre persécution reste vive, va jouer un rôle très important d'accueil et de protection. Les habitants apprennent aux enfants à se cacher dans la montagne à l'approche des patrouilles allemandes. Inconscients du danger, le petit Alexandre et ses compagnons vivent cela comme un jeu. C'est durant sa scolarité au Collège cévenol que la personnalité solitaire, atypique et géniale d'Alexandre se manifeste. À la Libération, il retrouve sa mère et ils s'installent près de Montpellier où ils vivent de trois fois rien, grâce à la bourse universitaire d'Alexandre complétée par des travaux saisonniers comme les vendanges et les ménages que fait Hanka chez les voisins. Tous deux sont apatrides et Alexandre le restera jusqu'en 1971 : nourri des idéaux anarchistes et antimilitaristes de ses parents, il refuse d'être soumis au service militaire, obligatoire s'il devient Français. Se consacrant avant tout au monde merveilleux des mathématiques, Grothendieck n'hésite toutefois pas à s'engager pour la paix et la liberté. Récipiendaire en 1966 de la médaille Fields – l'équivalent du prix Nobel en mathématiques –, il refuse de se rendre à Moscou pour la recevoir, en protestation contre l'arrestation de deux écrivains soviétiques dissidents. Et l'année suivante, il se rend à Hanoï où il offre sa médaille Fields au gouvernement nord-vietnamien pour dénoncer la guerre et les bombardements américains.

## PLAIDOYER CONTRE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET POUR LA SURVIE DE LA PLANÈTE

Sa personnalité entière et ombrageuse d'une part, l'anarchisme et l'antimilitarisme dont il se nourrit depuis l'enfance d'autre part, contribuent à expliquer le tournant radical qu'il prend après Mai 68. Tout comme Theodore Kaczynski et nombre d'autres scientifiques à la même époque, Grothendieck refuse de continuer de collaborer à une recherche scientifique qui, directement ou indirectement, et souvent à l'insu des chercheurs eux-mêmes, est placée au service d'un système techno-militaro-industriel dont la course folle ne peut que mener à la destruction de l'humanité. En 1970, ayant appris que l'IHES recevait 5% de ses subventions du ministère de la Défense, il en démissionne avec fracas. Persuadé qu'il n'y a pas de priorité plus importante que de mettre un coup d'arrêt à la croissance, il consacre toutes ses énergies à alerter du danger. C'est ainsi, alors que ses collègues se sont démenés pour qu'il obtienne un poste de professeur invité au Collège de France – une faveur, car il est encore apatride –, Grothendieck provoque un tollé au sein de la vénérable institution fondée par François Ier en 1530 : il décrète que, non, décidément, son séminaire ne portera pas sur les mathématiques « grothendieckiennes », ce pour quoi il a été recruté, mais qu'il sera consacré au thème qui l'obsède désormais : « *Science et technologie dans la crise évolutionniste actuelle : allons-nous continuer la recherche scientifique ?* ». À la même époque, animé du même sentiment d'urgence, il fonde avec quelques collègues et étudiants le groupe Survivre qui publiera une revue animée par un collectif de militants, dont Grothendieck figure parmi les plus enthousiastes. Au bout de quelques numéros, celle-ci se rebaptise Survivre et Vivre, afin de redonner une leur d'espoir et de montrer la voie d'un changement profond de civilisation.

## SURVIVRE ET VIVRE, CREUSET D'IDÉES ET DE DÉBATS D'UNE ACTUALITÉ BRÛLANTE

Durant ces années charnières du début des années 70, la revue s'affirme comme un creuset d'idées et de débats. Nourrie des écrits de Lewis Mumford, Herbert Marcuse, Théodor Roszak, Ivan Illich et Murray Bookchin, elle fédère une grande partie de la mouvance écologiste et libertaire. Gandhi et Lanza del Vasto sont aussi des sources d'inspiration. La revue se distingue particulièrement dans la mesure où ce sont les scientifiques eux-mêmes qui dénoncent le dévoiement de leur discipline et le réductionnisme fonctionnaliste dans le sens d'une mathématisation du social afin de mieux enrégimenter et contrôler la société. Grothendieck s'attaque frontalement à une mégamachine qui « *n'obéit qu'à sa propre finalité d'ex-*

*pansion automatique et de maximisation des profits ou de la puissance, ignorant tout ce qui n'est pas traduisible dans son propre langage – par exemple les plus élémentaires réalités humaines ou écologiques* ». Selon lui et ses compagnons, la survie de l'espèce humaine exige une réduction de sa surpuissance technologique et de sa démographie galopante<sup>4</sup>, ainsi que son retour à un état d'équilibre fondé sur la complexité et la diversité : « *Nous visons à la variété comme source d'équilibre et d'adaptabilité, à l'image des systèmes écologiques naturels, et non au monolithisme idéologique qui est à ces derniers ce que la machine est aux êtres vivants* ». D'où leur intérêt qu'ils développent, comme tant d'autres à la même époque, pour la médecine naturelle, l'alimentation végétarienne, le soutien aux luttes de libération nationales et aux peuples indigènes écrasés par le rouleau compresseur technocapitaliste.

À un demi-siècle de distance, il est frappant de constater à quel point les thématiques ainsi que la grille de lecture du collectif Survivre et vivre sont actuelles et pertinentes. Ainsi de leur critique du développement rapide de la cybernétique et de l'informatique – qui n'en est alors qu'à ses débuts –, dont ils dénoncent les dangers pour les libertés individuelles en pointant du doigt le fait que – comme plus tard pour Internet –, la recherche et le développement de ce nouveau secteur sont portés à bout de bras et largement financés par le complexe militaro-industriel américain. Ainsi encore de leur lucidité quant aux immenses capacités de récupération du système capitaliste face aux défis écologiques : en 1972, dans la foulée du rapport du Club de Rome, le Néerlandais Sicco Mansholt, vice-président de la Commission européenne et jusqu'alors chantre d'une politique agricole commune productiviste, avait testé l'hypothèse d'une réduction du taux de croissance et de la natalité. Même si ce ballon d'essai fut vite remis au placard, il suscita un débat assez large au sein du monde politique et des médias. Or, Survivre et vivre y voit aussitôt anguille sous roche et Jean-Paul Malrieu<sup>5</sup> s'interroge : si le capitalisme cessait sa course productiviste, ne serait-ce pas pour y substituer une offre, morbide et spectaculaire, de services et de santé dans le cadre d'une « *société super-intégrée, une société du spectacle et du super-contrôle au nom de la survie collective et individuelle, de l'écologie et de la santé ? Bref, le fascisme écologique et sanitaire* ». À se demander si la dystopie covidiennne ne vient pas de très loin...

Tout comme Gébé de *L'An 01* et son ami Pierre, dessinateur-culte dans *Hara-Kiri*, puis fondateur de *La Gueule ouverte*, Alexandre Grothendieck est bien sûr farouchement opposé au nucléaire tant civil que militaire. Un demi-siècle plus tard, il apparaît remarquable qu'en 1972, ce soit le Centre européen de recherches nucléaires (CERN) lui-même qui l'ait invité à prononcer une conférence pour débattre de ses thèses. Une telle invitation témoigne bien de l'effervescence intellectuelle et de la liberté d'expression qui prévalaient alors... et de la régression actuelle, à l'heure où l'espace du débat démocratique subit les coups de boutoir de la pensée unique. Quoi qu'il en soit, Grothendieck le proclame haut et fort à son auditoire de chercheurs et de techniciens : « *La solution ne viendra pas d'un supplément de connaissances scientifiques et de techniques, mais d'un changement de civilisation. Pour nous, la civilisation industrielle est condamnée à disparaître en un temps relativement court... une ou deux générations ; parce que les problèmes que pose cette civilisation sont insolubles. Nous souhaitons être des ferments de transformation d'un type de civilisation à un autre, que nous pouvons commencer à développer dès maintenant, avec des modes de vie et de relations humaines qui soient dignes d'être vécus, qui soient viables à longue échéance et puissent servir de point de départ à l'établissement de civilisations post-industrielles et de cultures nouvelles* ».

## RETRAIT DU MONDE, ÉCRITURE ET POSTÉRITÉ

Pour être intense et fructueuse, l'aventure de Survivre et Vivre sera brève. Alexandre s'éloigne du groupe en 1972 et, l'année suivante, il déménage avec sa nouvelle compagne et leur enfant du côté de Montpellier. Intégré à son université d'origine en tant que professeur de mathématiques, il reste fidèle à ses convictions et anime la plupart de ses cours sur les pelouses du campus où, assis en cercle, il débat avec ses étudiants de la nécessité de se débarrasser de la civilisation industrielle. Peu à peu, tout en continuant à étudier, seul mais

d'arrache-pied, il se retire d'un monde qu'il n'a pas réussi à transformer et qu'il rejette. Vers 1985, il envoie à d'anciens collègues des exemplaires dactylographiés de *Récoltes et semailles*, manuscrit d'un millier de pages dans lequel, avec un réel bonheur d'écriture, il rumine et philosophe sur les trois grandes passions de sa vie que sont les mathématiques, la quête de la femme et la méditation. Il écrit encore *La Clef des songes ou dialogue avec le Bon Dieu*, un texte passablement ésotérique et mystérieux, inédit jusqu'à présent et que les éditions du Sandre s'approprient à publier. À partir de 1991, il coupe les ponts avec tout son entourage et décide de vivre dans une solitude totale à Lasserre, un petit village des Pyrénées, non loin des camps du Vernet et de Noé où son père fut interné avant d'être déporté et assassiné par la machine de mort industrielle des nazis. Refusant tout contact avec les humains, il continue néanmoins à noircir des milliers et des milliers de pages. Il vit au milieu de plantes, qu'il choisit et considère comme ses seules amies. En 2014, sentant sa fin proche, Alexandre réunit ses enfants pour leur dire adieu<sup>6</sup>. Au dire de ceux-ci, qui ne l'avaient pourtant pas vu depuis de nombreuses années, leur dernière rencontre fut douce, tendre et apaisée. Il s'éteint quelques semaines plus tard.

En 1991, avant de se retirer du monde, Grothendieck avait confié à l'un de ses anciens étudiants cinq cartons contenant 20.000 pages de notes manuscrites passablement illisibles rédigées depuis 1970. À sa mort, ses enfants découvrent dans sa dernière demeure 65.000 nouvelles pages de notes, qu'ils confient à la Bibliothèque nationale de France. D'une ampleur considérable, l'inventaire et le déchiffrement de ce double fonds d'archives Grothendieck, à Montpellier et à Paris, sont toujours en cours. Il y recèle certainement des trésors mathématiques qui aiguissent la curiosité des chercheurs et sans doute aussi quelques pépites de sagesse et de survie face au monde absurde de la technoscience. Héritiers du terrible XX<sup>e</sup> siècle, à l'heure du règne mortifère de la mégamachine et de l'effondrement en cours, nous sommes tous quelque part les enfants orphelins de ces personnalités lumineuses et tragiques que sont Sacha Schapiro et Alexandre Grothendieck.

### S. Kimo

**Éléments de bibliographie** (hors travaux mathématiques, aussi fondamentaux et nombreux qu'incompréhensibles pour l'auteur de ces lignes).

Alexandre Grothendieck, *Récoltes et Semailles : Réflexions et témoignage sur un passé de mathématicien*, tomes I & II, Gallimard, 2023.

Alexandre Grothendieck, *Allons-nous continuer la recherche scientifique ? suivi de Comment je suis devenu militant*, éditions du Sandre, 2022.

Alexandre Grothendieck, *La Clef des songes ou dialogue avec le Bon Dieu*, éditions du Sandre, à paraître.

Céline Pessis (dir.), *Survivre et Vivre. Critique de la science, naissance de l'écologie*, L'Échappée, 2014.

Yan Pradeau, *Algèbre. Éléments de la vie d'Alexandre Grothendieck*, Allia, 2016.

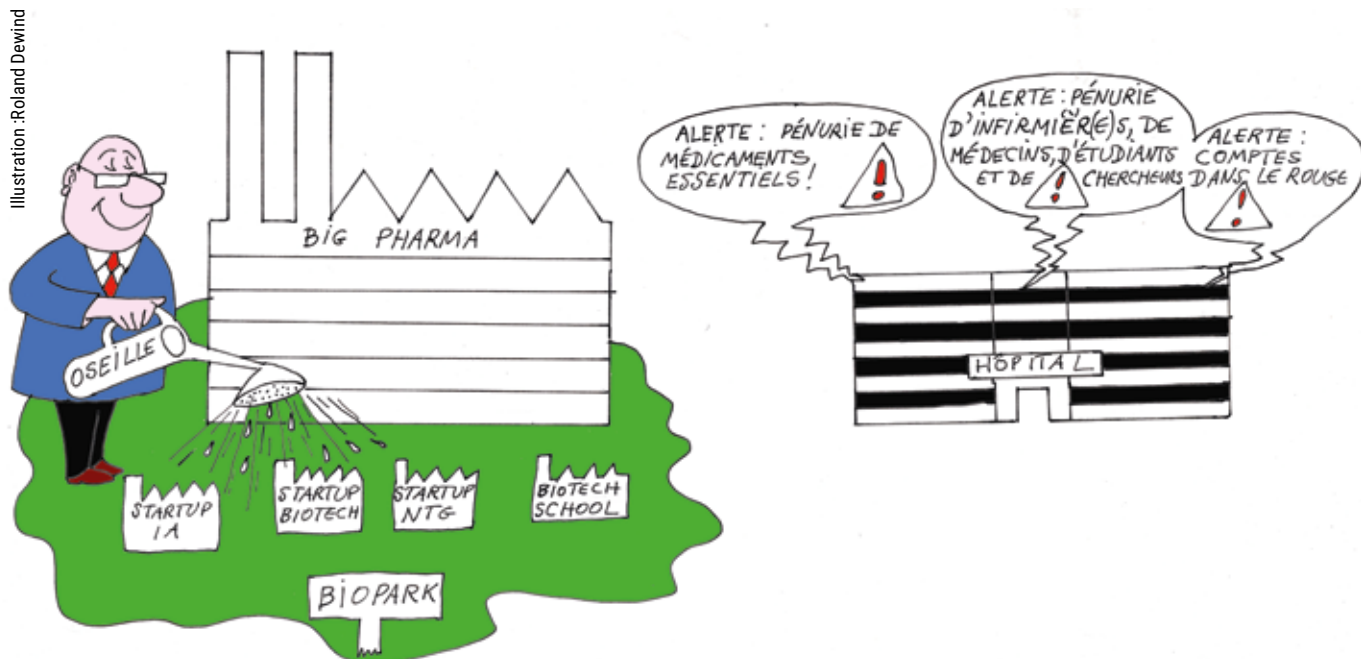
Pierre Jouvencin, *Qui était Alexandre Grothendieck ?*, Libre et Solidaire, 2024.

Philippe Douroux, *Alexandre Grothendieck, sur les traces du dernier génie des mathématiques*, Allary, 2016.

1. S. Kimo, « Theodore Kaczynski alias Unabomber, le prophète armé de la révolution anti-technologie », in *Kairos* n° 61.  
 2. En hommage à son père, qu'il connut si peu, et qui avait gardé de ses années de baigne l'habitude de se raser le crâne.  
 3. Avec de faux papiers au nom d'Alexandre Tanaroff ; il utilisera par après le pseudonyme de Sacha Piotr.  
 4. Plus de trois milliards d'êtres humains peuplent alors la planète.  
 5. Chercheur au CNRS, Jean-Paul Malrieu décida en 1974 de partir s'installer dans une communauté en Haute-Garonne, où il vit toujours ; en 2023, il a publié dans la revue *Terrestres* un beau témoignage sous la forme d'une « Lettre aux déserteurs et déserteuses – d'une dissidence à l'autre », dans laquelle il revient sur son parcours, depuis l'époque de *Survivre et Vivre* et les leçons qu'il en tire pour aujourd'hui, quand la situation est encore bien plus catastrophique qu' alors ; <https://www.terrestres.org/2023/01/23/dune-dissidence-a-lautre-lettre-aux-jeunes-deserteurs-et-deserteuses/>.  
 6. Serge, Johanna – le nom officiel de sa mère Hanka –, Matthieu et Sacha ; seul John, le petit dernier, et qui est le seul à être devenu mathématicien, ne pourra répondre favorablement à l'invitation paternelle car il vivait aux États-Unis.

# Belgique, épice de la 5<sup>ème</sup> révolution industrielle ?

## QUAND LA HEALTH AND BIOTECH VALLEY SUPPLANTE LA CHIMIE BELGE ET FAIT DE L'ŒIL À LA SILICON VALLEY



**B**iotech est le diminutif branché de biotechnologie défini par l'OCDE<sup>1</sup> comme « l'application de la science et de la technologie à des organismes vivants, de même qu'à ses composantes, produits et modélisations, pour modifier des matériaux vivants ou non-vivants aux fins de la production de connaissances, de biens et de services ». La biotechnologie regroupe toutes les techniques qui permettent de produire, modifier, amplifier, modéliser les biomolécules ou le vivant : protéines, lipides, cellules, bactéries, champignons, tissus biologiques, gènes, virus et bien sûr ADN et ARN. Le terme « biotech » était encore récemment relativement réservé aux scientifiques ultra-spécialisés, mais aujourd'hui il est connu d'à peu près tout le monde. Ce qui l'a intronisé dans le langage populaire ? Les vaccins à ARN messager.

La biotechnologie diffuse dans tous les axes de recherches scientifiques et certaines techniques sont déjà bien ancrées dans notre quotidien : on peut citer par exemple les OGM (organismes génétiquement modifiés) et plus récemment les NTG (nouvelles techniques génomiques) dans le secteur agricole, également l'immunothérapie, les cellules souches ou encore les vaccins dans le secteur médical. Et s'il y a encore 20 ans les diplômés de l'enseignement supérieur étaient quasi inexistantes en biotechnologie, ils sont nombreux à afficher aujourd'hui l'étiquette « biotech » comme une promesse d'avenir. Cela s'explique très simplement. Le progrès emporte avec lui la société bien malgré elle, mais surtout une donnée importante impose une révolution dans le paysage de la société moderne, ce que l'industrie sait. Les révolutions industrielles ne sont que le fruit des révolutions techniques et énergétiques des époques. Ainsi, l'économie du XVIII<sup>e</sup> siècle fondée sur l'agriculture paysanne explose avec l'arrivée du train à vapeur, de la mécanisation industrielle et de la production de masse textile, sidérurgique, minière, etc. Puis le XIX<sup>e</sup> siècle apporte l'électricité et la pétrochimie, révolutionnant à son tour les fondements de la société. Le XX<sup>e</sup> siècle détonne avec les techniques de communications satellitaires, et certains parlent de quatrième révolution avec l'usage des smart, technologies dites intelligentes et connectées. Mais une autre révolution couve par le simple fait que la pétrochimie s'essouffle et qu'il va falloir la remplacer, alors qu'elle est omniprésente dans les secteurs indispensables de la vie moderne : carburant, plastiques, pesticides, herbicides, et bien entendu les médicaments. Le règne de la chimie organique, chimie du carbone et par extension du pétrole, qui avait gagné ses lettres de noblesse au sein des plus grands groupes industriels s'achève alors que sa petite sœur, la nouvelle petite princesse des sciences, entre en scène : la biotechnologie. Présente en coulisses depuis une quarantaine d'années déjà<sup>2</sup>,

c'est elle maintenant que tout le monde regarde. Sont apparus d'ailleurs de nouveaux mots instillés en premier lieu dans la littérature scientifique puis progressivement dans la presse : les biothérapies, les biomédicaments – versus ceux obtenus par chimie de synthèse –, les bioindustries, la biopharmacie, etc. Bien que les philosophes et autres penseurs des sciences aient pu à de nombreuses reprises exprimer leurs craintes au sujet de cette technologie qui joue à Dieu<sup>3</sup>, la biotech, au départ l'exception, s'est envolée pour devenir la règle. La période covidienne l'a installée bien confortablement tout en haut des envolées boursières et des préoccupations industrielles (et donc gouvernementales).

Où se trouve l'épicentre de cette 5<sup>ème</sup> révolution industrielle qui ne dit pas encore son nom ? Tout porte à croire qu'il se situe précisément sur notre sol, et cela n'a rien à voir avec notre fleuron brassicole<sup>4</sup>. Alors qu'une biotechnologie en phase d'expérimentation était soigneusement injectée dans le bras d'une grande partie des citoyens occidentaux, un réseau incroyable a été déployé pour faire exploser cette industrie au cœur de notre pays. Le dernier Forum économique mondial de Davos s'est d'ailleurs vu accueillir toute une délégation belge de première importance lors d'une conférence intitulée *Challenges and opportunities for Europe's biopharma sector. What role for Belgium ?* Alexander De Croo, P. Hudson (Sanofi), M. Demaré (AstraZeneca), J. Spencer (MSD, anciennement Merck), T. Van Hooland (bio.be/Essenscia) et T. Mundel, (Global Health, Fondation Bill & Melinda Gates) s'y sont retrouvés pour défendre l'écosystème belge, berceau, selon les mots du premier ministre, de la Health and Biotech Valley. La fédération des industries chimiques et des sciences de la vie, bio.be/Essenscia, a d'ailleurs publié récemment un *memorandum* s'intitulant « La biotech belge pour un monde meilleur »<sup>5</sup>, tout un programme ! Programme par ailleurs d'une précision remarquable digne des plus fins stratèges. Tout y est minutieusement considéré. Absolument tout. Des réseaux interconnectés de la finance, de la fiscalité et des investissements aux modifications de la loi de décembre 2008 relative à « l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherches scientifiques »<sup>6</sup>, en passant par la mise à jour du cadre réglementaire de l'utilisation des OGM pour simplifier les mises sur le marché des nouvelles technologies (s'autoriserait-on à penser aux NTG qui font débat ?)<sup>7</sup>, jusqu'au soutien inconditionnel de la Deep Tech<sup>8</sup>, des nanotechnologies et même – attention ça pique – de la livraison des médicaments par drone. Ce n'est pas un fake. C'est écrit et envisagé dans le plan d'action, les industriels ne badinent pas avec le temps. Mais bien entendu, là où ils investissent le plus d'effort, c'est dans l'enseignement.

Pour continuer à faire vibrer cette Biotech Valley afin qu'elle rayonne sur l'Europe et sur le monde, il faut des mains et des cerveaux tout entiers dévoués à la croissance et au progrès. L'artillerie lourde est déployée pour que tout converge vers cet objectif : point par point, classe par classe, tout est écrit. Développement des STEM (*Science, Technology, Engineering & Mathematics*) dès la primaire et surtout chez les enseignants, double apprentissage (alternance) et durée de stage allongée, développement du numérique, orientation professionnelle au plus tôt, formations professionnelles plus courtes, nouveaux organismes de formations en biotechnologie (Forem, ViTalent, Aptaskil, ASBL spécialisées dans la formation professionnelle en biotech, EUbiotech Campus).

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'EUbiotech Campus, infrastructure géante, se construit à Gosselies (BioPark). Les briques ne sont pas toutes posées qu'une collaboration est déjà annoncée avec Univercells, usine de fabrication des vaccins anti-covid-19<sup>10</sup>. Généreuse, celle-ci proposera ses dernières technologies en matière de production d'ARNm pour les futures formations. La société belge semble tout entière instrumentalisée pour faire de Gosselies et de son BioPark l'épicentre de cette 5<sup>ème</sup> révolution qui outrepassa les objectifs de la société industrielle 4.0<sup>11</sup>. À présent, l'intelligence artificielle (IA) et la biotech semblent accompagner l'Homme dans sa volonté de toucher aux écritures divines, aux écritures du vivant. Ensemble, IA et biotech prônent fièrement les valeurs idéologiques du transhumanisme, avec insolence, devant le Grand Tout.

On sait aujourd'hui que beaucoup de cadres de la Silicon Valley, conscients du désastre de l'enseignement numérique, retirent leurs enfants des écoles traditionnelles en cours de digitalisation et les inscrivent dans des écoles sans écran, seules garantes de l'éveil cognitif optimal d'un enfant<sup>12</sup>. Que feront ceux de la Health and Biotech Valley sur la question des biotechnologies ?

Marzie Flodienka

1. <https://www.oecd.org/fr/sti/tech-emergentes/definitionstatistiqueedelabiotechnologiemiseajour2005.htm>  
 2. Historiquement la première révolution biotechnologique est la production de l'insuline humaine recombinée par E. Coli et qui est commercialisée en 1982. Suit la première transformation végétale génétiquement modifiée du tabac en 1983.  
 3. Edgar Morin, *Science avec conscience*, 1982 ; Isabelle Stengers, 2019.  
 4. La fermentation est considérée comme l'une des biotechnologies classiques les plus anciennes maîtrisées par l'homme.  
 5. <https://www.essenscia.be/fr/bio-be-essenscia-presente-a-davos-pour-debattre-des-enjeux-de-lindustrie-biopharma-europeenne/>  
 6. [https://www.essenscia.be/wp-content/uploads/2023/09/bio-be-essenscia-memorandum-2024\\_fr.pdf](https://www.essenscia.be/wp-content/uploads/2023/09/bio-be-essenscia-memorandum-2024_fr.pdf)  
 7. Ce texte de loi datant de décembre 2008 ([https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-19-decembre-2008\\_n2008018385.html](https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-19-decembre-2008_n2008018385.html)) a été mis à jour fin 2018 ([https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-30-octobre-2018\\_n2018015469.html](https://etaamb.openjustice.be/fr/loi-du-30-octobre-2018_n2018015469.html)), un peu plus d'un an avant la crise covid et faisant référence pour la première fois aux médicaments de thérapies innovantes se référant aux nouveaux médicaments biologiques ou biomédicaments.  
 8. Dérégulation des nouveaux OGM : une journée sombre pour le vivant. 02/2024, Nature & Progrès. <https://www.natpro.be/deregulation-des-nouveaux-ogm-une-journee-sombre-pour-le-vivant/>  
 9. Start-up, ou très jeune entreprise, qui fonde ses activités sur une technologie ou ingénierie dite de rupture, très fortement novatrice.  
 10. Kairos avait déjà soulevé les dessous de cette firme pendant la crise dans une enquête intitulée « Covid, business etc... » publiée le 11 février 2022, voir <https://www.kairospresse.be/covid-business-etc/>  
 11. Brièvement, l'industrie 4.0 est une industrie automatisée dont les données sont collectées et analysées en temps réel par un système dit intelligent.  
 12. Philippe Bihouix & Karin Mauvilly, *Le désastre de l'école numérique*, Seuil, 2016 ; Cédric Biagini, Christophe Cailleaux, François Jarrige (dir.), *Critiques de l'école numérique*, l'Échappée, 2019.

# Belgique, terre mafieuse

ENTREVUE AVEC CLAUDE ARCHER, FONDATEUR DE TRANSPARENCIA.BE

*En Belgique, si les fonctions politiques se lèguent souvent par héritage chez les filles et fils de politiciens, la noblesse place également ses pions, assurant le maintien d'un système inique et indécent dont on peut se demander comment ceux qui le subissent peuvent encore le supporter. Témoin de cette partitocratie nauséabonde : Valentine Delwart, échevine des finances de la commune d'Uccle, qui a commis un faux en écriture lui permettant de dépasser allégrement le plafond de rémunération publique fixé.*

**K : Claude Archer, vous venez de dénicher une bombe, une affaire de corruption qui est un cas d'école du fonctionnement du système belge. C'est le cas de Valentine Delwart.**

**Claude Archer :** Ce n'est pas n'importe qui, c'est la secrétaire générale du deuxième parti francophone, le MR (Mouvement réformateur). C'est elle qui connaît toutes les règles, qui doit vérifier que tous les mandataires de son parti les respectent.

**Sauf qu'elle aussi doit les respecter...**

Comme échevine des Finances d'Uccle, elle ne respectait ni les règles des mandataires ni les règles des finances de sa commune. Elle a, à l'insu de son plein gré comme on dit, détourné une somme qui avoisinait 200.000€ des finances de sa commune. 160.000€ ont été versés en trop, certainement. Et qui devait contrôler ça à la commune ? L'échevine des Finances, elle-même juge et partie.

**Allez, on démarre ! Valentine Delwart touche beaucoup d'émoluments, comme échevine des Finances, secrétaire générale du MR, administratrice à Fluxys, ça se monte à quelques centaines de milliers d'euros.**

Ça c'est juste la rémunération publique. Il ne faut pas oublier que Mme Delwart gère aussi l'héritage des familles Solvay. Certains de ses parents étaient présidents de l'Union wallonne des entreprises. Sa famille est proche de la finance, appartient aux grandes dynasties bourgeoises de la Belgique du XIX<sup>e</sup> siècle. Donc, c'est assez paradoxal qu'une personne de ce calibre se trouvant au sommet de l'État et de la haute bourgeoisie pensait que ça allait passer inaperçu de violer la loi et de détourner des sommes pareilles. Comment est-ce possible ? C'est en fait qu'elle est considérée comme « intouchable », car héritière de la haute bourgeoisie placée au sommet d'un des premiers partis politiques du pays. De plus, elle connaît les familles qui possèdent les groupes de presse, que ce soit IPM ou Rossel. Alors d'où vient son erreur ? Après les grands scandales politiques en Belgique — les affaires Publifin et le Samu social, avec des rémunérations particulièrement indécentes —, des plafonds de rémunérations publiques maximales ont été fixés à 200.000€, ce qui correspond à une fois et demi le salaire d'un député fédéral. Delwart le dépassait allégrement, mais il fallait trouver une astuce. Ce fut le faux en écriture, flagrant aussi, mais dont beaucoup de journalistes n'osent pas parler. Dans sa déclaration de mandat obligatoire à la Cour des comptes, à la Région bruxelloise et à sa commune, elle a fait trois fois un faux en écriture en déclarant que son mandat de secrétaire général du MR lui était payé 106.000€, alors qu'en réalité ce contrat n'existe pas. C'est l'argent public du Parlement qui lui avait octroyé un poste de collaborateur parlementaire qu'elle n'a peut-être pas presté.

**Un emploi fictif ?**

C'est la question. Peut-on imaginer que quelqu'un soit à la fois collaboratrice parlementaire, secrétaire générale d'un parti et échevine, le tout à temps plein, plus encore administratrice d'une entreprise ? C'est impossible, évidemment. Confrontée à sa fiche de paie, la première réaction de Mme Delwart fut

de dire qu'elle ne s'était pas rendue compte qu'elle n'était pas payée par le MR, alors qu'elle est la dirigeante du parti ! Recevoir 106.000€ d'argent public par an depuis onze ans serait une « confusion administrative ». Elle se posait la question. En fait, c'est simplement un faux en écriture.

**Qui pourrait ou devrait l'amener devant la justice ?**

La justice pénale, oui. Bien sûr, mais si on regarde sa déclaration, elle dit clairement que la somme provient du MR, ce qui est donc un faux en écriture qui lui permet d'échapper au plafond de rémunérations publiques, puisque le MR est une organisation privée.

**On pourrait dire, en fait, que les 200.000€ qui lui sont réclamés, c'est le dépassement. Mais dans une société décente, c'est les 106.000€ par an qu'elle devrait rembourser, non ?**

Effectivement, il y a deux problèmes. Primo, le dépassement du montant maximal, et secundo son emploi du temps impossible. Donc effectivement, c'est 106.000€ multipliés par onze années qu'elle devrait rembourser. Et là on dépasse le million d'euros, plus évidemment l'amende pour le faux en écriture. Donc ça doublerait même la somme. Tout « intouchable » qu'elle est, elle va devoir rembourser une partie. Ajoutons les soupçons d'emplois fictifs. Mais là l'infraction de dépassement ne porte que sur les six dernières années, à partir du moment où on a plafonné les rémunérations publiques en y incluant non seulement des mandats mais aussi des fonctions dans des cabinets ministériels. La question de l'emploi fictif nous autorise-t-elle à penser que d'autres personnes payées par le Parlement en fait n'y travaillent jamais ? La première personne concernée que je suis allé voir avant de passer à la télévision, c'est Georges-Louis Bouchez, « GLB », le président du parti, qui m'a répondu que c'était tout à fait légal, qu'une clause dans le contrat de Mme Delwart lui permettait de ne jamais venir à la Chambre. Bizarre qu'un employeur fasse un contrat de travail disant « vous ne devez jamais venir travailler chez moi », non ? J'ai demandé à Bouchez à plusieurs reprises une copie du contrat de Delwart. Il m'a répondu qu'il ne me le donnerait pas, mais que je pouvais voir le sien, car lui-même a été collaborateur parlementaire par le passé et prétend qu'il n'était pas obligé de venir à la Chambre. Donc, en fait, le système d'emplois fictifs a l'air plus important que prévu. Un article paru dans *L'Echo* montre que la dotation publique des partis politiques en Belgique est la plus importante par habitant dans l'Union européenne. Par exemple, si en France un électeur rapporte à un parti 1,50€, en Belgique, il en rapporte 6 ! Les partis politiques sont très bien dotés. Et bien l'argent des collaborateurs parlementaires — qui ne sont pas tous fictifs bien sûr — fait que le total pour les partis arrive à 85 millions d'euros, davantage que leur dotation. Comment voudrait-on que de nouveaux partis se créent et entrent en compétition avec des organisations qui disposent de telles masses d'argent et d'un accès privilégié aux médias ? Il leur est impossible de percer le mur de l'argent. Donc, on a un double financement des partis avec des collaborateurs qui travaillent vraiment et, de plus en plus, des emplois fictifs dans les parlements, à propos desquels les témoignages affluent. Des gens travaillent pour le parti directement et ne font pas leur travail parlementaire.

Quel est le problème ? GLB répond que le groupe politique au parlement est une extension du parti, et vice versa. Donc c'est kif kif. Alors que le rôle d'un parlementaire est de contrôler l'activité du gouvernement, ses décisions et ses dépenses. Pas de travailler dans un parti politique. Si ces gens comme Valentine Delwart ne viennent jamais au parlement et en fait travaillent pour des campagnes électorales, là c'est illégal.

**Mais on est rassurés, il y a bien une commission de déontologie qui existe.**

Oui, c'est un deuxième chapitre, les complicités et les organes de contrôle. Il y a sept ans a été instaurée une commission de déontologie. Les choses allaient enfin changer. Elle pourrait sanctionner les mandataires qui dépassent le plafond de rémunération. Eh bien, elle n'a jamais été nommée à ce jour ! Chaque année, on se rendait compte qu'il n'y avait aucun candidat pour un poste quasiment gratuit dont les conditions d'accès étaient extrêmement strictes : il fallait un magistrat qui fait ceci et cela, qui soit domicilié à Bruxelles et accepte de travailler presque gratuitement. Donc... Ces critères ont évidemment été décidés à dessein, tellement exigeants qu'aucun candidat ne se présente. Et surprise, en 2024, quelqu'un vient enfin d'être nommé, mais les élus peuvent être rassurés : on propose que la commission se réunisse pour la première fois après les élections. Blanche-Neige se réveille de son sommeil de sept ans et elle va se saisir d'un premier dossier. Mais avant ça, on lui demande comme première tâche de rédiger un code de déontologie, ce qui va prendre encore du temps. Les choses sont très drôles. Devinez qui a été nommé à la tête de cette commission ? La personne qui, au parlement, devait depuis sept ans contrôler Valentine Delwart, et ne l'a pas fait. Ce gestionnaire de la cellule « transparence » des rémunérations s'appelle Jean-Luc Robert. Il va devoir faire un rapport pour comprendre pourquoi lui-même n'a pas sanctionné Delwart. Il est pensionné, dorénavant, et on a estimé qu'il avait toutes les qualités pour occuper ce poste. Il va devoir demander des comptes à la cellule de contrôle des rémunérations. Comme il est pensionné, on doit nommer quelqu'un d'autre à celle-ci. Lui-même, avant d'y siéger, était également échevin et membre du MR... qui n'a pas voulu pendant ce temps sanctionner un autre échevin du MR. Ça doit être un hasard ! Maintenant qu'il part à la commission de déontologie, miracle, on fait des appels à candidatures pour trouver les candidats les plus compétents pour le remplacer à la cellule transparence et contrôle des rémunérations. Et là, roulement de tambour, qui est le candidat le plus compétent dans une ville d'un million d'habitants ? Son fils ! Le père va demander des comptes à son fils qui a pris sa relève à la cellule de contrôle. C'est pas beau ça ? Alors on peut aussi regarder les complicités ailleurs avec la commune d'Uccle, où l'échevine des Finances Valentine Delwart ne s'est pas contrôlée elle-même. Mais un fonctionnaire lampiste servira de fusible. Il y a encore mieux. La main sur le cœur, elle a juré de rembourser, en demandant à la commune d'Uccle d'élaborer un échéancier de paiement via l'échevin des Finances, donc elle-même. Autre chose d'anormal, il est un peu étonnant que la chambre du parlement ne contrôle pas les gens qu'elle paie.

**Je rappelle que le MR a fait pression pour qu'on m'enlève ma carte de presse parce que j'avais deux fonctions, journaliste et directeur de PMS, dont une n'était pas rémunérée. J'ai été sanctionné de n'avoir pas cumulé 2 salaires.**

Il faut savoir qu'en Wallonie, les seuls mandataires qui ont été condamnés ou sanctionnés pour des dépassements de revenus sont des conseillers communaux, des lampistes qui gagnaient 120€ par mois. Revenons au financement occulte des partis politiques belges par le parlement. En réalité, toute une série de collaborateurs parlementaires ne travaillent pas au parlement pour contrôler le gouvernement, mais dans les partis. Voilà tout.

**C'est fantastique. Mais heureusement, il y a le quatrième pouvoir, la presse.**

Pour résumer, il n'y a aucune institution à Bruxelles qui contrôle de manière indépendante les dépassements de rémunérations. Ni le parlement, ni les cellules régionales, ni la commune, ni les commissions de déontologie. Précisons que le pouvoir exécutif aurait pu trancher cela. Il reste le pouvoir judiciaire. On verra bien ce qu'il fera. On connaît sa capacité à laisser traîner des affaires très longtemps. Le juge Michel Claise me disait récemment que la durée moyenne d'un procès pour une grande fraude fiscale, c'est 16 ans, parce que les plaignants, généralement fortunés, font toujours appel. Donc c'est une forme d'immunité. Heureusement, on va compter sur la presse, cet outil de la démocratie. Qu'a-t-elle fait ? Il faut saluer Gauvain dos Santos qui a osé aller contre ces intouchables dans la *Dernière Heure*, info reprise assez vite par BX1 et par la chaîne Bruzz. Par contre rien à la RTBF, à RTL, dans *Sud-Presse* et dans *La Libre Belgique*. À BX1, le journaliste Michel Geyer me dit, après avoir parlé avec Mme Delwart, qu'il était aussi tout à fait d'accord que c'était la faute du fonctionnaire qui aurait dû lui retirer son salaire. Et là je lui dis que je refuserai de colporter ses paroles incriminant un fonctionnaire innocent ; ce faisant, la discussion est interrompue par un événement divin : un pigeon chie sur sa tête !

**Comme quoi il y a des signes. C'était une interview de merde !**

On recommence l'interview après nettoyage. Et là je lui dis ma version des faits : il s'agit d'un faux en écriture, c'est un fait pénal. M. Geyer me répond que Mme Delwart pourrait me faire un procès en diffamation. Il est quand même étonnant que le journaliste se fasse l'avocat de l'accusée pendant l'interview. En termes de déontologie journalistique, j'ai un peu du mal ! Et là, il me dit : « *Il ne faudra pas venir pleurer quand vous aurez un procès aux basques !* ». Je lui rappelle alors que je l'avais croisé quelques années plus tôt après les élections dans une soirée privée du MR où se trouvait aussi Mme Delwart. Que faisait-il là ? Moi j'y étais pour faire signer des promesses de transparence à Delwart, promesses qu'elle n'a jamais tenues. Je tiens bon, poursuis l'interview, annonçant que nous avons décidé de créer un parti « transparence » et une liste aux élections qui permettrait un contrôle citoyen. Au montage, tout est coupé ! Il garde juste le faux en écriture parce que je l'avais menacé de dévoiler sa présence à une soirée privée du MR. Quand je regarde la vidéo après, à la fin de l'interview, Geyer me dit qu'il va recontacter Mme Delwart. Pourquoi ? Veut-il la mettre au courant ? Sur le site de BX1, la vidéo de la première interview de Delwart disparaît et est remplacée par une deuxième interview beaucoup plus calme où elle pose dans son bureau de secrétaire du MR, expliquant qu'il ne s'agit que d'un petit problème d'ambiguïté administrative, qu'elle s'engage à rembourser et que son travail est tout à fait justifié au siège du MR. La première version en début de journée est « *Je n'étais pas au courant que j'ai été payée* ». La deuxième version c'est « *Il y a eu une confusion administrative* » ; et la troisième version, « *C'est tout à fait normal, je vais rembourser* ».

**Cela confirme que la plupart des médias sont des outils de propagande politique.**

En tout cas les médias publics. J'ai introduit une demande de droit de réponse et il me fut d'abord répondu que c'était une interview qui n'existait pas encore en ligne. J'avais quand même téléchargé la vidéo ! Mais bon, honnêtement, BX1 a au moins réagi. Ils ont essayé de m'intimider, mais j'ai tenu bon. Finalement, la version de Mme Delwart occupe presque tout le temps et moi j'ai 30 secondes pendant lesquelles j'ai quand même pu prononcer les mots « faux en écriture ». Dans les



Illustration : Noir & Clair

autres médias, c'est bien pire. Le lendemain, la RTBF m'appelle et me propose de passer dans le JT de 13 h pour raconter cette énorme affaire. J'accepte. C'est le journal télévisé de Sacha Daout. L'équipe arrive, se met en place et Daout me dit que, suite à un coup de fil de la direction, il devra traiter d'un autre sujet. L'équipe fait demi-tour et l'interview n'aura jamais lieu.

**N'y aurait-il pas quelques liens sociologiques avec le MR, par hasard ?**

On a découvert que l'oncle de Daout est l'avocat de Didier Reynders, est lui-même élu à Uccle et a promu la carrière de Valentine Delwart. Tout ça doit être un hasard, bien sûr. Daout est assez mal à l'aise, il faut le reconnaître, que sa production lui demande d'arrêter le sujet. Il me recontacte le lendemain. Je reviens avec des informations complémentaires, non publiées dans les autres médias. Je lui explique l'histoire de cette commission de déontologie où le père contrôle le travail du fils, etc. Eh bien la RTBF n'en parlera quasiment plus, juste un petit article en ligne qui noie le poisson dans une immense explication législative que personne ne lira, probablement.

**RTL-TVi ?**

Silence radio. Quand vous voyez le nombre de présentateurs de RTL qui sont devenus députés du MR, on l'appelle à raison la chaîne Télé-MR. Eh bien Télé-MR n'a rien publié. De la dirigeante du premier parti francophone qui détourne 200.000€, on n'en parle pas. Il faut dire que les pauvres journalistes qui cracheraient dans la soupe auraient du mal à devenir députés. Du côté de *La Libre*, c'est assez discret, juste un entrefilet. Alors *Le Soir*, c'est magnifique ! Là, je contacte le journaliste Julien Thomas qui couvre l'actualité politique bruxelloise. Il a fait très fort. Il a juste écrit dans une colonne sur le bord de la page qu'une échevine devait rembourser, suite à une erreur administrative qu'elle avait spontanément déclarée. J'étais fort étonné. En fait, cette version dans *Le Soir* est un message qui était envoyé à toutes les rédactions par Delwart, dont j'ai eu une copie grâce à des amis journalistes. En substance elle y dit qu'il ne faut pas citer *Transparencia.be*, que c'est elle qui a spontanément déclaré l'irrégularité. Thomas a recopié cette version, qui était aussi celle de GLB. C'est catastrophique, mais on a trouvé encore mieux. La palme revient au journal *La Capitale*, dont le rédacteur en chef me garantit que l'affaire sera traitée. Cinq jours après, il n'y avait toujours rien, alors que c'était de l'info locale, sa spécialité. Par contre, dans les semaines précédentes, il y avait une double page sur GLB. Après réflexion, je me rends compte que, juste avant les élections, il y a quelques mois, le rédacteur en chef de *La Capitale* a changé. Il s'agit de Moustapha Er, qui n'est personne d'autre que le porte-parole de la bourgmestre MR de Molenbeek d'alors, Françoise Schepmans, qui est aujourd'hui première échevine. Son porte-parole est donc devenu simplement le directeur de la section

bruxelloise du premier quotidien de presse locale belge. Résumons-nous. Il y a quelques journalistes courageux. Et moi, ce n'est pas la première fois que je me fais intimider pour ce genre de déclaration. Au moment du Samu social, *Transparencia.be* avait sorti d'autres irrégularités, des rémunérations indues de mandataires à Woluwe-Saint-Pierre et à Schaerbeek. Dans la demi-heure, après l'avoir dit à la radio sur *Vivacité*, le chef de l'info bruxelloise, Yves Thiran, m'appelle sur mon GSM pour m'avertir que je risquais un procès en diffamation ! Et non pas pour faire un scoop avec l'info que je lui donnerais. Il me parle d'une jurisprudence de la Cour de Luxembourg qui n'est pas d'accord sur ce terme-ci. Qu'est-ce que ça a à voir ? J'envoie à l'époque un email à Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'info, en lui demandant que ses journalistes cessent de m'intimider et en lui signalant que je continuerai à parler de « rémunérations indues ». Là, directement, mon téléphone sonne, c'est Jean-Pierre Jacqmin ! L'ayant contacté par écrit, je refuse de lui répondre au téléphone. Après de multiples tentatives téléphoniques, il finit par me répondre par retour de courriel « *on voit qu'on ne peut pas collaborer avec vous !* ». Ça s'est terminé comme cela. Donc il faut savoir que beaucoup de lanceurs d'alerte sont intimidés directement par des rédacteurs en chef ; même pas besoin que l'individu accusé le fasse lui-même, il a ses amis dans toutes les rédactions, qui vous rappelleront à l'ordre : « *Attention, vous risquez un procès en diffamation !* ». Voilà comment ce quatrième pouvoir ne joue pas son rôle. Une presse indépendante et des institutions citoyennes indépendantes sont la seule solution pour contrôler notre État, notre classe politique et l'argent public, qui représente un tiers du PIB de la Belgique.

**Propos recueillis en direct par Alexandre Penasse en mars 2024, retranscrits par Bernard Legros.**

# Problèmes cardiaques et vaccins à ARNm : remèdes, éclairages, dénis

## À Florence

Les études d'institutions très reconnues se multiplient sur des effets indésirables des vaccins à ARNm. Il s'agit entre autres de problèmes cardiovasculaires (myocardites, péricardites, thromboses, etc. Nous nous centrons ici sur les myocardites). Il faut en parler pour que cessent ces vaccinations, mais aussi pour promouvoir le dépistage et des traitements sains.

Parmi les remèdes, il y a en particulier l'aubépine. Selon une étude de 2008, « le traitement à l'aubépine [...] contrecarre le dysfonctionnement du myocarde<sup>1</sup> ». Selon la Fédération européenne d'herboristerie, cela concerne aussi les myocardites chroniques : « Dans les insuffisances du myocarde, y compris dans les myocardites chroniques, l'aubépine tonifie le myocarde, ce qui renforce la force contractile du cœur<sup>2</sup> ». Par ailleurs, il est évident que les problèmes concernés pourront être d'autant mieux traités qu'ils seront dépistés plus tôt. Notons aussi que seule une minorité de vaccinés est touchée, mais, comme nous allons le voir, une minorité d'une ampleur scandaleuse. Et d'autant plus scandaleuse que, manifestement, les vaccins contre le covid-19 ne protègent pas de la maladie et n'empêchent pas la contagion<sup>3</sup>. En outre, il ne s'agit ici que d'une petite partie des nombreux effets indésirables possibles.

## LIENS ET CHIFFRES SOUS-ESTIMÉS

Les liens entre de telles pathologies et les vaccins contre le covid-19 ressortent d'une série de recherches<sup>4</sup>. Quand les médias classiques abordent celles-ci, ils invoquent une relative rareté des problèmes en question et une partie des études dont il s'agit font de même. C'est oublier que, suivant une série d'autres études, publiées elles aussi par des institutions très reconnues<sup>5</sup>, de tels chiffres sont très fortement sous-estimés, car les dispositifs qui recensent les effets indésirables sont passifs. Une des études concernées est toute récente et très vaste – elle a porté sur une centaine de millions de personnes. Dans le résumé, on lit : « Le *OE ratio* [taux de mortalité observé par rapport au taux de mortalité attendu] pour la myocardite et la péricardite après des vaccinations avec les produits BNT162b2 [Pfizer], mRNA-1273 [Moderna] et ChAdOx1 [AstraZeneca] était significativement plus élevé<sup>6</sup> ». Cette étude est abordée dans un média classique par le virologue Pierre Van Damme<sup>7</sup>, qui précise que, pour la Belgique, Sciensano a recensé 290 myocardites et péricardites survenues après des vaccinations contre le covid-19. Mais l'article ne dit pas un mot des sous-estimations évoquées.

Par contre, les scientifiques Aryan Afzalian, Nour de San et le docteur Martin Zizi se sont penchés de près sur le sujet, en lien avec les myocardites notamment. Dans une carte blanche publiée dans *Le Vif*, ils écrivent : « [Seuls] quelques pourcents des effets graves sont déclarés via la pharmacovigilance, car c'est un système passif. Pour les myocardites ou les chocs anaphylactiques, des effets indésirables pourtant bien identifiés de ces vaccins du Covid, les études de suivi actif montrent une incidence de 1 sur 3.000 à 1 sur 6.000, à comparer aux chiffres de pharmacovigilance typiquement reportés dans les médias de 1 sur 50.000 à 1 sur 200.000<sup>8</sup>. ». Ce qui signifie que les chiffres officiels devraient être multipliés par 40, en moyenne (ce qui nous mènerait à 11.200 cas pour la Belgique, si l'on part du chiffre officiel de 290).

Qu'en est-il de la gravité et des délais ? Martin Zizi, là aussi, aborde ce sujet dans une récente interview. Précisons que ce scientifique est biophysicien et, entre autres, ancien directeur épidémiologique du département de la Défense.<sup>9</sup> Il explique que 2% des vaccinés contre le covid-19 (donc énormément de gens) présentent des anomalies cardiaques. Celles-ci, indique-



Illustration : Cassou

concluant à la manifestation, 2 ans après la vaccination, d'effets graves sur le cœur<sup>16</sup>. Mais, comme ironise amèrement l'association de médecins AIMSIB, « [tout ça] n'est pas grave puisque la presse indépendante n'existe plus et donc ne peut dénoncer cet immense scandale de santé publique<sup>17</sup> ».

Au sujet de ce qu'on peut observer autour de soi, voici quelques exemples, dont le premier me touche de très près. Mais, pour paraphraser très amèrement la rédaction de l'AIMSIB : ça ne dit rien d'inquietant, puisque les médias classiques nous diront que ça n'a rien à voir avec les vaccins (donc, on peut s'en foutre). Ma

sœur, 53 ans, plusieurs fois vaccinée contre le covid-19, sans aucun problème cardiaque connu, en bonne forme jusque-là, a été tuée par une crise cardiaque foudroyante, ce 21 janvier.<sup>18</sup> S'interrogeant sur les causes, mon beau-frère a reçu des témoignages concernant plusieurs morts du même type exactement (chaque fois, pas de problèmes cardiaques connus, âges très proches, plusieurs fois vaccinés), dans sa région (Yvoir) ; une membre de la coordination de Grippe asbl m'a rapporté exactement la même chose concernant le Luxembourg ; la responsable de la société des pompes funèbres m'a signalé une augmentation de ce genre de morts, ces dernières années ; le cardiologue d'une amie lui a montré une pile de dossiers sur des problèmes de ce type, etc. Combien faudra-t-il encore de victimes, pour que les responsables sortent de leur obstination et de leur aveuglement criminels ?

t-il, apparaissent comme des effets de la protéine Spike, dont la production est induite par les vaccins à ARNm. Cet expert explique aussi que ces anomalies peuvent se développer en myocardites auto-immunes chroniques (on ignore encore combien le feront). Et dans ces cas, sur 10 ans, la myocardite mène chez un tiers des malades à la nécessité de greffe et chez un tiers à la mort.<sup>10</sup>

Concernant la gravité et le nombre – aux États-Unis –, une étude importante vient d'être publiée<sup>11</sup>. Elle se base sur les chiffres de la pharmacovigilance étasunienne (VAERS). On y lit : « Après la vaccination contre le Covid-19, le nombre de myocardites signalées au VAERS présente, en 2021, une augmentation de 2.500% [...] par rapport aux valeurs des années antérieures. [...] 76% des cas ont donné lieu à des soins d'urgence et à une hospitalisation. Sur l'ensemble des cas rapportés [3.078, jusqu'en août 2023, comme on l'apprend dans l'étude], 92 personnes sont décédées ». Si l'on multiplie là aussi par 40, on atteint plus de 120.000 myocardites, dont 3.680 mortelles aux États-Unis. Et une partie des 90.000 personnes ayant nécessité une hospitalisation risque sans doute de développer une myocardite chronique. Notons qu'un des auteurs de cette étude, Peter McCullough, est cardiologue, préside une association de cardiologues<sup>12</sup> et a reçu deux distinctions scientifiques<sup>13</sup>.

## VACCIN OU VIRUS ?

La protéine Spike étant présente dans le covid-19, celui-ci peut aussi entraîner des myocardites, notamment. Néanmoins, selon la même étude, la multiplication des doses de vaccins augmente fortement les risques. Pour cette raison entre autres, la plupart des myocardites dont il s'agit se relie visiblement aux vaccins : « Les effets d'une deuxième dose peuvent être plus dommageables, avec un effet cumulatif pour chaque dose supplémentaire. Dans de tels cas, il est possible que la myocardite ait été subclinique après la 1<sup>ère</sup> dose, et qu'elle soit devenue pathologique après la 2<sup>ème</sup><sup>14</sup> ». En outre, le lien direct entre ces vaccins et les myocardites a clairement été mis en évidence, en particulier par une étude du BJP : « Après 48 heures [après vaccination], l'expression de la protéine Spike codée a été détectée [...]. L'ARNm-1273 [Moderna] a induit des contractions arythmiques complètement irrégulières [...] du récepteur cardiaque [...]. BNT162b2 [Pfizer] a augmenté la contraction des cardiomyocytes [cellules cardiaques]<sup>15</sup> ».

Au sujet des délais encore, lors d'une audition récente au Sénat de l'Arizona, McCullough, là aussi, se réfère à une étude montrant la persistance de la protéine Spike dans l'organisme 6 mois après la vaccination, ainsi qu'à une étude de cas

## Daniel Zink

Merci beaucoup à Francis Leboutte<sup>19</sup>, Joonas Parikka et Michel Heine pour leurs infos et relectures.

1. [link.springer.com/article/10.1007/s10557-008-6082-2](https://link.springer.com/article/10.1007/s10557-008-6082-2)
2. [www.feh.be/2022/12/16/aubepine/](https://www.feh.be/2022/12/16/aubepine/)
3. Voir notamment *Des manquements à l'information sur les vaccins anti-COVID-19*, covidrationnel.be, 2023
4. <https://doi.org/10.1111/bph.16262>; <https://doi.org/10.1002/ehf2.14680>; [www.mdpi.com/2227-9059/11/8/2287](https://www.mdpi.com/2227-9059/11/8/2287); <https://www.cmaj.ca/content/195/28/E965>; etc.
5. <https://jamanetwork.com/journals/jama/fullarticle/2777417>; [www.leem.org/sites/default/files/pharmacovigilance.PDF](https://www.leem.org/sites/default/files/pharmacovigilance.PDF); [www.dhqa.gov/sites/default/files/docs/publication/r18hs017045-lazarus-final-report-2011.pdf](https://www.dhqa.gov/sites/default/files/docs/publication/r18hs017045-lazarus-final-report-2011.pdf); <https://academic.oup.com/jtm/article/28/7/taab090/6298507>; etc.
6. <https://doi.org/10.1016/j.vaccine.2024.01.100>
7. « Le vaccin anti-Covid à l'origine de quatre graves affections, selon une étude », in *7 sur 7*, 2024.
8. « Covid : le rôle du gouvernement n'est plus d'imposer mais de proposer de nouvelles stratégies », carte blanche, in *Le Vif*, 2022.
9. [Covid-19 : traiter les gens rapidement avec la première ligne médicale est la seule sortie cohérente à cette crise], carte blanche, in *La Libre Belgique*, 2021.
10. *L'urgence d'arrêter les vaccins ARN*, [www.kairopresse.be](https://www.kairopresse.be), 2024 (vers 52 min.)
11. <https://doi.org/10.1177/2F20420986241226566>
12. <https://orcid.org/0000-0002-0997-6355>
13. [www.radcliffecardiology.com/authors/peter-mccullough](https://www.radcliffecardiology.com/authors/peter-mccullough)
14. *Ibid.*
15. <https://doi.org/10.1111/bph.16262>
16. <https://invintus-client-media.s3.amazonaws.com/6361162879/67bc9cf90e0024df4410e21d1e1d96c5668012c5.mp4> Problèmes cardiaques traités entre autres vers 1h48'. Page du site officiel du gouvernement de l'Arizona où cette vidéo est téléchargeable : [www.azleg.gov/archivedmeetings/](https://www.azleg.gov/archivedmeetings/) Sélectionner 10/20/2023 – Novel Coronavirus Southwestern Intergovernment Committee.
17. *Trois petits mots à propos des myocardites qui n'existent (presque) pas*, AIMSIB, 2023.
18. <https://hennuy-pompes-funebres.be/necrologie/1026>
19. [www.liege.decroissance.be/covid](https://www.liege.decroissance.be/covid)

# Élections, piège à... quoi, au fait ?

Dossier coordonné par Bernard Legros et Alexandre Penasse



Illustration : Aurélie Garnier

En tant que journal bimestriel d'analyse politique, *Kairos* prend un certain recul par rapport à l'actualité. Nous laissons les commentaires à chaud à la presse quotidienne, avec les risques d'interprétation que cela comporte pour elle et pour ses lecteurs. Nous sommes prêts à prendre d'autres risques, ceux d'une pensée qui approfondit, fait sens et s'engage. Cette année, nous ne voulions pas rater le train des élections européennes et législatives dans notre pays, qui auront lieu le 9 juin prochain. Si nous sommes des partisans de la (vraie) démocratie, nous sommes par contre circonspects en ce qui concerne sa modalité la plus connue, le scrutin, qui a fini par — fausement — la symboliser dans le discours politique et dans l'imaginaire collectif. Si cette circonspection ne nous amène pas nécessairement à clamer le slogan habituel « élections, piège à c... » ou à appeler à l'abstention, elle ne nous donne pas pour autant envie de reprendre à notre compte les antiennes « il faut aller voter, ne serait-ce que par fidélité à nos ancêtres qui se sont battus pour le suffrage universel, jusqu'à donner leur vie, pour certains », ou « il faut aller voter pour faire barrage à l'extrême droite ». En suivant cette consigne-ci, plusieurs centaines de milliers de Français ont donné, à contrecœur, leur voix à Emmanuel Macron au second tour, et beaucoup le regrettent aujourd'hui. Car le résultat n'est que de prolonger un néolibéralisme aux abois mais plus autoritaire que jamais, gouvernance algorithmique aidant<sup>1</sup>. Nous savons gré à nos ascendants d'avoir mouillé leur chemise (de sang, parfois) à l'époque qui était la leur, mais nous ne nous sentons pas obligés de payer cette dette *ad vitam aeternam*. Parce que l'eau a coulé sous les ponts et qu'il est temps de remettre en question cette identité supposée entre élections et démocratie. Celle-ci et le capitalisme étant des « faux jumeaux », comme le note le philosophe Peter Sloterdijk, on peut se poser la question de la possibilité même de réaliser l'idéal démocratique dans une (dé)civilisation mercantile, consumériste, technologique et connectée — la société en réseau n'étant pas la démocratie, hélas pour les utopistes du web comme Tim Bernes-Lee. Les avertissements n'avaient pas manqué, du philosophe Alexis de Tocqueville (1805-1859) au début du XIX<sup>e</sup> siècle, au journaliste Walter Lippman (1889-1974), père de la doctrine néolibérale, au siècle dernier. Observant l'avènement de la démocratie en

Amérique, le premier constatait qu'« il est, en effet, difficile de concevoir comment des hommes qui ont entièrement renoncé à l'habitude de se diriger eux-mêmes pourraient réussir à bien choisir ceux qui doivent les conduire ; on ne fera point croire qu'un gouvernement libéral, énergique et sage, puisse jamais sortir des suffrages d'un peuple de serviteurs<sup>2</sup> ». Le second estimait qu'une nation est politiquement stable quand les élections n'ont aucune conséquence radicale. Stabilité dans les affaires, stabilité de la caste politique au pouvoir et paradoxalement stabilité dans le développement technologique in(dé)fini que seule une minorité composée d'ingénieurs et de technocrates est en mesure de (plus ou moins) contrôler... et d'imposer aux masses.

Le dossier de *Kairos* n° 54 (avril/mai 2022) était consacré à l'État profond, dont le philosophe Alain Deneault donne un aperçu, sans citer le terme : « Il existe un ordre de pouvoir bien réel qui n'est toutefois traduisible dans aucune forme constitutionnelle ni institution publique admise et reconnue. Ni élection, ni tribunal, ni structure, ni contre-pouvoir ne viennent formellement dire et encadrer cette puissance qui se célèbre<sup>3</sup> ». Doit-on alors se tourner vers des penseurs d'antan comme le philosophe pragmatiste américain John Dewey (1859-1952) qui misait avec optimisme sur l'éducation à la démocratie directe pour améliorer la citoyenneté, ou l'anthropologue Claude Lévi-Strauss (1908-2009) qui prônait un humanisme démocratique réconciliant l'homme avec la nature ? La tradition anarchiste a aussi beaucoup de choses à dire pour faire renaître une vraie démocratie, avec ou sans élections<sup>4</sup>. Chez nous, le philosophe Mark Hunyadi (ULouvain) a fait remarquer que les modes de vie émergents dans les sociétés industrialisées et hyperindividualistes provoquent une « schizophrénie démocratique », « ce clivage entre l'illusion d'indépendance qu'engendre la petite éthique dans la sphère des comportements individuels et notre captivité sans reste à l'égard des modes de vie qui nous aliènent à notre monde social plus sûrement que de lourdes chaînes<sup>5</sup> ». Parmi ces modes de vie, la connectivité permanente, avec ses ordiphones et ses « zéros » sociaux, joue un rôle de premier plan dans la déliquescence du débat public, rendant celui-ci progressivement impossible. Or que valent des élections sans la possibilité, dans la vie réelle, d'une saine discussion démocratique en amont, désormais remplacée par les *nudges*<sup>6</sup> ?

Au vu de ces observations, on comprendra que le combat pour la réappropriation démocratique se heurte à des obstacles énormes. Avons-nous le choix de ne pas essayer de les surmonter ?

“ Ce dossier aurait dû contenir une interview de Barbara Stiegler et de son collègue Christophe Pébarthe. Malheureusement, alors qu'elle avait initialement accepté notre demande d'interview et reçu nos questions par écrit à ce sujet, madame Stiegler n'a plus donné signe de vie. A l'heure de boucler ce numéro, nous attendons toujours une explication de sa part suite à ce désistement soudain. ”

1. Cf. Jonathan Durand Folco & Jonathan Martineau, *Le capital algorithmique. Accumulation, pouvoir et résistance à l'ère de l'intelligence artificielle*, Écosociété, 2023.

2. Alexis de Tocqueville, *Le despotisme démocratique*, L'Herne, 2012, p. 74.

3. Alain Deneault, *La médiocratie*, Lux, 2016, p. 158.

4. Cf. Hugues Lenoir, *Précis d'éducation libertaire*, éditions du monde libertaire, 2011, et les travaux de notre collègue Philippe Godard, dont *L'anarchie ou le chaos*, Calicot, 2018.

5. Mark Hunyadi, *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, Le Bord de l'eau, 2015, pp. 74 & 75. La « petite éthique » dont il parle est celle promue par les néolibéraux et le philosophe Ruwen Ogien (1947-2017) : la liberté individuelle est potentiellement infinie, tant qu'elle ne cause pas de tort direct à autrui. La petite éthique autorise ainsi, par exemple, les tatouages, piercings, scarifications, jusqu'à la PMA, la GPA, l'euthanasie, les transitions de genre et toutes les propositions transhumanistes, comme le prolongévisme ou les implants cérébraux.

6. Cf. le dossier de *Kairos* n° 63, « *Nudges* ou démocratie ? ».

# Élections et démocratie. De quel couple parle-t-on ?

Entrevue avec Michel Bureau,  
médecin, philosophe et fondateur de Reprise en main citoyenne,  
et Pierre Verjans, politologue à l'ULiège.

**Kairos** : On voit que le suffrage est insuffisant ou même impropre à faire advenir une vraie démocratie, comme nous l'avait appris, au siècle dernier déjà, le journaliste Walter Lippman, qui estimait qu'une nation est politiquement stable quand les élections n'ont aucune conséquence radicale. Faut-il renoncer aux élections ? Peuvent-elles encore sauver à elles seules l'idéal démocratique ? Sinon, par quoi les remplacer ou du moins par quoi les compléter ?

**Pierre Verjans** : Quand on a mis en place le système électoral en Amérique en 1776 puis en France en 1789, il s'agissait pour les pères fondateurs d'éviter de faire advenir une vraie démocratie, dans le sens du pouvoir au peuple. Le système représentatif devait par contre créer un corps intermédiaire de citoyens qui se spécialiserait dans la gestion publique en lieu et place des citoyens ordinaires. Car il fallait se méfier des foules peu instruites et instables. On postulait que les représentants se comporteraient, eux, de manière plus sage. L'intervalle des élections était calculé pour qu'il y ait non une complète reddition de comptes, mais en tout cas une possibilité pour le peuple de renverser un pouvoir qui lui serait trop hostile. Les élections ont ensuite été modifiées par les rapports de force dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand les masses ouvrières ont exigé de participer aux élections. Le régime serait devenu intenable si on n'avait pas tenu compte de leurs revendications. C'est à partir de leur acquis qu'on commence à parler de démocratie, les représentants doivent échanger des points de vue et délibérer. Mais cette délibération s'appuie sur des rapports de force électoraux et non sur de simples arguments logiques. Comme dans le monde scientifique, il y a un entremêlement de rapports de force et de persuasion argumentative. Ainsi, ce qui est frappant dans la crise du covid, c'est que les décideurs politiques, face à l'encombrement des services d'urgences des hôpitaux et l'absence d'unanimité parmi les épidémiologistes, ont dû opter pour une manière de faire, en une absence de débat scientifique, impossible à organiser, faute de temps. Entre les épidémiologistes et virologues, dans le courant majoritaire ou dans le courant minoritaire, il s'agissait de discréditer la parole de l'autre. On a eu un vrai problème lié à l'urgence et à la panique.

**Michel Bureau** : Parlons aussi de l'interaction entre le libéralisme et la démocratie représentative. Une intervention intéressante est celle d'Abraham Lincoln, qui disait que la démocratie est le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, une formule qui amène un correctif à la démocratie représentative, mais à laquelle on objectait que pourraient arriver au pouvoir des gens incompétents. Lincoln répond que c'est l'honneur d'un pays que de former ses habitants pour occuper le pouvoir politique. Chez nous aujourd'hui, la qualité de l'enseignement est en chute libre et aboutit à l'inverse des conditions d'une démocratie réelle. Pourquoi cette démocratie représentative a-t-elle permis que toute forme de démocratie soit annulée, au point d'en arriver pendant le covid à des tentations totalitaires, à partir du moment où l'on interdit le débat, quand on vient de voter en France une loi qui interdit que l'on discute de la science, allant à l'encontre de son principe même qui est la réfutabilité. Au Forum économique mondial (WEF), une dame a dit « *la science, c'est nous* » ! Le pouvoir économique s'arroge maintenant le droit de diriger nos valeurs et la science...

**P. V.** : ... aidé en cela par le pouvoir politique !

**M. B.** : Oui. Le comble est que le WEF invite les présidents des meilleures universités mondiales. Toute la science et la connaissance se mettent ainsi au service de l'économie. C'est extrêmement grave. La distinction entre la science, le pouvoir et l'argent est un principe qui remonte aux anciens

Grecs. Comment se fait-il qu'on arrive à une telle corruption des valeurs ? Parce que le libéralisme historique a été entre-temps transformé en néolibéralisme, avec la possibilité dorénavant pour les plus riches de prendre le pas sur les États, qui sont maintenant démissionnaires. Les tentatives keynésiennes n'ont pas fonctionné. En 2008, quand les États ont sauvé les banques, on a pensé à tort que le néolibéralisme était mort. Mais il s'est renforcé, notamment au moyen des technologies de la communication et de l'information pour mieux contrôler les populations. S'il n'y a rien en face de ce pouvoir néolibéral, c'est qu'il n'existe pas de démocratie citoyenne. Il y a des démocraties représentatives qui sont démissionnaires face aux pouvoirs économiques. Alors quelles sont les alternatives, au-delà du clivage gauche/droite ? Il faut donc changer de paradigme.

**P. V.** : Le néolibéralisme s'impose à la suite du dérapage des années 1970. Après la conjonction d'un chômage massif avec une inflation à deux chiffres, la situation est devenue incompréhensible pour les économistes. Face à un mur de dettes, les dirigeants européens craignent que les banques cessent leurs prêts. Chez nous, le Premier ministre Wilfried Martens change de camp politique en s'alliant au parti libéral de Jean Gol avec un discours qui veut en priorité diminuer la hauteur de la dette. Les keynésiens n'ont pas été remplacés par des néolibéraux, ils se sont transformés en néolibéraux ! Les théories monétaristes de Friedrich Hayek submergent tout car elles paraissent adaptées à la situation. Puis, dans les années 1980/90, on déplace les dépenses de l'État du social vers l'aide aux entreprises. Inversion voulue de la logique : pour avoir de l'emploi, il faut aider les entreprises à créer de l'emploi. Dans ce but, les responsables politiques occidentaux, devenus « gestionnaires de territoire » sont en concurrence pour attirer les capitaux internationaux chez eux, et se convainquent les uns les autres d'être « dans le bon ». Est-ce qu'un système de démocratie participative aurait pu empêcher cela, j'en doute. Prenons le cas de la Suisse, où la protection sociale est majoritairement privatisée. Le peuple étant conservateur, il a accueilli les propositions néolibérales avec enthousiasme.

**M. B.** : La politique de Thatcher et Reagan était une réduction des impôts et de privatisation qui a eu pour but d'augmenter la dette. Cette politique étant un échec, la troisième voie de Tony Blair et Bill Clinton est apparue. Ensuite, il y a eu une privatisation des biens communs, telle la santé, en croyant que le système allait mieux fonctionner, que cela coûterait moins cher à l'État, ce qui est faux, bien sûr. Par exemple, les firmes pharmaceutiques travaillent en flux tendu pour faire du bénéfice, et il y a fréquemment rupture du stock de médicaments, au détriment des populations. Le programme One Health est très dangereux. S'il est concrétisé, c'est l'OMS qui décidera d'à peu près tout dans les politiques de santé nationales, tout cela assorti de mesures autoritaires. Revenons à la Suisse et à la démocratie participative, dont vous parliez. Je ne la considère pas comme un exemple valable, car ce pays fonctionne grâce à un vol considérable des biens communs de l'humanité. Il héberge des firmes qui ne paient pas d'impôts. La démocratie participative ne régule rien. Au Luxembourg, Jean-Claude Juncker a bien dit qu'aucun traité européen ne pouvait faire l'objet d'une discussion démocratique. Il n'est donc pas pertinent de prendre ces deux pays comme des exemples de démocratie participative.

**P. V.** : Certes, mais le débat politique en Suisse reste plus vivace dans la population qu'ici.

**M. B.** : C'est vrai, mais cela ne garantit nullement une politique souhaitable. Ainsi, les Suisses ont voté contre l'indépendance

des juges face au politique. C'est donc toujours un régime représentatif avec toutes ses failles.

**K** : Les élections ne sont-elles pas aussi une des expressions de l'individualisme méthodologique ? Peut-on refaire du commun avec elles ?

**M. B.** : Non à la première question. Dans la mesure où l'être qui sort des élections a été formaté par les partis, qui à leur tour nomment les ministres. La participation contrôle totalement la démocratie depuis le citoyen jusqu'au sommet. Non à la seconde question aussi ; Simone Weil explique en quoi les partis sont autoritaires par essence. Ce n'est pas un hasard si la démocratie représentative vend ses biens communs ! Tandis que le bien commun est la finalité d'une démocratie participative, qui pourrait toujours fonctionner avec des partis, à condition que ceux-ci soient privés des influences néfastes qui nuisent à la démocratie, comme le clientélisme, voué à diminuer. Leur influence serait limitée.

**P. V.** : Pas tout à fait d'accord. Il y a des partis qui ont été créés avec une vision du bien commun et qui ont modifié la manière d'agir de l'État. Par contre, il y a eu une évolution interne avec l'alignement des partis sur la financiarisation. Le juriste Hans Kelsen proposait que le programme des partis soit élaboré par tous ses membres et que le parti ait la mainmise sur le comportement de ses élus, choses qui n'ont jamais été réalisées complètement. Kelsen misait aussi sur la diversité des partis, avec leurs visions différentes.

**M. B.** : Ce que vous dites est une des mesures-phares de la démocratie semi-directe. Montesquieu rappelle que dans la démocratie antique, après tirage au sort des citoyens, c'est leur probité qui était vérifiée, par leurs compétences. Leur mandat était limité à un an puis évalué devant un comité. S'il avait été mal exécuté, les élus devaient payer sur leurs biens personnels. Il y avait une responsabilité à l'entrée et à la sortie. Ce système fonctionnait bien.

**P. V.** : Mais comme les citoyens étaient tirés au sort parmi ceux qui avaient pris le risque de mettre leur nom dans l'urne du tirage au sort et qu'ils savaient qu'ils risquaient fort de devoir payer en cas de mauvaise décision, ça n'en faisait pas nécessairement une émanation de la collectivité...

**M. B.** : Si on tire au sort, la diversité s'y retrouve nécessairement. Ce qui est important n'est pas tant qui va exercer le pouvoir, mais comment celui-ci va être contrôlé. Ce qui est problématique dans les partis, c'est que le contrôle du pouvoir est biaisé parce que la diversité est incomplète. C'est pour cela que Weil dit que les partis sont dans leur essence totalitaires.

**P. V.** : Chez Weil, le terme totalitaire ne s'applique pas à tous les partis, mais à ceux qui déshumanisent leurs adversaires. Pour construire une vision de la société, un parti doit avoir une vision globale, « totale ». Cela ne veut pas dire que l'individu disparaît systématiquement dans cette vision.

**M. B.** : C'est exact sur le versant économique, mais moi je me place sur le versant philosophique. Totalitaire signifie, comme Arendt l'a montré, que l'État s'occupe de la sphère publique et de la sphère privée.

**P. V.** : Chez Arendt, la question de la vie privée est finalement secondaire, elle pointe plutôt le fait qu'une décision politique s'impose à tous. Et que le totalitarisme considère les adversaires du pouvoir comme des non-humains.



**M. B. :** C'est la différence entre autoritaire – concernant l'espace public – et totalitaire – concernant la sphère privée, en plus.

**P. V. :** Autre chose m'interpelle. Le tirage au sort est une expression de la diversité sociale, mais ce n'est pas pour la cause une représentation de pensées collectives, or toute la logique du débat comme manière de fabriquer une décision collective démocratique est fondamentale. La façon dont on façonne les débats est plus importante que la diversité du tirage au sort.

**M. B. :** C'est exactement à cela qu'ont réfléchi les régimes qui ont adopté la démocratie semi-directe. Le système bicaméral associe une chambre de citoyens tirés au sort avec une chambre de ce qu'on pourrait appeler des « experts », si bien que la première chambre a à sa disposition toutes les compétences requises. Celles-ci ne sont pas déterminées par les partis ou la richesse, c'est un tirage au sort de compétences, si bien que l'État apporte la diversité sociale et la diversité technique.

**P. V. :** Je me méfie des experts. Le plus grand danger ne vient pas des partis, mais des conflits d'intérêt. La plupart des experts viennent d'institutions ou d'entreprises où ils ont travaillé pendant des années et il est difficile pour eux de penser autrement que le milieu dont ils sont issus. Comment désigne-t-on les experts ? Comment savoir si leurs avis sont pertinents au regard des intérêts collectifs ?

**M. B. :** Deux anecdotes. Lors de la crise sanitaire, aucun avertissement, dans les médias, n'annonçait les conflits d'intérêts des experts. Pourtant lors de la crise précédente du H1N1, les autorités belges avaient voté une loi obligeant les experts à déclarer leurs conflits d'intérêts. Cette fois-ci, les médias dominants n'ont pas vérifié cela. Or leurs conflits d'intérêts sont assez visibles. Leur impunité est telle qu'ils ne s'en cachent même plus ! Ceux qui briguent le pouvoir ont des conflits d'intérêts. Et vice versa. L'avantage du tirage au sort dans ce domaine est de diminuer le risque de se retrouver avec des experts stipendiés.

**P. V. :** D'accord sur le constat : dans le domaine de la recherche, qui a les moyens d'embaucher des grosses équipes de chercheurs ? Ceux qui sont payés par des grandes firmes. Seule une petite partie des experts échappe à cette logique, sans compter que *la doxa* dit, par exemple, qu'on ne peut plus soigner le cancer qu'avec des médicaments. Par contre, je ne suis pas d'accord avec votre prescription, Michel : les experts sont situés dans la réalité sociale et ne peuvent facilement échapper aux cadres d'analyse de leur milieu de formation. Il est indispensable de s'adresser à eux, mais leur intervention provient forcément d'un point de vue.

**M. B. :** Ce qui n'est pas normal est que le bénéfice dégagé dans le secteur privé par des chercheurs formés par le secteur public ne reviennent pas à la collectivité. Il y a un déséquilibre.

**K :** Les élections approchent en Belgique. Avec 27,8% des intentions de vote, il y a un risque de voir le Vlaams Belang (VB) faire une percée et s'installer confortablement au parlement flamand. Selon Carl Devos, le cordon sanitaire a créé une situation paradoxale en Flandre : « À cause du cordon sanitaire, les adversaires du VB sont, par principe, contre sa participation au pouvoir. Mais pourquoi au juste ? Pourquoi le VB n'a-t-il pas le droit de gouverner ? Quelles sont les raisons spécifiques ? Quelles sont les points du programme, les propositions, les actions qui font que ce parti ne doit jamais être autorisé à gouverner et doit être très ouvertement combattu ?

**Beaucoup d'opposants au VB ne peuvent pas répondre à ces questions, parce que le cordon sanitaire les a rendus intellectuellement paresseux, alors que le VB, lui, mène une bataille d'idées féroce depuis des années... » (Le Soir, 6 mars 2024). Si une droite dure arrive au pouvoir exécutif, la Belgique unitaire peut-elle disparaître ? L'UE laisserait-elle faire ?**

**P. V. :** La montée de l'extrême droite est typiquement l'expression de la grande difficulté de faire un travail de réflexion approfondi. Devos a raison de dire qu'il y a du confort intellectuel. Plutôt que de se contenter de dire qu'eux sont les mauvais, mieux vaudrait analyser leurs actions qui révèlent un danger réel. Cela montrerait leur intolérance radicale, notamment au principe même du débat et, notamment à celui concernant l'immigration. Il y a un paradoxe énorme dans tous les vieux pays industrialisés, c'est que les entreprises ont besoin de main d'œuvre en masse, alors que les partis qui montent électoralement refusent l'immigration. Leurs systèmes économiques pourraient s'effondrer en une génération faute de main d'œuvre. Cette logique de destruction interne est plus inquiétante encore que la logique de guerre. À ce besoin économique, ajoutons le besoin social. Les pensions sont menacées si de nouveaux travailleurs n'arrivent pas.

**M. B. :** D'accord avec vous. Si on observe l'apogée des États au cours de l'histoire, ça correspond toujours à des pays qui ont favorisé une immigration massive. L'arrêt du flux de celle-ci par le nationalisme signe le processus inverse. C'est ce que la Flandre est en train de faire. Les États-Unis, puissance économique s'il en est, est un pays d'immigration massive.

**P. V. :** En Chine, c'est une immigration interne, celle des paysans qui vont travailler en ville.

**M. B. :** Oui. Quand un parti d'extrême droite monte électoralement, il faut se poser deux questions. Primo, ce parti a-t-il quelque chose d'intéressant à dire ? Secundo, en face d'eux, n'y a-t-il pas quelque chose qui fait qu'il monte ? Autrement dit on peut devenir fort par soi-même, ou à cause de la faiblesse de l'adversaire. En Europe, les deux éléments doivent être pris en compte. L'absence de projet de société d'avenir pour les jeunes favorise le repli identitaire vers le vote d'extrême droite.

**K :** Et les néolibéraux continuent à se présenter comme le meilleur rempart contre l'extrême droite...

**P. V. :** C'est faux, évidemment. Les néolibéraux représentent le milieu économique. Dans le politique, ils sont perdus, ne savent plus qui ils sont ni ce qu'ils font. Ainsi Emmanuel Macron est un bricoleur idéologique, comme Mussolini, il n'a pas de ligne, il change tout le temps en fonction des circonstances. Il est certes néolibéral dans son fonctionnement fondamental, mais ce n'est pas grâce à cela qu'il a été élu, c'est en proposant un projet qui apparaissait comme une rupture « *ni de gauche ni de droite* ».

**M. B. :** Par essence, le néolibéralisme est apolitique, ou en tout cas tend vers l'apolitisme, parce que le politique en tant qu'expression d'une diversité est inutile pour l'économie qui ne cherche qu'à imposer ce que le consommateur doit acheter. Le maintien d'une politique, quelle qu'elle soit, est un inconvénient pour les néolibéraux. Seul doit rester le consommateur formaté par la publicité et bientôt par les neurosciences, comme Joe Biden l'a annoncé récemment. Le néolibéralisme veut normaliser les populations dans ce sens. De plus, il veut concentrer le capital dans des entreprises non plus nationales mais transnationales.

**P. V. :** Les grandes institutions capitalistes comme le Groupe Bilderberg, la Trilatérale ou le Forum de Davos ou, de façon plus officielle, l'OCDE, essaient de fabriquer un commun de points de vue à partir de divergences entre les grands centres de décisions, puis à l'imposer. La montée du Vlaams Belang est finalement secondaire par rapport à ce problème, même s'il est le premier parti de Belgique ! Il oblige les francophones à se positionner sur cette question finalement fédérale : que dire aux électeurs du VB ? Ne pas les insulter, mais essayer de rentrer en contact avec eux. Le VB veut la fin de la Belgique unifiée, mais l'Union européenne ne l'acceptera jamais. Si la Flandre décide de « s'en aller », elle n'ira pas loin ! Donc la Flandre mise sur une augmentation de son autonomie par transfert des compétences.

**M. B. :** C'est la mise en place du confédéralisme.

**P. V. :** Exact. Ce n'est pas une logique séparatiste, c'est une logique centrifuge, que l'on retrouve autant à la N-VA qu'au VB, depuis environ le tournant du millénaire.

**K :** L'appel de Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB, à une coalition PS/PTB/Écolo pour gouverner la Wallonie s'inscrit-il dans cette logique centrifuge ?

**P. V. :** Parlons des structures de la FGTB. Un chef de l'interprofessionnelle n'y a pas de pouvoir, car les caisses de grève se trouvent dans les centrales professionnelles. C'est l'inverse à la CSC. Ce que Bodson essaie de faire est de garder une place symbolique pour ses militants en faisant entendre que là où ils se trouvent ils ont le droit d'y être ; en parlant d'une unité possible, il leur adresse le message « *restez bien tous à l'intérieur du syndicat* ». Il admet d'ailleurs que la probabilité de cette coalition est faible, c'est une sorte de vœu pieux... terme qu'il pourrait mal prendre ! [rires]...

**M. B. :** ... ou qu'il prêche pour sa chapelle ! [rires bis].

Propos recueillis en direct par Bernard Legros, mars 2024.

# « Démocratie représentative »

## Le berceau d'un oxymore

« J'ai toujours été pour une république libre, pas pour une démocratie, qui est un gouvernement arbitraire, tyrannique, sanglant, cruel et intolérable. »

**John Adams (premier vice-président et deuxième président américain)<sup>1</sup>.**

Partout on prononce son nom. Toutefois, comme nous allons le voir, le terme « démocratie » a historiquement été galvaudé, vidé de sa substance et finalement renversé par l'élite bourgeoise qui est à l'origine de la création du modèle représentatif par élections que nous connaissons, seul à même de garantir la survivance des intérêts économiques d'une classe à part.

« La force qui détient les cordons de la bourse doit absolument gouverner. »

**Hamilton Alexander (homme politique et financier américain du XVIII<sup>e</sup> siècle)**

De l'Antiquité aux Révolutions française et américaine, la démocratie avait pourtant toujours conservé la même signification : régime politique où le peuple gouverne sans autorité suprême qui le contraint<sup>2</sup>. Comme le mentionne l'historien David Van Reybrouck, élections et démocratie sont devenues synonymes au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors qu'initialement les deux concepts renvoient à deux notions différentes de la politique. Pour Bernard Manin<sup>3</sup>, spécialiste dans le domaine de l'histoire du gouvernement représentatif, les élections représentent une procédure aristocratique dans laquelle il s'agit d'élire les meilleurs – en réalité, les plus photogéniques – pour gouverner (*aristos* renvoie en effet au grec « les meilleurs », tandis que *kratos* signifie « commander »). Un autre chercheur ajoute son grain de sel : selon Yves Sintomer<sup>4</sup>, « les partis politiques ont fait émerger des structures bureaucratiques et autoritaires », c'est-à-dire « des appareils concentrant dans leur main l'essentiel du pouvoir au détriment de la base, en bref, tout autre chose que la promesse de démocratisations qu'ils semblaient incarner ». La démocratie représentative basée sur les élections serait-elle le plus mirifique tour de passe-passe réalisé par la bourgeoisie à l'égard de la société ? De toute évidence, oui...

« Le peuple est le pire gardien de sa liberté qu'il soit possible d'imaginer puisqu'il ne peut ni agir, ni juger, ni penser, ni vouloir. »

**John Adams**

Contrairement aux idées reçues, et comme le souligne le politologue Francis Dupuis-Déri dans son ouvrage, le Moyen-Âge n'était pas une ère aussi ténébreuse qu'on voudrait le croire. Les premières traces de démocratie en France émergent en effet durant cette période où fleurissent des milliers de villes et villages fonctionnant de façon autogestionnaire. Le roi, alors très éloigné du peuple, gérait surtout les taxations, les affaires liées à la guerre ainsi que l'administration de la justice. Les citoyens avaient donc tout le loisir de se réunir en assemblée une dizaine de fois par an afin de discuter des moissons, du partage des récoltes ou encore de l'embauche de l'instituteur.

« Ils (les élites) sont bien plus capables (que le peuple) de reconnaître l'intérêt général. »

**Emmanuel Sieyès (homme d'Église et personnage politique important lors de la Révolution française)**

Les autorités ne mettent que très peu leur nez dans les affaires relevant du domaine public jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, période durant laquelle les royaumes monarchiques<sup>5</sup> s'agrandissent et amorcent leurs transformations en États, c'est-à-dire en un régime politique qui développe plusieurs stratégies afin



d'accroître son pouvoir de taxation et d'imposition. La guerre, alors indispensable aux conquêtes territoriales, devient en effet très onéreuse en raison des développements techniques toujours plus sophistiqués. Les États modifieront en conséquence leur approche afin de maximiser les recettes budgétaires. Malgré la résistance des villageois, les assemblées seront interdites par le roi qui nommera des préfets à la tête de chaque communauté. Comme le confirme par ailleurs l'historien Olivier Christin dans son étude<sup>6</sup>, les réunions d'habitants tendent à disparaître dans les années 1500 sous l'effet de ce mécanisme de destitution de l'autonomie citoyenne.

« La représentation a été graduellement introduite en Europe par les monarches ; non pas avec l'intention de favoriser les droits des peuples, mais comme le meilleur moyen de lever de l'argent. »

**Samuel Williams (historien)**

Peu à peu, la démocratie est associée au désordre dans l'imaginaire des élites bourgeoises émergentes. Dictionnaires, livres d'histoire, même l'encyclopédie de Diderot propageront une vision péjorative de ce système politique perçu comme étant dangereux pour la survivance des grands États<sup>7</sup>. Cette élite, composée d'avocats, de juristes et de propriétaires terriens, dirigera les différents mouvements révolutionnaires du XVIII<sup>e</sup> siècle et finira par saper le pouvoir du roi et de l'aristocratie. Elle déclarera notamment sa volonté de servir les intérêts du peuple tout en soulignant l'inaptitude de celui-ci à se gouverner seul.

« La démocratie folle balaie tous les traits moraux de la personnalité humaine. »

**Henry Knox (premier Secrétaire à la guerre des États-Unis)**

Comme le démontre l'enquête magistrale de Dupuis-Déri, les créateurs de la démocratie représentative tels que James Madison aux États-Unis et Emmanuel Sieyès en France étaient farouchement et ouvertement antidémocrates. Madison par exemple, qui ne fut rien de moins que l'un des pères fondateurs de la constitution américaine et le 4<sup>ème</sup> président du pays, voyait dans la démocratie « un spectacle de troubles et de disputes promis à une mort aussi violente que sa vie a été brève ». Ces fines fleurs autoproclamées de la civilisation occidentale s'identifiaient fermement à la République et au système électoral qui lui était lié dans la mesure où celui-ci constituait une voie royale devant les mener au trône. Mais les « chefs patriotes » n'étaient pas des démons et désiraient sincèrement défendre les valeurs telles que la liberté, l'égalité et la justice. Néanmoins, leur vision étriquée et autocentrée contribua à protéger en premier lieu leur droit à la propriété privée face à l'esprit plus égalitaire des pauvres gens. Certains parmi eux défendront par ailleurs l'élargissement du droit de vote aux classes populaires. Tel est le cas de Nicolas de Condorcet, ancien député français et représentant des Lumières, pour qui accorder le droit de suffrage aux nécessiteux permettrait d'atténuer les désirs de ceux-ci d'user des manifestations de rue afin de faire valoir leurs revendications.

« Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. »

« S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. »

**Jean-Jacques Rousseau (philosophe français des Lumières)**

Pour David Van Reybrouck, les élites américaines avaient beaucoup trop à perdre à défendre une véritable démocratie, étant donné qu'elles jouissaient jusque-là de privilèges économiques considérables. Ce régime politique était en effet associé à la tyrannie des pauvres par les esprits « éclairés », et il n'en allait pas autrement de l'autre côté de l'Atlantique. Il y eut certes des révoltes populaires, mais celles-ci furent canalisées par la nouvelle élite bourgeoise dont le souhait était de préserver ses intérêts en évitant que les événements ne dégénèrent. Comme l'analyse le chercheur, les deux Révolutions ont eu pour effet de remplacer une aristocratie héréditaire (à savoir la monarchie) par une aristocratie librement choisie au travers de l'élection. En réalité, le mot « démocratie » n'était pas très apprécié à l'époque et il était surtout utilisé pour discréditer un adversaire.

« Je rivaliserai avec le plus démocrate en respect pour mes semblables [...], mais si le peuple veut se gouverner lui-même, il perd sa liberté [...] après avoir parcouru toutes les horreurs de l'anarchie la plus cruelle. »

**Jean-Joseph Mounier (avocat français qui joua un rôle important dans les premiers temps de la Révolution française)**

Comme Dupuis-Déri l'explique, les politiques renverseront plus tard la négativité du terme afin de consolider leur légitimité. C'est tout d'abord aux États-Unis que la magie opéra ; on y développa effectivement avec ferveur un « sens marketing à saveur électoraliste » voué à séduire les masses. Il s'agira dès lors d'institutionnaliser le suffrage semi-universel en élargissant le droit de vote aux chômeurs et aux ouvriers dans le but d'absorber la colère de ces derniers par les urnes. Comme l'explique Yves Sintomer, le mot « démocratie » suivra la suite le mouvement de l'Oncle Sam en France – ce ne sera malheureusement pas la dernière fois que les Yankees expatrieront leurs ingénieuses trouvailles sur le territoire européen – et deviendra peu à peu populaire dans l'imaginaire collectif, notamment par son utilisation de plus en plus fréquente dans les cercles socialistes désireux de se différencier des conservateurs d'un point de vue électoral. C'est ainsi que les chômeurs et les ouvriers seront graduellement assimilés par l'ordre bourgeois en échange de certaines garanties socio-économiques.

« Ceux qui tentent de convaincre le peuple des États-Unis qu'il vit déjà en démocratie, cette malédiction des républiques, ce volcan de licence, cette menace à la liberté, cette mère prolifique en factions, cruauté, injustice, sédition [...] et tyrannie [...] qui ne fait rien que la mal [...]. La constitution des États-Unis est bien loin d'être une démocratie [...] c'est une république. »

**Les troupes de Thomas Jefferson (3<sup>ème</sup> président américain) dans le Evening post du 2 août 1803**

Le sens du mot « démocratie » fut donc dégradé par la novlangue bourgeoise et technocratique ; d'un régime où le pouvoir est détenu « par le peuple, pour le peuple », il en est venu à désigner un appareil bureaucratique au travers duquel une poignée décide au nom de tous. La civilisation se détourne alors de l'autonomie radicale pour s'engager sur les piteuses

voies de l'hétéronomie<sup>8</sup>. Au mieux, la démocratie désigne de nos jours un régime respectueux des droits individuels de chacun sur le grand marché du Capital. Son sens n'est donc plus politique, mais strictement sociologique, dans la mesure où il dépeint un mode de vie toujours plus « égalitaire » – les expressions telles que « un prix démocratique » auraient pourtant dû mettre depuis longtemps la puce à l'oreille du plus grand nombre. Pis !, comme le souligne Bernard Manin, on assiste à l'émergence d'une « démocratie du public », c'est-à-dire à une « démocratie d'opinions marquée par la place centrale des médias dans la vie politique où pèse de plus en plus la mise en scène télévisuelle comme technique marketing ». C'est ainsi que des nullités aussi notoires que De Croo, Magnette ou Di Rupo ont le loisir de pavaner successivement sur le trône sans que rien ne change fondamentalement à la farce spectaculaire qui est devenue notre pain quotidien.

**« La France n'est point, ne peut pas être une démocratie et le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants. »**

**Emmanuel Sieyès**

Reprenant Hegel, le psychanalyste Jacques Lacan formula autrefois l'idée que le mot loupe toujours la chose qu'il tente d'exprimer. Ceci est encore plus évident en ce qui concerne la « démocratie ». Quant à Bernard Manin, il eut le génie de démontrer que le dispositif représentatif basé sur l'élection confère à ce modèle politique une dimension aristocratique dans la mesure où ce sont « les meilleurs » qui gouvernent la nation. Il est donc de bon ton d'insister : nous ne vivons pas en démocratie, mais dans une aristocratie élective. Néanmoins, comme nous l'écrivions dans les colonnes de *L'Escargot déchaîné* en janvier 2019, suite au soulèvement des Gilets jaunes : « Avec toute l'honnêteté que nous devons au lecteur, il nous apparaît qu'une démocratie en bonne et due forme n'endigera pas la démarche de la société de Jouissance. Si un tel régime politique n'était pas dûment réfléchi, il pourrait avoir pour effet de légitimer l'hyperconsommation encore plus qu'elle ne l'est actuellement, ce qui aurait des conséquences

catastrophiques. La misère économique existe dans une frange de la population, c'est un fait. Cela ne nous empêche pas de constater qu'en 30 ans les habitudes de consommation ont fortement évolué : il n'était pas question, par le passé, d'avoir une télévision dans chaque chambre de la maison. Il n'y avait ni tablettes, ni smartphones, ni factures pour les multiples abonnements liés à l'usage de ces appareils. Les ménages ne disposaient pas d'un écran plasma ni d'un lave-vaisselle et ne partaient pas en vacances tous les ans. Ici réside l'essentiel de nos propos : l'Idéal [...] n'était pas, dans les cultures qui nous ont précédés, réduit à l'accès au marché et à la Jouissance. Si cet Idéal trouve aujourd'hui son appui dans cet accès, c'est bien parce que les gens, qu'ils veulent bien l'entendre ou non, y conspirent, dans le sens qu'ils y aspirent ensemble [...]. Si le capitalisme ne trouvait pas dans les psychés humaines de quoi réaliser ses aspirations, il se serait effondré depuis longtemps. Il n'aurait d'ailleurs jamais vu le jour [...]. Il nous faut être logiques avec nous-même ; à partir du moment où l'on admet l'hypothèse que la société de consommation encourage la satisfaction immédiate du désir, nous devons, dans le même mouvement, envisager que cette société, pour assurer son bon fonctionnement, favorise la fabrication d'individus intolérants à la frustration. Or, étant donné que la reconnaissance du manque est une condition nécessaire à l'émergence de l'être pensant et qu'une démocratie digne de ce nom aura non moins nécessairement besoin d'individus qui pensent si elle ne veut pas sombrer dans l'abîme, il nous faut également admettre, avec beaucoup de peine, que l'avenir de nos civilisations est très mal engagé [...]. Aristote a dit autrefois qu'un citoyen était une personne qui doit être capable de gouverner et d'être gouvernée. Ceci induit qu'un tel individu doit nécessairement avoir appris à se gouverner lui-même et à canaliser ses appétences avant de revendiquer ce statut. C'est pourtant un tout autre type d'être qui arpente les rues marchandes et les parlements aujourd'hui. C'est dire que l'issue, pour peu qu'il y en ait une, au malaise civilisationnel de notre temps, passera inévitablement par un considérable changement de cap ».

Cinq années se sont écoulées depuis l'écriture de ces lignes, et ce n'est certainement pas la manière avec laquelle la plupart ont plébiscité des mesures telles que le passe sanitaire dans

le but de garantir les Jouissances qui fera évoluer notre pensée sur la question. Nous n'en considérons pas moins cette dernière comme éminemment complexe et insistons à minima sur l'impérieuse nécessité de retirer de nos faces les masques de l'imposture typiquement bourgeoise qui caractérise notre si « merveilleuse » époque. Ce n'est pas pour autant donc que nous sommes en accord avec ces propos :

**« L'exercice immédiat de la souveraineté par le peuple, c'est-à-dire la démocratie, représente tout ce qu'il y a dans la nature de plus odieux, de plus subversif, de plus nuisible au peuple lui-même. »**

**Antoine Pierre Joseph Marie Barnave (homme politique et patriote révolutionnaire influent en France)**

Disons plutôt que nous pensons la bête trop profondément blessée par le processus de réification déployé par le capitalisme pour se redresser dans l'immédiat. Peut-être serait-il néanmoins intéressant qu'elle s'engage d'ores et déjà à relever la tête, à commencer du lieu prototypique de l'aliénation postmoderne que représente le monde des écrans, ceux-ci ne faisant par ailleurs que refléter une pâle image du beau dans laquelle les masses se noient.

Mais en a-t-elle encore sinon la force, seulement le désir ?

**Kenny Cadinu**

1. Les citations reprises dans cet article sont toutes issues de l'excellent travail de recherche de Francis Dupuis-Déry, *Démocratie : histoire politique d'un mot*.
2. Voir l'ouvrage de l'historien de la culture David Van Reybrouck, *Contre les élections*.
3. Voir son ouvrage, *Principes du gouvernement représentatif*.
4. Voir l'ouvrage du politologue : *Petite histoire de l'expérimentation démocratique*.
5. Étymologiquement, la monarchie renvoie au grec *mono* (seul) et *arché* (pouvoir).
6. Voir son ouvrage *Vox populi : une histoire du vote avant le suffrage universel*.
7. Voir Francis Dupuis-Déry.
8. Voir l'œuvre de Cornelius Castoriadis.

## Le problème

Il existe un problème caché depuis au moins le début de la démocratie parlementaire au sujet des élections et de la démocratie, c'est le fait que l'on vote pour des gens alors que l'on devrait voter pour des décisions. Cette contradiction n'est quasiment plus évoquée à notre époque. Pourtant, le fait que le peuple ne puisse pas prendre part à la création de ses normes et valeurs – directement – devrait nous inquiéter. Or, c'est l'inverse, la plupart des gens s'en foutent au point que la chose reste un non-dit. Si vous avez le malheur d'en parler, aussitôt vous ferez face à un déni, les regards se détournant de vous, ou bien à un sourire, ou encore dans le pire des cas le mot « utopie » va résonner. Mais gentiment, car fondamentalement les gens s'en moquent, ils ne sont donc pas agressifs sur ce thème qui les fait plutôt rigoler... Mais pourquoi ce masque et pourquoi les gens s'en moquent-ils ?

On peut évoquer la quantité phénoménale de bétail humain, l'anomie, la séparation, le repli sur soi, le poids de la société technicienne, mais surtout le fait que la gestion de la cité soit devenue un job comme un autre, une spécialité en concurrence avec d'autres, devrais-je dire, font qu'on ne veut surtout pas perdre son temps à discuter de l'essentiel, chose qui se ferait au détriment du superflu ! « Superflu », certes, mais essentiel dans un système croissant pour assurer la survie. Autrement dit, pour avoir le temps et surtout pour réduire le nombre de problèmes à discuter, il faudrait faire disparaître la concurrence : les boulots de merde (*bullshit jobs*), tous les métiers liés à la destruction de la société et de la biosphère, remettent en cause le système technicien et l'économie, bref la plupart des emplois qui expliquent pourquoi la gestion de la cité est devenue complexe au point que l'on doive la remettre dans les mains de spécialistes. Ce faisant, on supprimerait aussi la spécialité de politicien.

Mais en attendant, revenons au devenir de la « démocratie » en France. À l'origine, dans sa version parlementaire, il s'agit d'un système où le peuple est souverain, souveraineté réduite au fait que le peuple élit ses représentants au suffrage universel. Or, nous venons de voir que, justement, le fait que le peuple se contente d'élire des spécialistes au lieu de produire ses lois était problématique. Dans la culture démocratique actuelle, il semblerait néanmoins que cette fiction satisfasse la majorité de la population. Pourtant le nombre de gens insatisfaits ne cesse de croître, puisqu'ils s'abstiennent de plus en plus. 28% des électeurs se sont abstenus au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022 en France. Un taux inégalé depuis 50 ans. Mais pourquoi s'abstiennent-ils ? Est-ce parce qu'ils sont mécontents de l'offre de spécialistes ou bien parce qu'ils seraient devenus désireux de produire eux-mêmes leurs normes et valeurs ? Eh bien, en fait, pour les deux. Pour les jeunes et les moins jeunes aujourd'hui, voter serait se faire confisquer sa voix. Le fait de manifester, de militer dans des associations, leur donnerait l'impression d'être beaucoup plus en capacité d'agir sur la société qu'à travers un vote. C'est du moins ce que disent les analystes, mais dans les faits, nulle remise en question de notre Constitution, nous assistons juste au début d'un divorce de plus en plus grand entre les électeurs et les élus.

En France, les changements constitutionnels ont toujours eu lieu suite à des conflits. Le dernier changement de Constitution a eu lieu en 1958. L'enjeu était de sortir du colonialisme et surtout d'abandonner le « boulet » algérien. Le général de Gaulle a expliqué que l'absence de centralisme dans les décisions politiques était la cause des tergiversations et des difficultés rencontrées en Algérie, et de manière générale, de l'inefficacité des politiques. En fait, la conséquence du coup d'État de Mai 1958 fut bien d'adapter un système politique à

un système technicien qui était en train d'être mis en place depuis la Seconde Guerre mondiale, au moins. Le résultat fut redoutable : à partir de 1962, les « Trente glorieuses » ont bouleversé la culture française dans ses moindres tréfonds, assuré la victoire totale du nucléaire et de la technologie. De la même façon que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen annonçait clairement ce qui s'était déjà passé dans d'autres pays, la Constitution de la V<sup>ème</sup> République devenait l'expression la plus claire de la victoire de la croissance et de la recherche de la puissance. L'arche principale de cette Constitution étant l'élection présidentielle au suffrage universel, le fait que de plus en plus d'électeurs s'abstiennent et le « pire », dans des conditions de « fort clivage » (un candidat de la « démocratie » contre une candidate du « fascisme ») indiquent que quelque chose de nouveau est en cours. La remise en cause qu'il s'agisse d'un « fort clivage » (on a pu constater quel Macron au niveau répressif valait largement n'importe quel dictateur) et sans doute aussi l'apparition d'une critique du mythe de la croissance (défendue par tous les candidats) laissent augurer une évolution intéressante. Les gens s'en foutent de la démocratie directe, avons-nous écrit, mais à partir de quel pourcentage d'abstention accepteront-ils de s'en soucier ? 40% ? 50% ? Et si la démocratie directe pouvait être le thème du futur changement constitutionnel ? En sommes-nous réduits à imaginer le type de conflit qui nous permettra de mettre à bas la Constitution croissantiste et autoritaire ?

**Jean-Luc Pasquinet**

1. Technologie : discours qui prétend qu'il n'y a que des solutions techniques aux problèmes rencontrés ou générés par la technique et surtout pas politiques ni culturelles.

# Tête de...

Illustration : Philippe Debongnie

*Alors que nombreux se demandent pour qui voter aux élections de juin 2024 en Belgique, il n'est pas inutile de se remémorer ce qu'a fait, ou n'a pas fait, le gouvernement fédéral. À ce titre, le bilan de la Vivaldi et de ses têtes de liste, les mêmes issus des mêmes partis, pour 2024, doit être réalisé. Pendant la crise, tous ont refusé le débat, après la crise, aussi. A vous d'en tirer les conclusions.*



Voici venu le temps des élections. Une grande année pour ceux qui s'intéressent aux suffrages, puisque cette année des élections ont lieu à toutes les échelles : communale, régionale, fédérale, européenne et même internationale (Russie, États-Unis, Inde, Iran, pour une liste exhaustive, les lecteurs peuvent consulter l'article « Infographie. Quels pays votent en 2024 et quand votent-ils ? » publié par *Courrier International* <sup>1</sup>. Lors des dernières élections législatives belges en 2019, le grand gagnant était l'abstention avec 17% de la population qui n'a pas voté (ou a voté blanc ou nul) <sup>2</sup>. Les prédictions pour les élections de 2024 sont similaires <sup>3</sup> (notons que les votes blancs ou nuls ne vont pas à la majorité <sup>4</sup>, contrairement à la rumeur très répandue qui circule). Alors, pour qui voter – telle est la question ? Ou plutôt, *to vote or not to vote – that is the question*. Comme aide à la décision, un bilan de la période de 2019 à 2024 peut être tiré. Certains me traiteront de rabat-joie qui chante toujours la même chanson (et à juste titre), mais la période de la gestion de la crise sanitaire/sociétale par le gouvernement « Vivaldi », ou plutôt « Vive Aldi ! », (composé d'Open VLD, MR, CD&V, Groen, Écolo, Vooruit, PS) doit être prise en compte, d'autant plus quand il s'agit des mêmes têtes de... liste qui ont l'audace de se représenter aux élections. Effectivement, on peut retrouver parmi ces derniers Sophie Wilmès (MR), Maxime Prévot et Yves Coppieters (les Engagés), Paul Magnette et Caroline Désir (PS), François De Smet (DéFi) et Georges Gilkinet (Écolo). Revenons sur les quelques positions qu'ils ont prises lors de la crise sanitaire.

Au-delà de l'impact néfaste direct sur la santé des nombreuses mesures sanitaires inutiles, les répercussions des décisions de la lutte contre le SARS-CoV-2 prises pendant la période d'épidémie couvrent une variété de domaines (soins de santé physique et mentale, économique, juridique, social et sociétal...) et s'étendent à long terme. En d'autres termes, nous n'avons pas encore cessé d'en payer la facture. Alors, où en sommes-nous aujourd'hui au niveau des soins de santé ? Dans le rouge, apparemment (selon une étude menée par Belfius <sup>5</sup> et relayée notamment par la RTBF <sup>6</sup>). La situation était cependant déjà tendue avant 2020, notamment lorsque Sophie Wilmès était ministre du Budget <sup>7</sup>. La façon dont le personnel de soins santé a été traité lors de la crise a été tout simplement scandaleuse : surcharge de travail et applaudissements au début,

et les plus stricts dans l'imposition du port du masque généralisé : il explique dans un vidéo sur les réseaux sociaux <sup>9</sup> pourquoi le masque est efficace contre la transmission et constitue le seul moyen d'éviter une deuxième vague. Il explique aussi à propos du *Covid Safe Ticket* (CST) qu'« il aurait été plus simple d'avoir comme en France et en Italie une décision uniforme que personne ne discute » <sup>10</sup>. Il s'est également montré favorable à la vaccination obligatoire en cas de situation « plus tenable » <sup>11</sup> (notons toutefois que ce n'est pas uniquement au sein du PS que l'on a trouvé des élus favorables à la vaccination obligatoire : le CDH – dont Maxime Prévot –, Vooruit et le CD&V y ont également été favorables <sup>12</sup>). Toujours au PS, Caroline Désir, ministre de l'Éducation, qui n'était pourtant pas initialement pour l'imposition du port du masque dans les écoles, a fini par se plier aux exigences de Frank Vandembroucke concernant l'obligation du port masque dès l'âge de 6 ans. En effet, elle a décidé d'exécuter « loyalement » les mesures de Vandembroucke <sup>13</sup>. Elle n'a pas non plus oublié de « convaincre les élèves bruxellois de se faire vacciner, un «devoir» de rentrée » <sup>14</sup>. Toujours chez les rouges, le PTB a eu le bon sens d'être contre la vaccination obligatoire... mais par contre pas en défaveur de la vaccination généralisée : le PTB a critiqué le manque de rapidité et d'efficacité du gouvernement à mettre en place des mesures sanitaires comme le port du masque, les tests PCR et les campagnes de vaccination <sup>15</sup>. Si le PTB a exprimé sa position défavorable envers l'application du CST, ce n'est pas le cas de DéFi, dont François De Smet, qui se présente aux élections et qui a déclaré « que la Belgique aurait dû s'inspirer d'Emmanuel Macron » <sup>16</sup>.

En ce qui concerne les écolos, ils ont été absents du débat : lorsqu'il s'est agi de manifester contre les mesures, il n'y a pas eu un chat et quand il a fallu prendre position publiquement sur différentes mesures sanitaires, c'est au chat qu'ils donnèrent leur langue (tant et si bien que certains ont quitté le parti faute de prendre position sur le pass sanitaire <sup>17</sup>). Un seul député écolo a donné temporairement espoir au village wallon dans lequel j'habite en acceptant une invitation à une rencontre citoyenne pour écouter les villageois exprimer leur profond désarroi à propos du CST et des masques chez les enfants. Deux semaines plus tard, lors d'une manifestation contre l'adoption de la loi pandémie devant le parlement wallon, ce même député se trouvait parmi les manifestants... à

puis suspension et diffamation de ceux qui ont refusé le vaccin contre le covid. À aucun moment de la crise il n'a été question de débattre pour augmenter les budgets du secteur des soins de santé... Celui-ci était fragile avant, pendant et après la crise. Aujourd'hui, les hôpitaux belges risquent la faillite <sup>8</sup>.

Pendant la pandémie, quels partis se sont opposés aux confinements ? Quels politiciens ont débattu sur l'efficacité de cette mesure en tenant compte des répercussions psychologiques, économiques et sociales qu'elle engendrerait ? Qui, parmi eux, ont osé dénoncer l'absurdité de l'application des distanciations sociales (comme par exemple l'interdiction de s'asseoir sur les bancs à l'extérieur) ? Et où étaient les élus qui se sont posé la question de l'efficacité du masque ? Au sein du PS, Paul Magnette a figuré parmi les premiers

essayer de les convaincre que la loi pandémie était une bonne chose que les manifestants ne comprenaient tout simplement pas... Il suivait sans doute la feuille de route du vice-Premier ministre Georges Gilkinet qui avait voté en faveur de cette loi <sup>18</sup>. Notons que pour une fois Elio Di Rupo ne se présente pas aux élections... Dommage, son commentaire sur les non-vaccinés mérite de rester dans les annales : « Mourir libre, c'est mourir – quand même – » <sup>19</sup>.

Aucun de ces partis n'a lancé de débats au début, pendant ou après la crise. Aucun n'a lancé d'investigation (publique) sur le bilan des décisions prises sur les mesures sanitaires. Aucun *mea culpa*. Aucune remise en question. Aucune tentative de réconciliation après tant de fautes (volontaires ou involontaires), de mépris et d'insultes. Alors que la crise a constitué le seul et unique sujet de discussion jour après jour pendant quelques années, il a disparu du jour au lendemain sans même une déclaration d'une fin de pandémie. Il pourrait m'être reproché de juger trop sévèrement un gouvernement qui a dû faire face à une crise sans précédent. À cela, je répondrais en citant Martin Luther King : « La véritable grandeur d'un homme ne se mesure pas à des moments où il est à son aise, mais lorsqu'il traverse une période de controverses et de défis ». Au prochain qui m'interpellera avec cette phrase : « Si tu ne votes pas, tu n'as pas le droit de te plaindre », je répondrai : « Et toi ? Considères-tu que tu as le droit de te plaindre uniquement de ton candidat, ou également de ceux pour qui tu n'as pas voté ? Les deux ? Moi je me plains uniquement de ceux pour qui je n'ai pas voté ». Le biologiste le plus réputé de notre temps, Richard Dawkins, déclara à propos de son athéisme : « Nous sommes tous athées à l'égard de la plupart des dieux auxquels l'humanité a cru. Certains d'entre nous vont simplement UN dieu plus loin ». Cette phrase est également extrapolable au rapport qu'a l'anarchiste vis-à-vis des partis politiques. Bon vote !

## Kaarle Parikka

1. Infographie. Quels pays votent en 2024 et quand votent-ils ?, in *Courrier International*, 10 février 2024.
2. Abstention électorale record : comment la réduire ? Une étude ULB/VUB propose des solutions, RTBF, 3 décembre 2021, et Les enseignements de l'abstention électorale en Belgique, in *Daily Science*, 6 avril 2022.
3. Élections en 2024 : à quels niveaux d'abstention faut-il s'attendre ?, in *Télé-Moustique*, 1<sup>er</sup> octobre 2023.
4. Les votes blancs vont-ils à la majorité ?, Service Public Fédéral Intérieur (Belgique)
5. Analyse MAHA 2023, Chiffres 2022 et premières estimations 2023, Belfius, 14 novembre 2023.
6. Les hôpitaux belges en mauvaise santé financière : pourquoi un établissement sur deux a perdu de l'argent en 2022, RTBF, 16 janvier 2024.
7. Pour Sophie Wilmès, le budget est bouclé à 95%, RTL info, 11 octobre 2016.
8. Idem 7.
9. Port du masque obligatoire : Charleroi va plus loin, Paul Magnette sur son compte Facebook, 27 juillet 2020.
10. Paul Magnette : « Ce sont les patrons qui créent en grande partie les pénuries d'emploi », in *Les Échos*, 25 septembre 2021.
11. Paul Magnette favorable à la vaccination obligatoire pour tous si « ce n'est plus tenable », LN24, 24 août 2021.
12. Obligation vaccinale : même au sein de la majorité, les partis sont divisés, in *Le Soir*, 25 janvier 2022.
13. Port du masque obligatoire dès 6 ans à l'école : le message de Caroline Désir aux enfants, RTL info, 3 décembre 2021.
14. Coronavirus : convaincre les élèves bruxellois de se faire vacciner, le «devoir» de rentrée de Caroline Désir, RTBF, 30 août 2021.
15. Après les masques et les tests, le gouvernement encore en retard, Site internet du PTB, 8 janvier 2021.
16. François De Smet : « la Flandre finira par appliquer le Covid Safe Ticket », in *Télé-Moustique*, 22 octobre 2021.
17. Luc Schoukens quitte Écolo pour protester contre le Covid Safe Ticket : « Je ne peux cautionner cette mesure », in *L'Avenir*, 18 novembre 2021.
18. « Il faut qu'on parle », DH Radio - Maxime Binet reçoit le vice-Premier ministre Écolo et Ministre de la mobilité, 18 avril 2021.
19. L'épidémie repart, Elio Di Rupo se fâche et insiste sur la nécessité de se faire vacciner : « Mourir libre, c'est mourir », RTL, 21 octobre 2021.

→ Suite de la page 2

de délivrer – ou encore plus simplement : s'exprimer avec sincérité et franchise. Parler sans pudeur et sans peur. On peut donc traduire par : "franc-parler", "dire vrai", "courage de la vérité", "liberté de parole"<sup>4</sup>. Ceci peut donner l'impression « d'une notion recouvrant avant tout une caractérisation psychologique », alors qu'il revêt au fond « une valeur politique centrale permettant de réévaluer le rapport entre démocratie et vérité, une valeur éthique décisive pour problématiser la relation entre le sujet et la vérité, une valeur philosophique pour dessiner une généalogie de l'attitude critique ».

C'est une condition indispensable pour sortir de notre condition d'esclave, contrastant avec cette obéissance conformiste majoritairement répandue : « Le franc-parler démocratique se distingue donc du parler craintif et soumis de l'esclave, il ose introduire le risque de l'inégalité et de la rupture des unanimités passive. Il se distingue encore de deux autres régimes de parole. Il s'oppose d'abord au discours des flatteurs. Le parrésiasite (...) est celui qui, à l'inverse des démagogues ne cherchant à faire entendre au peuple que les opinions que ce dernier prend plaisir à écouter, prend sur lui de proclamer des vérités désagréables à entendre, faisant dissensus et entraînant le risque d'une réaction populaire hostile ». On retrouve ici le principe premier de George Orwell, qui écrivait « La véritable liberté d'expression, c'est de dire aux autres ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ». Non pas pour un plaisir vicieux de déplaire, mais parce que la vérité, la plupart du temps, ça déplaît ! « La parrésia dit vrai, elle est donc le droit de dire vrai, en face de celui qui est fou, de celui qui ne détient pas la vérité. Et [quelle] plus grande douleur que se trouver dans une situation d'esclave, soumis à la folie des autres, alors que l'on pourrait dire la vérité et que l'on ne peut pas »<sup>5</sup>.

Le sujet qui a le courage de dire vrai devant les autres doit s'attendre à être exposé publiquement et lynché médiatiquement, d'autant plus s'il avait déjà une certaine notoriété publique. Comme l'écrivait Guy Debord : « Là où personne n'a plus que la renommée qui lui a été attribuée comme une faveur par la bienveillance d'une Cour spectaculaire, la disgrâce peut suivre instantanément. Une notoriété anti-spectaculaire est devenue quelque chose d'extrêmement rare [...] Être connu en dehors des relations spectaculaires, cela équivaut déjà à être connu comme ennemi de la société<sup>6</sup> ». Sans cette anticipation, il risque de vivre très difficilement la destruction subjective dont il sera l'objet, un peu comme un boxeur qui enfilerait ses gants mais oublierait le casque, ingénieusement confiant que la vérité sera acceptée par des sujets qui « tout de même, ne peuvent l'ignorer ».

La parrhésia authentique doit toutefois se distinguer d'un mode de « tout dire déréglé, altéré, dénoncé par Platon dans le livre VIII de sa République, et qui serait finalement le droit reconnu à tous de dire tout et n'importe quoi, qu'on fait valoir comme preuve du bon fonctionnement démocratique »<sup>7</sup>. Cela nous rappelle *Nuit debout*, ou les sempiternels commentaires sur les réseaux sociaux.

On retrouve dans le concept de parrhésia, aussi l'idée de changement social : « La parrhésia est une parole de vérité certes, mais sa fonction principale est de faire bouger les lignes de force des existences plutôt que de nourrir l'écriture de traités »<sup>8</sup>. Nous touchons ici à la question de la pensée libre, de penser par soi-même, en se nourrissant de l'apport des autres, évidemment, car le langage et la pensée nous viennent toujours des autres. La parole parrhésiasique est définie par « le tissage de nœud serré entre vérité, liberté, courage et subjectivité<sup>9</sup> ».

## FAIRE SEMBLANT DE FAIRE UN DÉBAT... DÉJÀ ANNULÉ

Des représentants du comité Free Assange Belgique devaient, sur ma proposition, m'accompagner pour le débat. Leurs réactions à l'interdiction que je sois présent, fut digne :

« Je suis choquée de cette exclusion qui n'a aucun sens, encore moins dans un débat sur la liberté d'expression ! Si Alexandre ne peut pas y aller, je ne comprends pas comment nous pourrions tenir un débat serein ? Je ne comprends pas non plus comment la Ligue des droits humains peut cautionner cette exclusion. Ces personnes ont-elles lu ce qui a été écrit dans Kairos à propos d'Assange ? Ont-elles écouté les émissions sur Assange ? C'est bien de cela que l'on aurait dû parler, d'Assange, de WikiLeaks, de la nécessité de pouvoir continuer à dénoncer les crimes de guerre. C'est bien de cela que l'on aurait dû parler, de la façon dont les États-Unis veulent détourner le projecteur braqué sur eux par Assange vers Assange lui-même pour qu'on oublie leurs crimes. Le débat ne peut pas avoir lieu. C'est désolant ».

Un autre orateur attendu pour le débat réagira :

« Bonjour, est-ce que ces braves gens te donnent une raison pour ce Berufsverbot ? Comme ça au moins on pourrait réagir. Personnellement je trouve qu'on ne peut pas participer à un débat sur le journaliste Assange en excluant un autre journaliste du débat ».

Après leur excommunication silencieuse, les *libres esprits* du centre culturel de Perwez auraient voulu que des représentants du comité Free Assange Belgique soient tout de même présents et participent au débat, ce que ces derniers ont refusé<sup>10</sup> :

« Bonjour, Je prévoyais un peu cette «solution». Une solution sans doute de compromis pour que le ciné-club de Perwez puisse continuer. Elle n'est cependant pas bonne ! D'abord l'interdiction de la venue d'Alexandre Penasse pour le débat reste inadmissible. Interdire la venue d'un journaliste pour un débat sur la liberté de la presse et les enjeux qu'elle représente en démocratie, c'est la réponse par la censure à cette question importante de la liberté d'informer et d'être informé. Elle en dit long sur ce que pensent les partenaires de l'organisateur. Deuxièmement c'est priver le public du débat annoncé et qui j'en suis certaine aurait été nécessaire. Le film est très bon mais pour des personnes non informées, il est nécessaire de le remettre dans le contexte et surtout une mise au point sur la situation actuelle aurait été importante. Le film s'arrête en 2021. (...) Troisièmement, le Comité ne sera pas présent. Il est cependant dommage que si des personnes sont intéressées, elles ne puissent pas entrer en contact avec nous. Je proposerais donc une table près de l'entrée avec des tracts qui donnent les contacts, des autocollants, une liste de livres pour approfondir le sujet et... pourquoi pas quelques journaux Kairos contenant des articles sur Assange. Il n'y a pas tant de journaux qui traitent de l'affaire Assange et de ses enjeux. Tout cela est regrettable. Je continue de penser que les foyers culturels sont importants et que le public reste le plus important. Éducation populaire ? Oui éducation populaire, nous continuerons à essayer d'y apporter notre part.

Merci à ceux qui essayent aussi ».

N'est-ce pas ce qu'ils font en permanence : créer de faux débats ; censurer ; ne pas évoquer les opinions qui n'entrent pas dans leur case ; minimiser l'ampleur de l'opposition ; ostraciser celui qui pense autrement ? Les médias aux ordres adorent les *scoops*, les « investigations exclusives » : Pandora Papers, Panama Papers, Cambridge Analytica... les révélations explosives, faisant penser que ce sont des acci-

dents, refusant donc d'en voir l'origine dans l'indépendance structurelle de nos sociétés. Ce n'est donc pas un paradoxe si la caste médiatico-politique laisse crever dans une prison le journaliste qui a contribué à lever le secret sur les pratiques nauséabondes des gouvernements alors qu'il a permis que s'écrivent leurs articles édulcorés. Julian Assange. Leur silence est ignoble et, parfois, même s'ils en parlent, c'est pour mieux faire de l'homme une icône leur permettant d'occulter cette omniprésence idéologique où leur censure réflexe se vit comme liberté. Julian comme nouveau symbole de l'*omerta*. C'est un comble.

débat, nom masculin débattre, verbe

### Définitions de **débat**, nom masculin

- ◆ Action de débattre une question, de la discuter entre personnes d'avis différents.
- ◆ Combat, conflit intérieur.
- ◆ **Débats** : discussion d'un problème au sein d'assemblées politiques.

Pour conclure, je soulèverais quelques points qui me semblent aujourd'hui fondamentaux :

- Les gouvernements veulent, via leur service de propagande, instaurer la terreur dans les esprits, terreur dont le premier objectif est d'empêcher que s'exprime publiquement un narratif s'opposant à celui qu'ils propagent. Si certains discours subversifs se propagent toutefois – comme celui de *Kairos* –, ils usent des armes traditionnelles : censure, ostracisme, mesures de rétorsion économique.

- Les élus politiques craignent plus que tout la véritable démocratie. De ce fait découle qu'ils doivent continuellement et conjointement faire deux choses : feindre sans cesse que nous sommes dans une véritable démocratie et cacher tout ce qui prouve le contraire.

- La situation nécessite de créer de fausses dissidences afin de générer l'illusion d'une possible et démocratique opposition. Dans cette configuration, de faux révoltés apparaissent, qui ne s'attaquent pas en profondeur au système, mais illusionnent le sujet d'un changement possible, sous l'angle réformiste, prenant forme dans une grande union des contraires.

- Les gens n'ont que très peu d'incidence sur les choix importants de société. On peut penser que des individus informés qui devraient en toute connaissance de cause prendre une décision sur le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine, les salaires du personnel politique, la généralisation de la voiture électrique, les paradis fiscaux, les grands projets immobiliers, le référendum... iraient dans un tout autre sens que celui des gouvernements.

Soyez assurés que la caste médiatico-politique fera tout pour empêcher de sains débats et une participation démocratique dans la gestion de la cité.

Tirons-en les conclusions nécessaires.

**Alexandre Penasse**

4. Michel Foucault, *Discours et vérité*, précédé de *La parrésia*, Éditions Vrin, pp. 11-12. Les citations sont également extraites de la préface de Frédéric Gros.  
5. *Ibid.* p. 28. .  
6. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Gallimard, 1992, p. 33.  
7. Michel Foucault, *Discours et vérité*, p. 13.  
8. *Ibid.* p. 16.  
9. *Ibid.* p. 17.  
10. Je les en remercie vivement, car ils ont tout à fait saisi comme l'interdiction que je vienne constituait une aporie, contraire au thème de la soirée et plus généralement au combat de Julian Assange.

# Le courr(oux)ier d'Anne Hotiaux

Anne Hotiaux est un.e lecteurice, réel.le ou virtuel.le, dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, ael est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatiques de la tolérance, nous nous ferons chaque fois un plaisir de la relayer.

Lettre ouverte à ces petits paumés  
de lecteurs de *Kairos*

Comme annoncé, je vais cette fois partir des événements qui ont fait sortir de l'ombre votre sinistre Penasse : le désastre dévastateur qu'a été le covid-19. Désastre que ce « journaliste » a honteusement instrumentalisé, en contredisant systématiquement le consensus scientifique et politique, rien que pour attirer l'attention. Et en allant même jusqu'à violer la *privacy* des experts sélectionnés par les plus hautes instances du pays, en posant une question complètement déplacée sur leurs liens avec l'industrie. Alors qu'on sait très bien que, en période de pandémie apocalyptique, il faut coopérer avec tout le monde, y compris avec l'industrie et ses grands moyens, question de survie.

Penasse et sa bande ont agi par machiavélisme, mais j'ose espérer que certains de leurs paumés.es de lecteurs.rices les ont suivis par naïveté plutôt, eux et leurs « experts ». Ceux/celles-là doivent donc se demander pourquoi iels se sont laissé influencer. Et surtout, comment on peut se protéger de telles influences.

Le meilleur moyen, c'est la méthode des antifas nouvelle génération. Comme par exemple le grand Manuel Abramovicz, ou les militants de Front antifasciste Liège 2.0. (En fait, les grands médias font comme eux, mais ces activistes vont plus loin encore). C'est justement cette méthode qui manque cruellement à *Kairos* et à son lectorat. Et c'est ce manque qui les fait tomber dans toutes sortes de confusionnismes, ambiguïtés et autres foirages !

Je pense avant tout à la remarquable capacité de ces néo-antifas à identifier clairement, à catégoriser sans aucune ambivalence ; et à leur habileté à le faire très vite, sans détour, sans réflexion inutile. Et même, le plus souvent, sans penser. Car c'est ça, leur secret. Grâce à leur entraînement intensif, ils agissent comme des justiciers. cières, qui jugent et frappent plus vite que leur ombre ! Qui dégainent non pas leurs colts, mais leurs machines à étiqueter, et qui collent leurs gros autocollants fluos en pleine gueule de l'adversaire, avant même qu'il ait pu l'ouvrir et commencer à sortir ses fake news !! Et c'est bien ça qu'il faut faire : repérer d'un seul coup d'œil les complotistes, anti-vax, covido-sceptiques et autres réactionnaires ! Puis, les dénoncer, les estampiller immédiatement !

Comment les repérer, au juste ? Sur base, tout simplement, de liens objectifs : présence dans une manif où se trouve aussi l'extrême-droite ; critique des vaccins ; interview d'un conspirationniste ; mise en cause de l'EVRAS ; participation à un débat avec un réactionnaire ; etc. Le tout est de ne surtout pas commencer à s'interroger sur ce qui pourrait être ou non derrière ces liens objectifs ; car ça, c'est déjà ouvrir la porte à toutes les confusions !

Comme les justiciers.cières qui, si rompu.e.s à leur art, font un avec leurs colts, il faut fusionner avec nos machines à étiqueter ! Devenir, comme les néo-antifas, des machines à étiqueter vivantes !!

NB : Certains disent que, cette fois, pour lui faire écrire encore plus de conneries, Anne Hotiaux a été métempsychosé.e par un rédacteur de *Kairos* (qui répond au pseudonyme de Bill Van Den Brol). Mais c'est pas sûr.

# Détournement de la science

Vous les avez probablement vus ces clips publicitaires promouvant le dentifrice X ou Y. On y voit un homme tout de blanc habillé dans un décor de laboratoire. Il pontifie doctement en affirmant que la science a démontré que le dentifrice qui est vanté a des propriétés prouvées scientifiquement et uniques qui font que vous devez absolument l'acheter. Dans une époque où la science et la technique sont une espèce de religion que la société impose sans cesse, le stratagème techno-scientifique est largement utilisé pour faire vendre. Un exemple est la géo-ingénierie qui prétend lutter contre le dérèglement climatique en mettant en œuvre les techniques les plus fantaisistes ou mégalomanes les unes que les autres. Évidemment, face au constat de plus en plus évident que la sobriété et la décroissance sont les moyens les plus efficaces pour réparer ce que les excès de la science ont fait apparaître, le bon côté de cette supercherie est que le climato-scepticisme est abandonné et que les publicitaires utilisent les promesses fallacieuses de la science pour faire sortir leur produit du lot.

## LE SUMMUM PAR GUERLAIN

Aujourd'hui, c'est une firme de produits cosmétiques qui dépasse les normes d'une utilisation correcte de la science. La firme prétend que sa crème nommée Orchidée Impériale Gold Nobile (quatre mots connotés positivement, c'est joliment joué) est « une nouvelle voie de réjuvenation cosmétique pour la peau née de la science quantique. Si, si, ils ont osé préférer une affirmation que tout scientifique considèrera comme absolument farfelue. La science quantique s'occupe en effet de l'infiniment petit et décrit dans un langage mathématique très complexe comment fonctionne un atome comme l'hydrogène au niveau subatomique. Nous n'allons pas vous imposer un cours de mécanique quantique, il suffit de savoir que cette science n'a absolument rien à voir avec une quelconque crème rajeunissante. Devant le tollé des scientifiques, on verra que la marque a dû faire marche arrière. Finie la crème née de la science quantique. Une telle fausse promesse scientifique est confirmée par le prix du produit : 650 euros pour un pot de 50 ml. Sans doute le record en matière de surcoût pour une crème rajeunissante.

Un tel prix surfait devrait, pensez-vous, détourner les potentiels acheteurs. Détrompez-vous : il est, paraît-il, de riches dames qui pensent qu'un montant aussi astronomique est la preuve de l'efficacité de la crème miraculeuse. Plus c'est cher plus cela doit être super efficace ; Guerlain continue sa publicité bien rodée : « Grâce aux pouvoirs concentrés d'une orchidée prodigieuse, l'orchidée Gold Nobile, la technologie Gold Quantum™ aide à restaurer la lumière quantique d'une cellule jeune à l'échelle de l'infiniment petit pour accélérer la réjuvenation de l'utilisatrice sur laquelle on verra une amélioration visible de la peau. ». Mais cela devenait vraiment exagéré et quelques scientifiques ont moqué la publicité trompeuse. De nombreux internautes ont repris cette information et on a assisté à ce qu'on appelle un *bad buzz* : les commentaires négatifs se sont largement multipliés sur les réseaux sociaux. Guerlain a donc annoncé que « la société a pris acte des interrogations ou risques de confusion autour de l'utilisation du terme quantique. » La société a annoncé qu'elle allait modifier son message.

Manifestement certains vont trop loin et la multiplicité des affirmations mensongères font douter de toutes les annonces publicitaires. Et pourtant Harry G. Frankfurt constate dans son livre *L'art de dire des conneries* que « le respect de la vérité et le souci de la vérité font partie des fondements de la civilisation ». Pour ce qui est de dire des conneries, Guerlain a fait fort.

## FIN DU GREENWASHING ?

Excellente nouvelle : le *greenwashing* pourrait être interdit car le Parlement européen a voté une directive sur les allégations écologiques. Celles-ci devront être prouvées et les entreprises devront être « fiables, justes et compréhensibles » lorsqu'elles prétendent qu'un produit a des qualités environnementalement excellentes. Des mentions très répandues comme « vert », « neutre en CO<sub>2</sub> » ou « naturel » ne pourront plus figurer sur les emballages sauf si le producteur qui les met sur le marché peut démontrer que son produit a une excellente performance environnementale. Un produit qui se dit « neutre en carbone » implique l'idée que son impact sur l'effet de serre est nul. Or, cette affirmation est fautive sauf à appliquer le principe de compensation<sup>1</sup>.

Les produits qui font du *greenwashing* devraient donc bientôt revoir leur stratégie de *marketing*. Hélas, des exceptions sont prévues. La directive ne « s'applique pas aux informations comportant des messages pouvant être obligatoires ou facultatifs conformément aux règles de l'Union ou aux règles nationales applicables aux services financiers. » Or, ceux-ci ne peuvent être qualifiés de durables que s'ils intègrent des mesures en matière de durabilité dans leurs décisions d'investissement. Seuls les produits financiers qui ont une véritable stratégie d'investissement durable peuvent prétendre à l'appellation durable. Pour les autres messages flous et infondés, pas d'exception.

Pour ce qui est de l'utilisation mensongère du mot quantique, hélas Guerlain n'est pas la seule marque à la pratiquer. Si l'on tape « *marketing quantique* » sur le moteur de recherche de Google, on trouve de nombreuses propositions promettant d'utiliser les propriétés de la science quantique pour améliorer leur produit.

## ILS ONT OSÉ

Nous vous avons parlé du projet d'empêcher les pubs en passant sur avance rapide lors d'une émission enregistrée. Et bien c'est fait : si vous voulez éviter les pubs en accélérant la vitesse sur RTL Club, vous recevez le message « Cette chaîne n'autorise pas l'avance rapide... » Chez moi, la tentative de zapper la pub a bloqué mon téléviseur. Zut et rezut ; il ne reste qu'à boycotter RTL Club.

Alain Adriaens

1. Une entreprise pour laquelle il est facile de réduire ses émissions peut, contre rémunération, permettre à une autre de valoriser cette réduction. Cette directive interdit désormais les allégations fondées sur la compensation des émissions de gaz à effet de serre.

→ Suite de la page 3

le délégué général des prisons belges, Hans Meurisse, avait rédigé un rapport à l'intention des Américains affirmant que Trabelsi doit toujours être considéré comme « un risque pour la sécurité » et qu'il est « nécessaire de limiter les contacts de Trabelsi avec les autres prisonniers et de prendre des mesures visant à limiter les risques à la sécurité posée par celui-ci ». Les autorités américaines se basent aussi sur des articles de presse. Ainsi, disent-elles, selon un article paru dans le journal flamand *De Standaard* le 2 octobre 2013, un djihadiste flamand en Syrie aurait déclaré que « les frères musulmans, dont Nizar Trabelsi, doivent être libérés ».

Cela a suffi pour justifier un traitement en trois volets, digne d'une descente en enfer. D'abord, le confinement solitaire, puis les SAM, et enfin les mesures sécuritaires supplémentaires de la prison. Ainsi, bien que non prévues dans les SAM, Trabelsi

doit non seulement porter des chaînes aux pieds, mais aussi aux poignets lors de son entretien avec ses avocats américains. Il peut consulter les 48.000 pages de son dossier quelques heures par semaine sur un ordinateur de la prison, entouré de gardes armés, mais il ne peut le faire qu'avec les mains menottées. Il peut se trouver dans un préau une heure par jour, mais seulement entre quatre murs de béton, avec un filet au-dessus, dans un espace à peine un peu plus grand que sa cellule.

Quelques années plus tard, toujours en attente d'un procès, les autorités américaines le transfèrent vers une autre prison locale, la Northern Neck Regional Jail. Mais le lieu de détention ne donne pas de changement : les conditions de détention de Trabelsi sont les mêmes que celles d'une prison Supermax et dépassent même les conditions de détention à Guantanamo. Le calvaire carcéral durera jusqu'au 14 juillet 2023. Ce jour-là,

de manière unanime, le Grand Jury d'un tribunal fédéral à Washington fait table rase de toutes les accusations belges et américaines contre Nizar Trabelsi et de ses prétendues confessions. Après avoir passé 12 ans en détention en Belgique et 11 ans aux États-Unis, c'est-à-dire près de la moitié de sa vie, le Grand Jury a innocenté Nizar Trabelsi (53 ans) des accusations de « complot en vue d'assassiner des Américains à l'étranger, de tentative d'utilisation d'une arme de destruction massive et de soutien à un groupe terroriste ». Malgré ce jugement, ce n'est pas encore la fin. Cela fait 8 mois à ce jour que Trabelsi reste incarcéré en isolement dans une prison ICE (U.S. Immigration and Customs Enforcement) à Farmville en Virginie en attendant son transfert hors des États-Unis. Mais vers où ? Nizar Trabelsi sera-t-il un « forever prisoner » ?

Luk Vervae

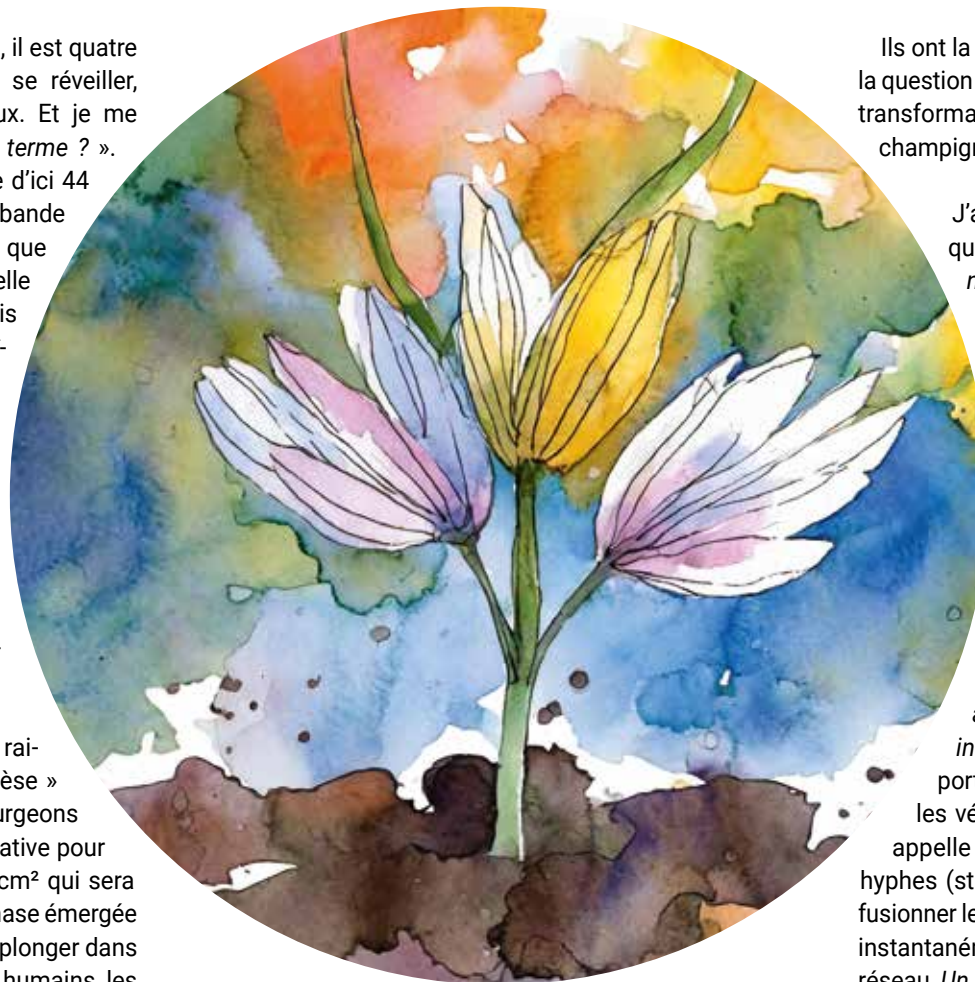
## MARS 2024 : UNE COMMUNICATION INSPIRANTE

# Les chroniques d'un agro-écologiste

Le printemps est là depuis quelques jours, il est quatre heures du matin, j'entends ma nature se réveiller, accompagnée par le chant des oiseaux. Et je me demande « Quelle est l'urgence à court terme ? ».

La mienne ? C'est d'écrire ma chronique d'ici 44 heures, alors que demain j'ai invité toute une bande d'amis pour célébrer les 3 ans de mon fils et que dimanche je couvrirai l'évènement Hope. Celle des agriculteurs ? C'est de préparer leurs semis de printemps, à la pépinière pour les maraîchers et en champs pour tous, en s'adaptant aux conditions climatiques et pédologiques. Les sols sont gras et froids, il faut attendre le bon moment pour intervenir afin de mettre les cultures dans les meilleures conditions. Celle de la nature ? C'est d'optimiser l'utilisation de la ressource lumineuse. Pour tout le monde végétal, le signal vient d'être lancé ! Les jours sont devenus plus longs que les nuits dans l'hémisphère nord.

C'est à partir d'aujourd'hui qu'il est devenu raisonnable de relancer la machine « photosynthèse » pour faire germer les graines, débourrer les bourgeons et entreprendre une phase de croissance végétative pour maximiser ensemble l'exploitation de chaque cm<sup>2</sup> qui sera touché par la grâce divine du soleil. Ça c'est la phase émergée de la réalité, mais maintenant laissez-moi vous plonger dans le monde merveilleux du sol. Plus que nous les humains, les végétaux ont conscience de l'importance d'être performants pour capter l'énergie lumineuse, mais ils savent aussi qu'ils doivent investir, en temps et en énergie, dans le sol qui va leur apporter tout ce qui est vital en dehors de l'énergie : de la diversité d'information, des réseaux de distribution et de communication, de la transformation, du stockage de nutriments... Le sol est un contexte minéral, structurant et riche d'un capital d'éléments nutritifs qui est mis en œuvre par une communauté d'êtres vivants très diversifiée, accomplissant chacun des tâches spécifiques et interdépendantes. L'une des clefs de réussite de cet écosystème est la mobilité de la matière et de l'information. On pourrait aussi l'appeler l'économie, étymologiquement « l'administration de la maison » du grec *oikia* « maison » et *nomos* « loi » (source : wikipédia). Pour comprendre plus concrètement comment cela fonctionne, laissez-moi vous présenter les rôles joués par les champignons, partenaires des végétaux en lesquels ils investissent une grande partie de ce qu'ils produisent en matière de photosynthèse ; alors que les plantes se sont spécialisées dans la production de sucres, simples et complexes, servant tant au stockage d'énergie qu'à la composition de tissus structurés complexes, comme la



lignine (composante du bois). La spécificité des champignons, c'est leur capacité à produire une diversité protéique pour offrir des services de transformation et de distribution de la matière et de l'information, au travers d'un extraordinaire réseau, qui a inspiré la création d'internet. Avec la différence notable que les plantes et champignons collaborent pour rendre l'écosystème plus robuste, c'est-à-dire résilient et durable.

On parle d'un système « agrandant » qui favorise la diversité biologique et entraîne une optimisation de l'utilisation des ressources pour laisser la place à la génération spontanée, pas divine comme le pensait Aristote, mais bien microbienne comme l'a démontré Louis Pasteur, cela avec une capacité à s'adapter à l'environnement comme aucun humain ne peut l'imaginer. En effet, il a été démontré depuis longtemps que la nature, avec sa diversité et sa capacité à collaborer, était en mesure de renaître à partir de contextes extrêmement stressants. Je prends juste comme exemple l'expérience de Harvard de cultiver des micro-organismes dans des milieux contenant mille fois la dose d'antibiotique capable de les tuer.

Ils ont la capacité de survivre au dégât de l'humanité, mais la question qui nous concerne c'est : comment s'inspirer d'une transformation et d'un partage aussi robuste que ceux des champignons ? Je n'ai pas la prétention de le savoir.

J'ai cependant découvert quelques clefs du mystère que je vous partage. Une relation consentie instantanée, autrement dit, on retrouve dans la relation une conscience de soi avec une confiance en l'autre. Ce concept signifie qu'à chaque instant, grâce à une conscience de leur intégrité individuelle, les êtres vivants qui interagissent dans des relations vitales, comme une mycorhize et une plante, mesurent le coût-bénéfice de l'échange et acceptent de ne pas toujours être gagnants à court terme, car ils font confiance dans les bénéfices à venir, tout en gardant la possibilité de se retirer de la relation. C'est ce qui arrive en période hivernale dans nos régions afin de permettre à chacun de rentrer en dormance. Un accès facile à l'information pour les individus avec une même intention. Reprenons l'exemple des mycorhizes, qui portent comme intention la volonté de collaborer avec les végétaux. Elles disposent d'une compétence qu'on appelle l'anastomose. Il s'agit de la capacité pour leurs hyphes (structure filamenteuse qui constitue le réseau) de fusionner les uns avec les autres. Ce qui leur permet de profiter instantanément de toutes les informations diffusées dans le réseau. Un amour inconditionnel est offert par les mycorhizes, puisqu'elles font confiance, par défaut, à leur partenaire en lui donnant le meilleur de ce qu'elles ont construit ; mais elles disposent tout de même des outils nécessaires pour stopper la relation au cas où celle-ci serait trop coûteuse à moyen terme. De plus, elles n'ont pas de jugement de valeur et redonneront une chance aux végétaux avec lesquels la relation aurait pu mal se passer.

Bref, vous comprendrez que je suis complètement inspiré par ces mécanismes collaboratifs.

Et si je vous en parle, c'est parce que j'ai la conviction qu'ils peuvent inspirer l'humanité pour envisager une ère nouvelle, non plus basée sur la peur de l'autre mais sur la confiance dans notre capacité à transformer l'humanité et l'humain pour prendre soin de nous et de notre planète Terre.

Simon Chavée

Illustration : Noir&Clair

# Faut pas rêver !

On commençait à peine à s'habituer à son style, à s'adapter à ses phrases douteuses, à s'accoutumer à ses combats spéciaux : et vlan, peu après la parution de cette chronique dont le Tout-Paris s'est pouléché les babines, la valse d'Amélie lui a fait perdre l'Éducation nationale au profit d'une personnalité expérimentée en politique et moins férue de boulettes médiatiques. On ne m'empêchera pas de penser que cette valse à mille temps fait penser que le ministère de l'Éducation nationale ressemble plus à du *speed-dating* qu'à un centre où l'on phosphore sur la formation des jeunes et des moins jeunes. La mise en scène des différents remaniements aura davantage ressemblé à un vaudeville d'un sous Feydeau, mâtiné d'une tragédie grecque, qu'à une belle pièce harmonieuse et réussie.

Restons un instant avec la belle bourgeoise du 16<sup>ème</sup> arrondissement, qui prépare si ardemment les Jeux Olympiques de Paris qu'elle a tenté de feindre une promotion d'Aya Nakamura, se risquant même, dans un moment lunaire, solaire voire interstellaire, à entonner le refrain de la chanson la plus connue de la belle diva. Plus que ses saillies sur le « paquet d'heures » sans professeurs qui lui aurait fait changer son fils d'établissement vers l'enseignement privé catholique, on retiendra ce talent extraordinaire de cantatrice que n'aurait pas manqué de souligner le délicieux Frédéric Mitterrand (qui – fait assez rare pour être mis en exergue – n'hésitait jamais à dire tout haut, avec un certain panache, ce que beaucoup n'osaient même pas exprimer tout bas en leur for intérieur). Le même Mitterrand qui proclamait que ce n'était pas grave que Rachida Dati soit nommée à la culture : « Elle n'y connaît rien et ce n'est pas grave ». On a bien d'autres noms pour d'autres secteurs...

Vous me demanderez : « Où veux-tu en venir, jeune Jean-Guy Divers ? » Faut pas rêver, quand même. On m'a engagé à Kairos – assez cher, quand même – pour débiter des propos badins avec une plume légère. J'ai d'autant plus de plaisir à le faire que la légèreté en prend pour son grade en ce moment. Amélie et son méli-mélo d'influences musicales étant partie, voilà Nicole. Nicole Belloubet est une personnalité connue et reconnue. Elle connaît l'éducation, elle qui a été rectrice à Limoges puis à Toulouse. On espère, à sa nomination, qu'elle incarnera, à défaut d'un vent nouveau (elle a vingt ans de plus qu'Oudéa-Castéra, trente de plus que l'archange premier ministre), une expertise (en termes politiques autant qu'en termes pédagogiques). De fait, l'animal politique qu'elle n'a jamais cessé d'être ne fait aucune prise de parole tempétueuse dans les premiers jours de son ministère. Gommotte verte ! Et au moins, voilà une ancienne fonctionnaire de l'éducation qui ne se transformera pas en avatar de Jean-Michel Blanquer, lui aussi professeur, mais qui avait réussi à crispier tout le monde en un temps record. Belloubet, c'est l'expérience de Blanquer, l'envie de bien faire (et de faire tout court) d'Attal, l'exacte antithèse d'Oudéa-Castéra, la douceur de Ndiaye. Un superbe esprit de synthèse.

Dans le même temps, elle ne réagit pas – sinon avec des éléments de langage – aux grèves, aux demandes répétées des enseignants de la Seine-Saint-Denis, qui ont entamé à la rentrée des vacances de février une série de manifestations, mouvements de protestation et jours de grève afin d'alerter sur les limites du *management* libéralo-macroniste, dès lors que les locaux sont insalubres, les conditions de sécurité ne sont pas réunies, que les moyens ne sont pas mis pour accueillir correctement les jeunes d'un des départements les plus peu-



plés et les plus jeunes de l'Hexagone... Mais enfin, Belloubet ne fait pas de vagues et ne provoque aucun tsunami. Ouf, diront certains, dont je fus – les premiers temps. C'était sans parler du choc des savoirs et des classes de niveau au collège... On a alors eu une impression double : que le gouvernement était atteint du syndrome de Pierrette au marché, un pas en avant, deux pas en arrière, et qu'il était victime d'une lourde schizophrénie. Un jour, le ministère de l'Éducation communique dans un sens, affirmant qu'on va temporiser, négocier, attendre pour les fameuses classes de niveau. La fameuse « adaptabilité », élément-clé du *soft management*. Un autre jour, Matignon affirme avec un ton péremptoire, lassant à la longue, que, non, on n'a pas reculé, mais qu'on va réfléchir, que tout est d'accord, que les consultations continuent (autre fer de lance du *management* libéral).

Sur le terrain, comme souvent, les moyens manquent, les professeurs décrochent, les élèves aussi et la ministre pose dans un collège. Une photo tire-larmes, où on la revoit toute petite, la chère Nicole, avec tous ses idéaux et ce regard perdu qui nous laisse à penser qu'elle regrette déjà d'avoir dit oui à Manu et Gaby et qu'elle repense à ses rêves d'enfant qui voulait changer le monde et qui, devenue grande, avait démissionné pour protester contre des mesures qu'elle jugeait injustes, dans les années 2000... Une ministre pour tout changer ? Faut pas rêver ! Une ministre pour améliorer la solidité des apprentissages dans ce qu'on appelle en Belgique le tronc commun (de la maternelle jusqu'à, actuellement, la 2<sup>ème</sup> année du secondaire) ? Faut pas rêver ! Une ministre pour imprimer sa marque, entre l'efficacité et l'assertivité d'un ancien ministre promu chef de troupe et l'attrait pour la polémique de sa prédécesseure, dans un gouvernement qui a peu de marge de manœuvre (du fait d'un Président qui a décrété l'éducation comme un de ses domaines et d'un Parlement qui inflige camouflet sur camouflet) ? Faut pas rêver ! Une revalorisation des moyens alloués à l'éducation, à l'instruction, à l'élaboration d'un vrai programme d'enseignement sur la laïcité ouverte, les luttes

d'émancipation, l'intelligence vue comme une arme plutôt que comme une tare, avec des restrictions budgétaires annoncées par la voix lacrymale de BLM ? Faut pas rêver ! Pire encore : une séquence destinée au monde de l'enseignement avec un respect des spécificités territoriales, une écoute vraie des enseignants, un plan clair dès le début, une mise en place plus sereine, alors même que sur les classes de niveau au collège, les attermoissements et retours sur promesses se font quasiment quotidiens ? Faut pas rêver !

Puisque j'en suis à vous parler du collège – sans oublier le lycée – je suis absolument sûr que vous adorerez savoir (allez, je vous connais, hein ! Ne vous cachez pas ! On parle étymologie, un sourire béat apparaît sur votre figure...) l'origine de ces deux mots reflétant deux moments de la scolarité obligatoire en France : le collège et le lycée. Quand on parle de collège, on parle d'un mot latin indiquant la communauté, l'égalité des statuts dans un groupe ou une corporation. Le lycée rappellera aux férus de philosophie la sorte d'« école » qu'un certain Aristote (qui jouait avant-centre dans l'équipe grecque au 3<sup>ème</sup> siècle avant notre ère) avait lancée. Une sorte d'enseignement supérieur, organisé dans un gymnase, associant l'éducation intellectuelle et l'éducation « sportive », ne négligeant aucune des deux dimensions. Sur ce plan, soulignons l'incongruité du système scolaire français à tout le moins, adaptable à d'autres pays : le collège, vu sous le prisme de classes de niveau, même provisoires, n'apporte justement pas d'égalité, il apporterait plutôt de l'iniquité, des jugements, accentués par la dichotomie française entre les réseaux public et privé.

Pour le lycée, s'adressant aux plus âgés, l'éducation à la santé, au bien-être physique autant qu'intellectuel, n'est promue qu'en raison de la proximité des Jeux Olympiques... Il ne faudrait jamais oublier que l'école devrait pouvoir former tous les futurs adultes sur tous les plans et d'une manière la plus similaire possible et que, contrairement à ce qu'on pense, une tête bien pleine n'est pas nécessairement une tête bien faite.

Sur la dichotomie privé-public, il semble absurde que l'enseignement dit privé « sous contrat avec l'État » bénéficie d'autant de moyens, voire davantage, que le public. Pourtant, le privé accueille moins d'élèves que le public, bien que sa fréquentation augmente. Selon les derniers chiffres, 83% des élèves français relèvent du public, 17% du privé – au sein de ce secteur, 97% relèvent du confessionnel catholique, 3% des confessionnels juif et musulman. Cette dichotomie empêche radicalement l'égalité, pourtant un des trois piliers de la devise française... Entre les écoles privées et publiques, celles sous contrat et celles hors contrat, celles en zone prioritaire d'éducation et celles dans les quartiers chics de Paris, les dichotomies sont révélatrices des multiples fissures de la France.

Tout réformer, d'un coup de baguette magique ? Faut pas rêver ! C'est comme si on prétendait qu'un pacte pour l'enseignement d'excellence ou qu'un pacte enseignant résoudrait tous les problèmes de l'école...

Jean-Guy Divers

# Si seul on va plus vite, ensemble on va plus loin

**D**urant des générations, nous avons tous été programmés pour un monde de consommation du « toujours plus ». Mais face à ces temps amenés à se dégrader, si nous devons vraiment être en difficulté durant les prochaines décennies, nous aurons besoin de connaître nos voisins en nous rebranchant sur le vivre ensemble et le service des autres. Nous allons devoir mutualiser nos talents, nos savoirs et savoir-faire pour construire des réseaux de partage et entraide, en essayant de voir nos voisins comme des tremplins et non des obstacles. Nous sommes tous interdépendants et la seule chose qui nous reste à faire, c'est créer des liens, tout comme dans la nature et le vivant. C'est aussi la possibilité d'entreprendre à plusieurs ce que l'on n'aurait pas imaginé entreprendre seul. Ne devrions-nous pas prendre l'exemple des abeilles, où l'échange et le partage concourent à l'équilibre de la ruche ? Les abeilles ont pris conscience de leur unité. À nous de créer des liens similaires, une économie d'échange où les gens se connaissent, coopèrent en visant des objectifs qui profitent au plus grand nombre. Que celui qui sait couper du bois le coupe pour celui qui n'en a plus la force physique, et celui qui n'en a plus la force coupe les légumes pour la soupe. Ce qu'il nous faut, c'est refaire naître en nous l'envie de nous battre tous ensemble. Ainsi, depuis pas mal de temps déjà on constate l'apparition de plus en plus d'initiatives créatrices de nouvelles solidarités. Certains pensent à réduire leurs espaces habitables en les partageant avec d'autres, en habitats participatifs ou groupés. Cela permet entre autres et par exemple de s'accoler en maisons mitoyennes à ses voisins en se réchauffant les uns les autres. Voilà donc une solution bien dans l'esprit « bioclimatique ». D'autres imagineront des groupements d'achat, des services d'échanges locaux (SEL) et diverses autres associations comme Solaris<sup>1</sup>, un réseau d'entraide. Ces contacts humains, échanges et rencontres entraîneront du bonheur, mais tout cela n'ira pas sans souplesse et tolérance.

## CHANGEONS DE PARADIGME

Notre modèle s'effrite, tous les chiffres sont affolants et ce qui nous pend au nez est la disparition de la vie sur Terre. Face à cela, il est temps d'explorer d'autres pistes en vue du monde de demain. Notre civilisation de la combustion énergétique n'a pas arrêté de produire des déchets, contrairement à la nature. Aussi pourquoi n'imiterions-nous pas, nous aussi, la nature en transformant nos déchets en ressources ? L'usage des toilettes sèches est un bon exemple. Elles évitent d'utiliser de l'eau potable pour évacuer la matière fécale, laquelle servira ensuite de compost. Tout dans la nature est en relation, en interaction, et si on ne va pas rapidement vers une prise de conscience collective, on va droit à la catastrophe. Cela demande de cerner et définir nos objectifs, de voir ce dont on a réellement besoin ici et maintenant afin de nous offrir un imaginaire plus agréable que l'actuel. Pour changer et faire face à ce nouveau monde, il faut apprendre à quitter sa petite zone de confort. La question à se poser est celle de savoir ce que nous sommes prêts à abandonner.

Malheureusement, aujourd'hui, rien ne nous pousse ou ne nous invite à construire le changement dans la sobriété. Notre société globalisée et interconnectée rend les changements très difficiles. Si on souhaite que « cela bouge », il faut parfois établir des rapports de force avec les institutions qui ont le pouvoir, car naturellement elles ne bougeront pas. Aussi, il serait parfois légitime d'oser dire non à ce qu'on ne veut pas, pour faire changer la ligne de ce qu'on nous impose arbitrairement. Face à certaines réglementations absurdes, la désobéissance est le seul moyen de fragiliser l'oppression. Un exemple : l'architecture qui se construit est trop souvent une architecture de façade, qui se montre, doit se voir de l'extérieur. C'est trop souvent de l'architecture de l'oppression qui contredit l'ha-



Illustration : La Grange

bitat léger, la « cabanisation ». Aussi pourquoi ne pas oser demander des dérogations afin de sortir de tous ces diktats de l'urbanisme ? La clé étant de ne plus accepter ce qui va à l'encontre du changement. Comme ce changement ne viendra pas d'un gouvernement qui prône la croissance et refuse de prendre les mesures qui s'imposent, c'est à nous de montrer la direction à suivre, de changer nos comportements et d'opérer la transition. Pour exemple, prendre des auto-stoppeurs aura pour conséquence de désengorger les embouteillages du matin et du soir. Nous disposons peut-être d'un certain pouvoir de changer le système, comme la grève générale des achats. C'est ce que nous disait Coluche à sa façon : « *Quand on pense qu'il suffirait que les gens n'achètent plus pour que ça ne se vende pas !* ». Aujourd'hui nous avons besoin de solutions radicalement nouvelles, adaptées aux défis présents. Dans un monde de biodiversité, il faut une biodiversité de solutions, ce ne sera pas l'unique solution, mais des éléments de solution. Encore une fois, ce n'est qu'ensemble qu'on pourra s'en sortir. Il nous reste à nous adapter<sup>2</sup> en mettant une autre société en place, une société de partage responsable et solidaire. Orientons-nous donc vers une forme de simplicité sans croissance, en créant des systèmes faits de petites structures locales, souples, faciles à gérer et en revenant à une échelle qui permet de passer à l'action rapidement.

## PENSONS « AUTONOMIE »

Comme nos ressources ne sont pas inépuisables, il s'agit d'apprendre à vivre avec un minimum de celles-ci, un minimum de gaspillage et un maximum d'ingéniosité. Ne serions-nous pas plus libres et indépendants, notamment dans les domaines alimentaires, en acquérant quelques bonnes terres ? Faute de celles-ci, il reste l'alternative de se tourner vers les magasins locaux. Ce pourrait aussi être le plaisir de s'enrichir en créant de bonnes relations, non monétarisées en utilisant la June, une monnaie libre<sup>3</sup>. Imaginons une diversité d'approches, et interconnectons-nous localement en réseaux intimement liés. Concrètement, cela pourrait consister à apprendre à vivre sans voiture et sans supermarchés, à privilégier le petit, le frugal, le local. Après la nourriture, il faut nous abriter ; une règle élémentaire pour construire pas cher, c'est l'autoconstruction. Construire demande un peu de bon sens, mais on peut aussi se faire aider par des personnes qui s'y connaissent ou mettre en place des chantiers participatifs, où l'on invite des personnes à venir vous aider et à qui vous donnez des conseils, en échange du couvert et du gîte. Si vous manquez de savoir-faire, une seconde règle consiste à vous faire aider par des corps de métier qui travaillent en régie et se font payer selon les heures prestées et non sur base de devis sur lesquels ils

auront pris une marche de sécurité. Une troisième règle est de se servir des matériaux qu'on a à portée de main ou des matériaux de récupération. À titre d'exemple, il y a la possibilité de construire ses fondations au départ de vieux pneus. S'il est également un matériau facile à trouver, c'est bien de la terre. Si votre terrain est argileux, prélevez-en donc de l'argile pour construire vos murs. Il suffira de tester la quantité d'argile que contient le sol. Si vous êtes proche d'une forêt, essayez d'utiliser un maximum de bois pour la construction. N'oubliez pas cet autre matériau isolant qu'est la paille. Pour le toit, il n'est pas bien difficile de récupérer des tuiles. Les toitures végétales sont également assez « tendance » et apportent une très bonne isolation. Une fois le gros du chantier réalisé, il faut encore penser à l'énergie. Comment aménager son intérieur avec peu d'appareils électriques. Il est possible d'installer des panneaux solaires. Concernant l'eau, on compte environ 60m<sup>3</sup> d'eau par personne et par an. Il faudra donc installer des cuves de récupération d'eau de pluie de taille adaptée. Le meilleur matériau de stockage de l'eau est la pierre calcaire ou le béton. Le béton (basique) permet de neutraliser l'acidité de l'eau de pluie et donc de la rendre potable. Mais avant tout, commencez par éviter de gaspiller l'eau, notamment dans les chasses. Pour cela, adoptez la toilette sèche. Le traitement des eaux usées n'en sera que plus simple. Il pourra se faire par deux fosses septiques successives, facilement constructibles par vous-même en raison de sa simplicité (voir le système Traiselect<sup>3</sup>). Vous pouvez l'accompagner d'une petite station de phytoépuration, le traitement de l'eau par des plantes. Vous pouvez chauffer votre eau via des panneaux thermiques, mais aussi en bricoler un en déroulant un bon vieux socorex (tuyau en polyéthylène noir), éventuellement sous une vitre. Avant de chauffer votre maison, commencez par bien l'isoler, puis pensez à une chaudière à bois qui vous permettra peut-être également de cuisiner. D'autres techniques existent également, comme le mur Trombe<sup>4</sup>. La gestion des déchets est aussi primordiale pour vivre en autonomie. La solution simple est d'en produire le moins possible, en privilégiant par exemple des produits sans emballage. Pour conclure, je rappellerai qu'on vit bien plus facilement l'autonomie ensemble que seul. À ce propos, l'habitat groupé pourrait être un prochain sujet.

Christian La Grange

1. <https://monnaie-libre.fr/>

2. L'adaptation envisagée ici n'a bien sûr rien à voir avec l'injonction néolibérale de l'« adaptez-vous ! ». Cf. Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». Sur un nouvel impératif politique, Gallimard, 2019.

3. <http://www.eautarcie.org/images/traiselect-fr.pdf> et <https://www.eautarcie.org/08f.html>

4. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Mur\\_Trombe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mur_Trombe)



## VU, LU, ENTENDU



Dans la lignée des travaux technocritiques de Pièces et Main d'œuvre, d'Eric Sadin, d'Olivier Rey et de François Jarrige, le philosophe et historien des sciences Michel Blay (CNRS) explique comment l'ordre du Technique s'est imposé depuis deux siècles, d'abord dans la modernité industrielle occidentale, ensuite sur le reste de la planète. L'ordre du Technique est « l'ensemble des processus en tout genre par lesquels se développe la représentation machinique de la nature, nous compris, jusqu'à ce que cette représentation se substitue à la réalité, de sorte que l'artificialité devienne notre réalité ». Contre « la représentation d'un vivant-machine imaginé comme un enchevêtrement d'engrenages », contre un « ordre géométrico-mathématique » obsédé par la mise en nombres du monde, l'auteur propose de revaloriser le Vivant comme « l'irréductible, l'insupportable présence qui se dresse contre l'ordre du Technique et de son pouvoir qu'incarne la technocratie ». Ce Vivant ne se trouve pas dans une nature artificialisée et planifiée (ou *smart nature*) que nous préparent les technocrates verts – sanctuaires écologiques pilotés par algorithmes d'où sont exclus les humains –, mais dans la « Nature » – avec une majuscule – comme processus de jaillissement, de transformation et de devenir immanent à travers la vie et la mort des êtres qui la composent. Et tant qu'à faire, renouons avec notre subjectivité et écoutons les poètes, tels le classique Hölderlin (1770-1843) ou le contemporain Philippe Jaccottet (1925-2021) qui prône « [d']une observation à la fois acharnée et distraite du monde et jamais, ô grand jamais, [d']une évasion hors du monde ». Blay nous invite à remettre profondément en cause la vie hors-sol de l'urbanité.

**Michel Blay, L'ordre du Technique. Comment il s'est imposé, comment en sortir, L'Échappée, 2023, 141 pages, 15€.**

**B. L.**



Cet opus s'adresse principalement aux enfants et adolescents qui s'interrogent sur les guerres, leurs conséquences et leurs drames. Françoise Wallemaecq explique dans un langage clair et concis les aspects les plus terribles mais aussi les plus émouvants d'un métier peu connu : reporter de guerre. Nous entrons à Berlin en 1989 lors de la chute du mur, nous nous rendons en Syrie, en Afghanistan en passant par l'ex-Yougoslavie, mais aussi en Ukraine pour suivre les pas de ces journalistes un peu particuliers. Nous approchons les différentes préparations et formations nécessaires à ce métier, les précautions à prendre sur le terrain, les dangers inhérents aux zones de combat, la propagande, les mensonges et les vérités diffusés par les médias. Mais nous sourions aussi de la formidable amitié et solidarité qui se nouent entre toutes ces femmes et ces hommes exilés dans des pays détruits, laminés par les bombes. Attachements aussi pour les populations civiles qui subissent les affrontements de manière brutale et inhumaine. Ce petit livre se termine sur une série de questions posées par des jeunes et auxquelles l'auteur répond de bonne grâce, le plus ouvertement possible. 74 pages qui donnent à réfléchir sur la violence de nos sociétés.

**Françoise Wallemaecq, Raconter la guerre, Bayard, 2023, 75 pages. Marie-Ange Herman**



Adolescent, Kostas Papaïannou s'engage dans la résistance contre l'occupant nazi. À la Libération, il quitte sa Grèce natale en compagnie d'autres jeunes intellectuels, dont Cornélius Castoriadis, pour poursuivre ses études à Paris, où il s'impose comme l'un des philosophes les plus brillants et les plus lucides de l'après-guerre. Dans la lignée de Boris Souvarine, à rebours du conformisme d'une intelligentsia alors fascinée par l'Union soviétique, ce grand lecteur de Marx retourne les armes dialectiques du « *Noir gaillard de Trèves* » – ainsi que le décrit son ami Engels – contre tous les totalitarismes, dont le système soviétique. Dans cette série de trois articles publiés en 1963 dans *Le Contrat social*, la revue de Souvarine, Papaïannou étudie comment la révolution bolchevique, qui s'impose grâce au soutien des ouvriers et des paysans réunis sous le slogan « *tout le pouvoir aux soviets et la terre aux paysans* » va trahir cette double promesse. Le nouveau régime s'impose par la mainmise des bureaucrates. Alors que la révolution avait promis d'abolir le fonctionariat de métier, leur nombre passe de 1 million en 1917 à 4 millions en 1927. Cette

nouvelle classe dominante engage une lutte totale contre toutes les classes laborieuses dont elle extrait une part toujours croissante de la plus-value productive. Pour assurer le ravitaillement des villes et mener à marche forcée l'industrialisation du pays, l'« *immense appareil bureaucratique et terroriste* » du régime engage à partir de 1929, au nom de la dékoulakisation et de la collectivisation des terres, une véritable guerre contre les paysans. Étudiant l'expropriation des paysans anglais à l'époque des *enclosures* et la longue histoire de l'inféodation des villes aux campagnes – phénomène qu'il considérerait comme la base de toute l'évolution capitaliste –, Marx avait décrit les « *Annales de feu et de sang* » de l'accumulation primitive. De manière limpide, Papaïannou démontre comment ses pseudo-épigones soviétiques ont reproduit ce même schéma de feu et de sang à leur profit.

**Kostas Papaïannou, La prolétarisation des paysans, la Lenteur, 2023, 123 pages, 10€.**

**F. M.**



*La terreur sous Lénine* est une réédition. Seul l'avant-propos du livre est nouveau, et a tendance à mélanger la Russie d'aujourd'hui et la Russie révolutionnaire. La plupart des traducteurs et auteurs des articles sont des anarchistes des années 1970. Ils traduisent les textes de militants faisant partie de l'opposition socialiste révolutionnaire et anarchiste décimée par les bolcheviques lors de la révolution russe. Il s'agit pour eux de démentir l'idée que la révolution russe a été non-violente, ou celle selon laquelle la police s'y comportait de manière humaine, qu'elle appliquait les règles d'un État démocratique, organisé. Ils montrent que la révolution a recours à la terreur, ce qui échappe à certains. Chaque chapitre en évoque un aspect : les arrestations de masse, la Loubianka, le bagne, autrement dit le goulag, l'attentat de Kovalevitch, le procès des socialistes révolutionnaires, l'attitude de Lénine lui-même, la répression des anarchistes en Ukraine et en Russie, l'intervention bolchevique en Géorgie et la terreur de masse utilisée dans ce pays, l'attitude des bolcheviques par rapport à la peine de mort. Le chapitre initial de J. Baynac décrit la terreur dans le cadre de la guerre civile et de la révolution. D'autres chapitres en décrivent les rouages. Une documentation de premier plan, donc. Mais un dossier à charge. À l'exception de l'article de Michel Heller, ce n'est pas un livre où les causes de la terreur, la nécessité d'organiser une société complètement désorganisée ou la menace impérialiste sont étudiées. Isaac Z. Sternberg se demande si l'on peut éliminer des gens dans le but d'en sauver d'autres. En posant cette question, on a tendance à rejeter instinctivement les cas où il est impossible de ne pas éliminer. Sauf lorsqu'on dispose d'un solide argument légal. Mieux vaudrait se demander dans quel cas, non seulement il est nécessaire, mais si on a raison, légalement ou pas, d'éliminer des gens pour en sauver beaucoup d'autres.

**Jacques Baynac, Alexandre Skirda & Charles Urjewicz, La terreur sous Lénine, L'Échappée, 2023, 375 pages.**

**Paul Willems**



Voici sans aucun doute le meilleur livre que nous avons lu depuis un an. Pour cause, le sociologue Fabrice Colomb déploie une critique radicale du capitalisme au travers d'une enquête magistrale menée sur la marchandisation des corps. Là où « *on pourrait donc dire que le corps comme inscription de l'expérience, comme lieu de connaissance et de pratique, est l'ennemi du capitalisme, car il rappelle sans arrêt les limites inhérentes à la condition humaine* », le capitalisme le chosifie, d'où la prolifération, au nom de la bonne cause, des dons d'organes, de spermes, d'ovocytes ou encore de sang. Partant d'un historique palpitant au sujet de la perception du corps dans les différentes époques – on apprendra que le Moyen-Âge n'était pas une période totalement ténébreuse. Le corps (cosmos) en effet faisait partie prenante du quotidien et les fêtes étaient centrales pour la collectivité, tandis que les cimetières étaient un lieu vital et central pour la communauté –, l'auteur démontre à quel point le modèle d'accumulation illimitée est littéralement associé au vampirisme. À l'heure où le tout « bio » a pour fonction d'enjoliver la merde dans laquelle nos sociétés pataugent – de la bouffe « bio », en passant par les « biobanques » et la « bioéthique » –, Colomb dévoile l'intrication, subtile et nécessaire pour la survivance du modèle, entre capitalisme, État et science. Et si finalement, le transhumanisme n'était que la suite logique du capitalisme ? « *Cette approche de la santé par le biais de la bioéconomie s'inscrit dans un mouvement général, que l'on pourrait qualifier de "transhumaniste", qui considère que "la maladie,*

le vieillissement et la mort sont des problèmes que nous pouvons aujourd'hui dépasser". *La condition humaine y est considérée comme une tare que les innovations technologiques vont permettre de guérir* ».

**Fabrice Colomb, Le capitalisme cannibale. La mise en pièces du corps, L'Échappée, 2023, 284 pages, 19€.**

**K. C.**



Voici un écrit survitaminé où le propos n'y va pas par quatre chemins, entre coups de gueule caustiques et satiriques contre le covidisme, et témoignage personnel d'une époque récente et révolue – Pascal Halary, rédacteur en chef de *Stop ! Le Paris débranché*, né en 1962, fait partie de la génération X, celle qui a encore connu « l'ancien monde ». Moi qui suis né l'année suivante, je me reconnais dans sa nostalgie des années de notre enfance (1960-75) et adolescence (1975-80). Le sous-titre est ici très important : car comment a-t-on pu concilier son objection de croissance avec son obéissance aux mesures libéricides des gouvernements pendant la covidiotie, voire en y ayant surenchéri, fût-ce au nom de « la santé » et de « la vie » ? Comment avoir accepté ou même revendiqué pour soi et les autres l'injection d'un produit expérimental quand le combat contre l'emprise technologique est et reste un pilier de la décroissance ? L'auteur y voit « *une chimère cauchemardesque apparaissant en elle-même si saugrenue qu'elle tiendrait plutôt de l'oxymore chimiquement pur* ». Certains décroissants ont-ils oublié la leçon de Bernard Charbonneau, à savoir faire tenir ensemble nature et liberté ? Ceux-là se sont déshonorés ! P. Halary a tenté de faire avancer ces idées lors des dernières élections législatives de 2022, avec un résultat assez maigre. Cette salutaire chronique autobiographique de la folie sanitaire nous permettra de ne jamais l'oublier. Pas par masochisme, mais dans un but prophylactique. À commander au journal *STOP ! Le Paris débranché*, 7 bis, rue Jules Parent – F-92500 Reuil Malmaison. 17 € + 2 € de frais de port pour la Belgique.

**Pascal Halary, La tyrannie, ça suffit ! La décroissance au secours de la liberté, Bookelis, 2023, 239 pages.**

**B. L.**



Depuis trente ans, le couple de sociologues Michel et Monique Pinçon-Charlot analysait l'univers très fermé des riches, avec sa culture de l'entre-soi, sa ségrégation urbaine et ses techniques de domination économique et de reproduction sociale. En 2010, leur ouvrage consacré au *Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* avait connu un grand succès. Ils récidivèrent en 2019 avec leur *Président des ultra-riches : Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron*, en démontrant avec brio que, loin de servir la république et l'ensemble des citoyens, lesdits présidents étaient en réalité les fondés de pouvoir de l'oligarchie régnante. Si Michel Pinçon est décédé en 2022, son épouse poursuit courageusement leur travail engagé. Dans cet opuscule, elle épingle à nouveau le personnage de Macron, lequel incarne jusqu'à la caricature l'entreprise de prédation, de corruption, et la violence de classe exercées par les dominants contre la société. Au printemps 2023, l'imposition au forceps de la contre-réforme des retraites illustre comment son gouvernement au service des riches – lequel compte 19 millionnaires dans ses rangs, dont l'ex-Première ministre Elisabeth Borne –, déploie toute la panoplie des armes de l'appareil d'État à sa disposition. En effet, « *la guerre de classe menée à l'ordre du capitalisme néo-libéral exige un ordre politique garantissant les libertés économiques, quitte à bafouer la démocratie* ». Aujourd'hui, pour faire « barrage » à l'extrême droite, l'extrême centre adopte ses idées. Ceci avec le soutien de la grande majorité des médias, dont 90% sont sous le contrôle de neuf milliardaires. Alors que le slogan « *ni droite ni gauche* » tente de masquer la violence des rapports de classe, la bataille des retraites a eu le mérite de dissiper ce mensonge et d'éveiller les citoyens sur la gravité de la violence dans les rapports d'exploitation. Un petit livre roboratif et de combat à offrir à ceux de vos proches encore enfumés par la logorrhée macroniste.

**Monique Pinçon-Charlot, Le mépris de la république, Textuel, 2023, 79 pages.**

**F. M.**



## VU, LU, ENTENDU



Il s'agit ici d'un travail impressionnant et très bien documenté du docteur en biologie cellulaire et microbiologie Jean-Paul Bourdinaud sur la gestion calamiteuse du Covid-19. C'est avec une plume caustique que l'auteur remettra remarquablement les choses au point : « *La science n'est pas le monde du spectacle, du journalisme ou de la politique* ». L'ouvrage, qui consiste en une forme de réponse au journal *Charlie Hebdo* par rapport à la pandémie, critique

avec verve les méta-analyses Cochrane réalisées au sujet des supposés dommages causés par l'ivermectine (on apprendra par ailleurs que William Andureau était chroniqueur pour une rubrique de jeux vidéo au journal *Le monde* avant de se retrouver propulsé « vérificateurs de faits » par la même revue). L'auteur décrira également avec brio le délitement du monde journalistique, mais aussi l'industrialisme pharmaceutique prétendument philanthropique de Pfizer et compagnie. Les catastrophes vaccinales passées seront-elles aussi épluchées avec minutie, tout comme la prétendue scientificité de beaucoup d'analyses statistiques concernant l'épisode Covid-19? Si nous ne sommes pas scientifiques, nous percevons néanmoins une cohérence certaine dans les propos de l'auteur, chose à laquelle nous ne sommes guère habitués tant les scientifiques de plateaux nous abreuvent de leur prétendu savoir au travers de l'image télévisée.

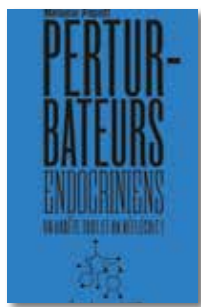
**Jean-Paul Bourdinaud, Laurent Mucchielli (préface), La science outragée, Marco Pietteur, 2023.**

**K. C.**



Raoul Vaneigem jongle avec les mots. En centaines de petits paragraphes d'une à une quinzaine de lignes, chacun développant une idée, il nous offre une vision de ce que devrait être une société en accord avec ses principes d'un anarchisme radical. Les liens surprenants entre les mots donnent souvent une impression de poésie dont, d'ailleurs, l'auteur espère la présence dans le futur. Le mot qui revient le plus souvent est celui de « vie » car « *la vie est une effervescence expérimentale continue* ». Cette vie dont il rêve est porteuse de créativité, d'autonomie, de jouissance, de satisfaction des désirs. Elle s'oppose à la « survie » qui est l'état de la plupart de nos contemporains. Ici on trouve l'acceptation de l'esclavage du travail, le consentement à l'asservissement... Le livre reprend une grande part de ce qui a été son *best-seller* dont le titre révèle cette conjonction, car il est *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (1967) auquel est ajouté à *la nouvelle insurrection mondiale*. Il décrit notre civilisation actuelle avec les mots d'un collapsologue. Mais pour lui, la menace d'un effondrement de notre civilisation est une bonne nouvelle, car elle permettrait l'avènement de la société acratique (il préfère ce mot à anarchisme) qui devrait succéder à l'actuelle. Aujourd'hui la survie implique la prédation, le quantitatif, la verticalité, la compétition pour la capture du profit, alors que la vie, elle, développerait solidarité, qualitatif, horizontalité. Pour rendre crédible cette société désirée dont nous sommes loin, Vaneigem se réfère aux sociétés de chasseurs-cueilleurs qui vivaient dans l'égalité et la fraternité.

**Raoul Vaneigem, Du Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations à la nouvelle insurrection mondiale, Le cherche midi, 2023, 300 p., 18,90 € A.A.**



Tout a commencé en 1962 aux États-Unis. Rachel Carson n'entendait plus chanter les oiseaux. Elle s'est interrogée et a écrit *Silent Spring*. C'est la première fois que quelqu'un osait affirmer « [...] que *la maîtrise systématique de la nature ne pouvait se faire sans dommage* ». C'est par cette phrase que Mélanie Popoff, médecin et scientifique, trace les premières lignes de son ouvrage. Depuis les années 1960, c'est l'escalade en matière de pesticides, d'insecticides, d'intrants chimiques, de plastiques, de métaux lourds, de colorants et de conservateurs alimentaires... L'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) en dénombre plus de 140.000 ! Tous les jours nous prenons un bain de produits de synthèse qui « stérilise » les femmes et les hommes, « cancérisé » en masse les populations, détruit l'écosystème. Si l'humain paye un lourd tribut à l'industrie chimique, la faune et la flore ne sont pas en reste. Mais alors, si tous ces produits nous intoxiquent, pourquoi ne pas les interdire tout simple-

ment ? La réponse n'est pas si simple. L'industrie chimique et pétrochimique engendre des milliards de dollars de revenus et c'est encore et toujours le pot de terre contre le pot de fer. M. Popoff passe au tamis une multitude d'exemples et de conséquences dramatiques avérée et nous trace un chemin pour repenser nos habitudes de vie. Elle dégage des pistes de réflexion pour éviter autant que faire se peut l'exposition aux produits nocifs, à se nourrir de façon intelligente et pragmatique mais surtout à agir collectivement. En tant que citoyen de la Terre, il est plus qu'urgent de créer un « nouveau monde » pour notre planète et pour les générations qui nous suivent.

**Mélanie Popoff, Perturbateurs endocriniens. On arrête tout et on réfléchit !, Rue de l'échiquier, 2023, 139 pages.**

**Marie-Ange Herman**



La démographie est le grand impensé de l'écologie, voire son tabou. Flotte sur elle une odeur de malthusianisme et d'eugénisme. Souvent à tort. Car si l'on se dit écologiste, on ne peut tout simplement pas la refouler, affirme l'écologue retraité Bernard Bousquet, qui reproche au monde politique en général, et à l'écologie institutionnelle en particulier, leur « *indifférence démographique* », quand ce n'est pas leur penchant pour le natalisme. Il est vrai que la question est complexe. Pour atteindre une « *société d'équilibre et de renaturation* », tant en Europe qu'en Afrique – les endroits du monde sur lesquels se concentre l'auteur –, la variable démographique doit être réintroduite d'urgence, en balance avec les autres paramètres : fin du productivisme, de l'extractivisme, de la surconsommation et de l'urbanisation, lutte contre les dérèglements climatiques, sauvegarde des ressources en eau, des espaces sauvages et de la biodiversité, émancipation des femmes africaines. Car une stabilisation de la population ne doit pas être réduite aux ressources alimentaires disponibles, comme on le préjuge trop souvent. Pour éviter une immigration vers l'Europe à terme ingérable, celle-ci doit montrer l'exemple chez elle (maintien de la densité de ses forêts primaires, entre autres) et poursuivre sa collaboration avec l'Afrique, mais sur de nouvelles bases, écologiques et non plus capitalistes et développementistes. Tout le monde, humain, animal et végétal y gagnera. Un argument-clé pour une stabilité démographique reste celui-ci : *l'homo sapiens* a-t-il le droit d'accaparer toutes les ressources à son profit, d'occuper ou exploiter toutes les niches écologiques au détriment des animaux et des végétaux ? Dans ce livre qui peut aussi servir d'introduction à l'état écologique de la planète, Bousquet avance l'hypothèse de la décroissance et s'intéresse à la collapsologie. Pour le moins : il adhère au récit officiel covidien et ne parle pas de l'emballage technologique, responsable lui aussi de la situation délicate dans laquelle nous sommes englués.

**Bernard Bousquet, La sagesse de l'éléphante. Une démographie responsable pour une écologie efficace, Libre et solidaire, 2023, 332 pages, 23,50€.**

**B. L.**



Au travers de cet ouvrage, notre confrère Michel Weber nous invite à un voyage dans l'histoire de la philosophie occidentale, depuis la Grèce antique jusqu'à nos jours. Dans le monde pré-socratique, philosophe, guérir et sanctifier ne faisaient qu'un. Le corps et l'esprit, l'homme et le monde, la théorie et la pratique sont embrassés dans un même élan, lequel est non seulement intellectuel, mais aussi pratique et spirituel. La rationalité n'épuise pas le

réel et encore moins l'existentiel. Pourtant, délaissant tant le sens commun que les fonctions chamaniques des oracles apolliniens ou dionysiaques, la pensée dualiste s'impose au monde occidental. Depuis la *doxa* chrétienne dominante jusqu'au technoscientisme capitaliste en passant par Descartes et les Lumières, on n'a de cesse de séparer la pensée abstraite du corps, de l'esprit, du vivant et de l'ensemble du cosmos. En dépit du sursaut de la première Renaissance, portée par l'esprit anarchiste ou républicain d'un Giordano Bruno, la sagesse antique est oubliée et advient le règne de l'homme-machine. Contre cette tradition philosophique qui aboutit à l'univers cauchemardesque du technocapitalisme d'exploitation, de contrôle et de mécanisation du vivant dans lequel nous nous débattons aujourd'hui, Weber nous montre qu'une autre voie et qu'un autre monde sont possibles : « *le travail philosophique ne consiste pas à tout déconstruire, quitte à être conduit au suicide dans des ruines sémantiques, mais à susciter des futuribles, c'est-à-dire des futurs possibles, et à soutenir l'élan vital qui se reflète en chacun* ». Avec l'aide de penseurs tels qu'Alfred North Whitehead, William James, Henri Bergson, Hannah Arendt et Hans

Jonas, Michel Weber nous dit qu'il est grand temps de recadrer la philosophie de l'être (de la substance) à partir de la pensée du devenir (de l'accident). Alors que jamais la liberté n'a été aussi instrumentalisée par un déterminisme mortifère, il est urgent de retrouver la voie de l'incertain et de l'acte libre, celui qui brise les chaînes causales passées pour en instaurer de nouvelles. Comme nous l'enseigne le Zarathoustra de Nietzsche : « *il faut encore avoir du chaos en soi pour pouvoir enfanter une étoile qui danse* ».

**Michel Weber, Le chant du signe. Des malentendus philosophiques à la transition culturelle, Les éditions Chromatika, 2023, 220 pages, 21€.**

**F. M.**



Ce qui brûle immédiatement les yeux en parcourant l'ouvrage du militant écolo et entrepreneur social (sic) Jean-Marc Gancille, c'est le caractère éminemment paradoxal du propos qui consiste à vouloir en finir avec l'anthropocentrisme tout en déployant une pensée éminemment anthropocentrée. Dès l'ouverture du livre, on perçoit que l'auteur désire selon toute vraisemblance insister sur le caractère masculin du mot « *carnage* », comme pour faire passer un message subliminal. Sous couvert d'amour des animaux, l'auteur dévoile en réalité une haine de l'homme. L'ouvrage joue sur le sensationnel et flirte avec le *pathos* lorsque, par exemple, sont rabâchés *ad nauseam* les chiffres du « *massacre* » (en procédant de la sorte, l'auteur a-t-il seulement conscience qu'il chosifie lui aussi les animaux là où il s'insurge des mauvais traitements qui leur sont infligés ?). Les mots de la novlangue polluent par ailleurs en nombres l'ensemble des lignes parcourues : d'« *animaux non humains* » en passant par « *holocauste animal* » – preuve s'il en est du caractère anthropocentrique de l'ouvrage. Bref, ayant banni la viande de nos assiettes depuis quelques années, nous constatons néanmoins toujours avec dépit à quel point les critiques radicales au sujet de la problématique en question sont de l'ordre du néant. Nous attendons toujours par ailleurs une analyse véritablement pertinente – c'est-à-dire une analyse qui ne ferait pas du *pathos* et de la paradoxalité sa ligne de conduite – qui s'interrogerait sur les liens pourtant évidents qui existent entre le processus de réification déployé par le capitalisme et la chosification paroxystique des animaux initié par le « *modèle d'expansion illimitée par la maîtrise (pseudo)rationnelle* ».

un message subliminal. Sous couvert d'amour des animaux, l'auteur dévoile en réalité une haine de l'homme. L'ouvrage joue sur le sensationnel et flirte avec le *pathos* lorsque, par exemple, sont rabâchés *ad nauseam* les chiffres du « *massacre* » (en procédant de la sorte, l'auteur a-t-il seulement conscience qu'il chosifie lui aussi les animaux là où il s'insurge des mauvais traitements qui leur sont infligés ?). Les mots de la novlangue polluent par ailleurs en nombres l'ensemble des lignes parcourues : d'« *animaux non humains* » en passant par « *holocauste animal* » – preuve s'il en est du caractère anthropocentrique de l'ouvrage. Bref, ayant banni la viande de nos assiettes depuis quelques années, nous constatons néanmoins toujours avec dépit à quel point les critiques radicales au sujet de la problématique en question sont de l'ordre du néant. Nous attendons toujours par ailleurs une analyse véritablement pertinente – c'est-à-dire une analyse qui ne ferait pas du *pathos* et de la paradoxalité sa ligne de conduite – qui s'interrogerait sur les liens pourtant évidents qui existent entre le processus de réification déployé par le capitalisme et la chosification paroxystique des animaux initié par le « *modèle d'expansion illimitée par la maîtrise (pseudo)rationnelle* ».

**Jean-Marc Gancille, Carnage. Pour en finir avec l'anthropocentrisme, Rue de l'échiquier, 2023, 199 pages, 18€.**

**K. C.**



Si on ne devait retenir qu'une phrase de cet ouvrage ce serait celle-ci : « *Des familles englouties dans un bain d'écrans* ». Sabine Duflo est psychologue clinicienne. Elle nous met en garde et nous alerte sur les ravages que les écrans provoquent dès la petite enfance, voire sur la naissance des bébés. Une télévision allumée en permanence dans la salle de séjour, des tablettes et smartphones dans les mains des tout-petits, des jeux vidéo violents interdits au

moins de 18 ans mais dont nos ados raffolent, des écrans dans les chambres à coucher... Nous sommes constamment bombardés d'informations, de flashes de couleur, de sons percutants. L'auteure dresse un portrait alarmant de la dégradation des relations sociales, familiales, sanitaires. Elle ne se contente pas de citer des cas d'école, elle se base sur des études poussées dans le développement du cerveau des enfants et fait un rapprochement judicieux entre la flambée des cas d'autisme et l'exposition aux écrans des bambins. Instigatrice de la théorie des « 4 pas », elle donne dans ce manuel des conseils qui permettront à l'enfant de s'approprier l'écran sans en devenir prisonnier. Ce qui vaut aussi pour les parents de plus en plus accros aux réseaux sociaux et autres jeux en ligne. Remarquablement préfacé par Michel Brillé, ce livre devrait être délivré sur ordonnance et remboursé par la sécurité sociale.

**Sabine Duflo, Il ne décroche pas des écrans. Comment protéger nos enfants et nos adolescents, L'Échappée, 2024, 310 pages, 14€.**

**Marie-Ange Herman**

## POUR LA LUMIÈRE SUR LES DÉGÂTS DES VACCINS

Concernant les effets graves des vaccins contre le covid-19, un enjeu important est la possibilité d'autopsies. Plusieurs obstacles peuvent se présenter : même si la victime aurait souhaité que son corps soit soumis à ce procédé, la famille peut s'y opposer, car pas conscientisée ou réticente à l'idée que le corps du proche soit abîmé, ce qui est bien sûr compréhensible et respectable. Mais l'enjeu d'éclairer les causes l'est aussi (voir notamment, dans ce numéro, l'article sur les problèmes cardiaques et les vaccins à ARNm, avec des infos sur un des remèdes possibles). À cet égard, un avocat engagé et connaisseur de la problématique m'a formulé cette idée très pertinente : celle d'une lettre d'intention d'autopsie, en cas de décès soupçonnable d'être une suite des vaccinations, sur le modèle de la déclaration anticipée relative à l'euthanasie.

D. Z. —

## NÉCROLOGIE NÉOLIBÉRALE

Ça dégaze chez les néolibéraux « canal historique ». Après le Chilien Sebastian Piñera, mort à 74 ans le 6 février dernier aux commandes de son hélicoptère, le Canadien Brian Mulroney s'est lui éteint paisiblement à 84 ans, le 29 février. Ces deux hommes, qui furent un temps à la tête de leur État respectif, représentaient à merveille les noces incestueuses de la politique et des affaires. Leur sourire flamboyant manquera aux marchés. L'équipe de *Kairos* adresse à ceux-ci ses sincères et néanmoins satisfaites condoléances.

B. L. —

## VACCINS GÉNÉTIQUES ET SANG CONTAMINÉ

Des scientifiques japonais publient sur *preprints.org* (voir <https://www.preprints.org/manuscript/202403.0881/v1>) un appel urgent à déterminer des lignes directrices internationales en ce qui concerne le traitement du sang issu de donneurs vaccinés (ARNm ou ADNm) ou atteints de covid long. Leur revue, qui compile et référence les nombreux problèmes ren-

contrés depuis cette vaccination massive, tente d'une part de lister les différents risques possibles lors d'une transfusion, mais également transplantation d'organe en cas de donneur vacciné ou atteint de covid long, et d'autre part de donner des solutions afin de ne pas revivre les situations du sida ou de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (maladie à prion), toutes deux transmissibles par le sang. La revue n'a pas été encore évaluée par les pairs, mais les interrogations et hypothèses scientifiques sourcées semblent solides. Une information donc, à ne pas perdre de vue.

M. F. —

## JE VEUX, DONC JE SUIS !

Peu de temps après avoir envisagé la possibilité d'envoyer des troupes de l'OTAN en Ukraine, Emmanuel Macron s'apprête à demander à la Russie un cessez le feu lors des prochains Jeux Olympiques qui auront lieu à Paris. Il fallait oser, surtout quand on sait que le CIO a autorisé la participation des athlètes russes au JO à la stricte condition que ceux-ci concourent sous bannière neutre et qu'ils n'aient pas soutenu la guerre.

## DEUX POIDS DEUX MESURES

Pendant ce temps, le CIO accuse la Russie de politiser le sport (cette dernière envisage en effet de créer un concurrent aux JO sous la forme des « jeux de l'amitié »), là où ce comité a lui-même confondu l'aspect politique et sportif au travers de la décision citée ci-dessus.

K. C. —

## TECHNOCRITIQUE INCLUSIVE

*Curseurs* est un nouveau semestriel bruxellois d'une cinquantaine de pages, consacré à la critique de la technique. Il vient de sortir son n° 2, qui examine la pression numérique dans l'éducation, avec des articles approfondis. En soi, c'est une très bonne nouvelle. Hélas, la rédaction a fait le choix de l'écriture inclusive dans toutes ses déclinaisons, y compris les glyphes (représentations graphiques d'un signe typographique) qui

rendent la lecture encore plus pénible. Un certain Emmanuel s'en explique en faisant appel à la linguistique (p. 5). Sûr qu'un linguiste comme Jean Szlamowicz (cf. *Les moutons de la pensée. Nouveaux conformismes idéologiques*, Le Cerf, 2022) ne serait pas d'accord...

B. L. —

## ET LA CORRUPTION ?

Dans *Le Soir* du 8 mars, les présidents des partis francophones discutent de leurs recettes pour lutter contre l'extrême droite : aller sur le terrain, réguler les dépenses des partis, revitaliser la démocratie, faire ce que l'on dit, et même oser les sujets qui fâchent. Tous les sujets ? Non, pas la corruption, mot qui n'apparaît pas une seule fois dans leurs propos. Cette corruption est systémique. Ainsi, ceux qui se présentent comme ses ennemis pour se faire élire en sont eux-mêmes accusés : Marine Le Pen, son père et 26 autres membres du Rassemblement national sont poursuivis pour détournement de fonds et complicité. La classe politique actuelle est désespérante. Allez les politiques, encore un effort... dans la direction opposée !

B. L. —

## COVIDISME PAS MORT

À l'occasion du 4<sup>ème</sup> anniversaire de la « crise sanitaire », *Le Soir* des 16 & 17 mars ravive le *storytelling* covidiste, avec le concours de *4 Deus ex Big Pharma* : nous sommes priés de comprendre que les experts avaient bien tout compris dès le départ, que la politique sanitaire menée fut sensée, équilibrée, efficace. Si « plus personne ne conteste l'utilité du masque pour freiner la transmission des virus respiratoires » (ah bon ?), les journalistes admettent quand même la réalité d'effets secondaires des vaccins (*sic*), seulement de « rares » cas de myocardite chez les jeunes. Lecteurs du *Soir*, vous voilà mentalement prêts pour la prochaine plandémie, déjà annoncée, mais qui ne sera plus due à « un descendant du sars-cov-2 », affirme Marius Gilbert. Ça va innover dans les labos !

B. L. —

Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS

- L'armée belge en décomposition ?
- Le mystérieux Constantin Mirabel est de retour
- Aaron Bushnell, symbole d'une abomination quotidienne

A découvrir sur  
[www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)

[HEBDO] #26  
LES CABINETS DE CONSEIL AUX  
MANETTES DE LA BELGIQUE

[CONFÉRENCE]  
POUR UNE  
AGRICULTURE  
DURABLE ET ÉQUITABLE

[INTERVIEW]  
MORTALITÉ  
& VACCINATION  
CE QUE RÉVÈLENT LES CHIFFRES

[INTERVIEW]  
« Pierre CHAILLOT —  
Mortalité et vaccination

**KAIROS EST VOTRE MÉDIA,  
CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE. VIVE LA PRESSE LIBRE !**

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS

[www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros,  
53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!  
PARTAGER!